

# Des choix responsables

---

SOLIDITÉ  
CROISSANCE  
AMBITION

---



**iA Société financière inc.**

**Rapport de gestion 2020**

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

11 février 2021



# Mise en garde

## Constitution juridique et renseignements généraux

iA Société financière inc. (« iA Société financière » ou « la société ») est une société à capital-actions constituée le 20 février 2018 sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*. Au moment de sa constitution, elle était une filiale à part entière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA Assurance ») et n'avait pas d'activités commerciales. Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le plan d'arrangement antérieurement approuvé par les actionnaires de iA Assurance et entériné par le tribunal, a été complété et mis en place. Par conséquent, le 1<sup>er</sup> janvier 2019, un certificat d'arrangement a été émis par le Registraire des entreprises et iA Société financière est devenue la société mère du groupe iA détenant la totalité des actions ordinaires de iA Assurance. Jusqu'au 31 décembre 2018, iA Assurance était la société mère du groupe iA. Au terme de l'arrangement, les actions privilégiées et les débetures de iA Assurance émises et en circulation demeurent émises par cette dernière et ont été garanties par iA Société financière, conformément aux modalités de l'arrangement.

iA Société financière est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment de iA Assurance. Les valeurs comparatives antérieures à 2019 présentées dans ce rapport de gestion sont donc les mêmes que celles de iA Assurance.

iA Société financière n'est pas régie par la *Loi sur les assureurs (Québec)*. Toutefois, iA Société financière maintiendra la capacité à fournir, si elle estime nécessaire, du capital à iA Assurance afin que celle-ci respecte les exigences de la *Loi sur les assureurs (Québec)* en matière de suffisance du capital. Aux termes d'un engagement, iA Société financière publiera trimestriellement la position de son capital. Une copie de l'engagement (auquel l'Autorité des marchés financiers est intervenante) a été déposée sous les profils SEDAR de iA Société financière et de iA Assurance à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com).

iA Société financière est régie par la *Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur le Vie (Québec)* (la « Loi privée 1999 »), telle qu'amendée par la *Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur le Vie (Québec)* (la « Loi privée 2018 », collectivement avec la Loi privée 1999, la « Loi privée »). La Loi privée 1999 a été sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec le 26 novembre 1999 et son amendement, la Loi privée 2018, a été sanctionnée le 15 juin 2018. La Loi privée interdit à toute personne et à celles qui lui sont liées d'acquérir, directement ou indirectement, des actions avec droit de vote de iA Société financière s'il en résulte que cette personne et celles qui lui sont liées détiennent 10 % ou plus des droits de vote rattachés à ces actions. La Loi privée prévoit en outre que, dans le cas où une acquisition est effectuée contrairement à ce qui précède, chacune des personnes au bénéfice de qui les actions sont acquises, ne peut exercer les droits de vote rattachés à la totalité de ses actions tant que cette contravention subsiste. De plus, en vertu de la Loi privée, iA Société financière doit détenir directement, ou indirectement 100 % des actions ordinaires de iA Assurance.

Sauf indication contraire, tous les renseignements présentés dans ce rapport sont établis au 31 décembre 2020 ou pour l'exercice terminé à cette date.

Sauf indication contraire, tous les montants qui paraissent dans ce rapport sont libellés en dollars canadiens. Les renseignements financiers sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles s'appliquent aux sociétés d'assurance vie au Canada, et aux exigences comptables prescrites par les autorités réglementaires.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et **l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

Ce rapport est publié en date du 11 février 2021.

## Renseignements financiers non conformes aux IFRS

iA Société financière publie ses résultats et ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toutefois, la société publie également certaines mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS (non conformes aux IFRS). Une mesure est considérée comme non conforme aux IFRS aux fins de la législation canadienne sur les valeurs mobilières lorsqu'elle est présentée autrement que selon les principes comptables généralement reconnus utilisés pour les états financiers audités de la société. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont souvent accompagnées des mesures financières conformes aux IFRS et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. Pour certaines mesures financières non conformes aux IFRS, il n'existe toutefois aucune mesure directement comparable selon les IFRS. La société est d'avis que les mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux IFRS utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière déterminées conformément aux IFRS. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit.

Les mesures financières non conformes aux IFRS publiées par iA Société financière incluent, sans toutefois s'y limiter : le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires, le bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base, le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base, les ventes, les ventes nettes, l'actif sous gestion (ASG), l'actif sous administration (ASA), les équivalents de primes, les dépôts, les mesures de provenance du bénéfice (le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur, les gains et pertes sur les résultats techniques, le *drain* lié aux nouvelles ventes, les changements d'hypothèses, les mesures prises par la direction et le revenu sur le capital), le capital, le ratio de solvabilité, les sensibilités aux marchés boursiers et aux taux d'intérêt, les prêts émis, les sommes à recevoir et le taux de perte sur prêts autos moyen.

L'analyse de rentabilité selon la provenance du bénéfice présente les sources de bénéfices en conformité avec la ligne directrice émise par le Bureau du surintendant des institutions financières et établie en collaboration avec l'Institut canadien des actuaires. Cette analyse a pour but de compléter la divulgation qu'exigent les IFRS et de permettre aux intervenants actuels et à venir de mieux comprendre la situation financière de la société et de se faire une opinion plus éclairée sur la qualité, la volatilité potentielle et la pérennité des bénéfices. Elle fournit une analyse de l'écart entre le revenu réel et le revenu qui aurait été déclaré si toutes les hypothèses faites au début de la période de déclaration s'étaient concrétisées pendant la période. Elle présente les mesures suivantes : le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur (qui représente la fraction du revenu net consolidé découlant des polices en vigueur au début de la période de déclaration qui devait être réalisée en fonction de la concrétisation des hypothèses de meilleure estimation); les gains et pertes sur les résultats techniques (qui représentent les gains et pertes attribuables à la différence entre les résultats réels au cours de la période de déclaration et les hypothèses de meilleure estimation faites en début de cette même période); le *drain* lié aux nouvelles ventes (qui représente l'effet au point de vente sur le revenu net découlant de la souscription de nouvelles polices au cours de la période); les changements d'hypothèse; les mesures prises par la direction et le revenu sur le capital (qui représente le revenu net gagné à l'égard de l'excédent de la société).

Le bénéfice (pertes) tiré des activités de base et les mesures financières qui reposent sur le bénéfice (pertes) tiré des activités de base, y compris le bénéfice par action (BPA) tiré des activités de base et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base, sont des mesures financières non conformes aux IFRS qui sont utilisées pour mieux comprendre la capacité de la société à générer des bénéfices renouvelables. Le bénéfice (pertes) tiré des activités de base exclut du bénéfice (pertes) divulgué l'impact des éléments suivants, qui créent de la volatilité dans les résultats de la société en vertu des IFRS ou qui ne sont pas représentatifs de sa performance opérationnelle sous jacente :

Définition du bénéfice tiré des activités de base avant 2021 :

- a) certains éléments, y compris, sans toutefois s'y limiter, les changements d'hypothèses en fin d'année et les gains et pertes d'impôt inhabituels sur le revenu;
- b) les gains et pertes découlant des variations macroéconomiques et qui sont liés aux polices d'assurance vie universelle, au chapitre des actifs supportant les engagements à long terme, aux fonds de placement (ratio de frais de gestion) et au programme de couverture dynamique rattaché aux garanties des fonds distincts;
- c) les gains et pertes qui excèdent 0,04 \$ par action, sur base trimestrielle, pour le drain sur les nouvelles affaires en assurance individuelle, pour les résultats techniques par unité d'exploitation (Assurance individuelle, Gestion de patrimoine individuel, Assurance collective, Épargne et retraite collectives, Affaires américaines et iA Assurance auto et habitation), pour les gains et pertes d'impôt habituels sur le revenu et pour les revenus d'investissements sur le capital.

Définition du bénéfice tiré des activités de base à compter de 2021 :

- a) les impacts des marchés qui diffèrent des meilleures estimations faites par la direction, y compris l'incidence des rendements générés par les marchés financiers et les changements dans les taux d'intérêt liés (i) aux frais de gestion perçus relativement à l'actif sous gestion ou sous administration (RFG), (ii) aux polices d'assurance vie universelle, (iii) au niveau d'actifs appariant les engagements à long terme, et (iv) au programme de gestion dynamique des risques rattachés aux garanties des fonds distincts;
- b) les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction;
- c) les gains ou les pertes liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration;
- d) l'amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions;
- e) la charge de retraite non liée aux activités de base, qui représente la différence entre le rendement des actifs (revenus d'intérêt sur les actifs du régime) calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS;
- f) des éléments particuliers que la direction juge non représentatifs de la performance de la société, notamment (i) des provisions ou règlements de dossiers judiciaires importants, (ii) des gains et des pertes d'impôts inhabituels sur le revenu, (iii) des charges significatives pour dépréciation liées au goodwill et à des immobilisations incorporelles, et (iv) d'autres gains et pertes inhabituels particuliers.

Les ventes sont des mesures non conformes aux IFRS et permettent de mesurer la capacité de la société à générer de nouvelles affaires. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites au cours de la période. Les primes nettes, qui font partie des produits présentés aux états financiers, incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur. L'actif sous gestion et sous administration est une mesure non conforme aux IFRS qui permet de mesurer la capacité de la société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration. Une analyse des produits par secteurs est présentée à la section « Rentabilité » de ce rapport.

## Énoncés prospectifs

Ce rapport de gestion peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de iA Société financière ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « prévoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif », « but », « indications » et « prévisions » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, dans le présent rapport de gestion, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections à l'égard d'événements futurs et ils pourraient changer, particulièrement en raison de la pandémie de la COVID-19 qui sévit actuellement et qui évolue ainsi que de son incidence sur l'économie mondiale et de ses répercussions incertaines sur nos activités.

Bien que iA Société financière estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment : la conjoncture commerciale et économique; la concurrence et le regroupement de sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales; les liquidités de iA Société financière, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers en place aux dates d'échéance prévues lorsqu'il le faut; l'exactitude de l'information reçue de cocontractants et la capacité des cocontractants à respecter leurs engagements; l'exactitude des conventions comptables et des méthodes actuarielles utilisées par iA Société financière, les risques d'assurance, soit le taux de mortalité, le taux de morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices, notamment l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de pandémies (comme la présente pandémie de COVID-19) et d'actes terroristes.

*Impacts potentiels de la pandémie de la COVID-19* – Depuis le mois de mars 2020, la pandémie de la COVID-19 a des effets importants et sans précédent sur la société et l'économie. L'incidence globale qu'aura la pandémie de la COVID-19 demeure incertaine et dépendra de plusieurs facteurs, dont la progression du virus, l'émergence de nouveaux variants, la durée de la pandémie, les traitements et thérapies potentiels, la disponibilité des vaccins, l'efficacité des mesures gouvernementales déployées pour ralentir la contagion et leur incidence sur l'économie. Il n'est donc présentement pas possible d'estimer avec exactitude la totalité des effets de la pandémie de la COVID-19, mais ses effets sur les affaires et les résultats financiers de la société pourraient être significatifs. En dépit des impacts négatifs à court terme de la pandémie de la COVID-19 sur ses résultats, la société continue d'être très solide financièrement. De plus, le protocole de continuité des affaires de la société continue d'être observé, de manière à assurer aux clients une qualité de service similaire ou supérieure à celle qui prévalait avant la pandémie et à permettre aux employés et aux conseillers de poursuivre toutes leurs activités, tout en étant appuyés par des processus sécuritaires.

Des renseignements supplémentaires sur des facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, et dans les autres documents que iA Société financière a déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui peuvent être consultés à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com).

Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion reflètent les attentes de la société à la date du présent document. iA Société financière ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent rapport de gestion ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

## Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse [ia.ca](http://ia.ca), sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la société sur le site SEDAR, à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com), de même que dans la notice annuelle de iA Société financière et dans celle de iA Assurance, que l'on peut trouver sur le site de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR.

# Rapport de gestion 2020

## 4 Faits saillants

## 7 Faits saillants sur les activités et les initiatives de la société dans le contexte de la pandémie

## 9 Analyse par unité d'affaires

- 10 Assurance individuelle
- 11 Gestion de patrimoine individuel
- 12 Assurance collective – Régimes d'employés
- 13 Assurance collective – Services aux concessionnaires
- 14 Assurance collective – Marchés spéciaux
- 15 Épargne et retraite collectives
- 16 Affaires américaines – Assurance individuelle
- 17 Affaires américaines – Services aux concessionnaires
- 18 Assurance auto et habitation

## 19 Rentabilité

- 19 Analyse selon la provenance du bénéfice
- 20 Résultats selon les activités de base
- 21 Analyse selon les résultats financiers

## 24 Situation financière

- 24 Capitalisation et solvabilité
- 25 Capitaux propres et financement
- 28 Contrôles et procédures
- 28 Autres éléments

## 30 Placements

- 30 Fonds général
- 33 Fonds de placement (fonds distincts et fonds communs de placement)

## 35 Gestion des risques

- 35 Principes et responsabilités en matière de gestion des risques
- 36 Catégories de risques

# Faits saillants

En cette année qui a été marquée par la pandémie et ses nombreux impacts sur la société et les marchés financiers, la priorité de la société a été la santé et le bien-être de ses employés, de ses distributeurs et de ses clients, de même que le soutien à la communauté. Dans ce contexte, les résultats de 2020 prouvent la résilience et la justesse du modèle d'affaire de la société.

En effet, la croissance des ventes a été très forte dans la presque totalité des secteurs d'activité. Ce franc succès s'appuie sur l'ampleur et la diversité des réseaux de distribution, sur la gamme étendue et la pertinence des produits offerts et sur l'efficacité des outils technologiques mis à la disposition des représentants, des clients et des employés. Aussi, la société a confirmé la plus importante acquisition de son histoire, soit celle de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et de ses filiales, lui permettant ainsi de proposer l'une des plus importantes plateformes en garanties automobiles aux États-Unis.

La société a complété l'année 2020 avec un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 611,2 millions de dollars, en plus de conserver un ratio de solvabilité solide et au-dessus de sa cible, malgré le déploiement de capital important en lien avec l'acquisition de IAS. D'ailleurs, la génération organique de capital a été bonne, le portefeuille de placements est demeuré de la plus haute qualité et la valeur comptable par action a augmenté de 7 %.

Par ailleurs, en plus de la révision annuelle des hypothèses actuarielles, des initiatives additionnelles de gestion des risques ont été mises en place. Celles-ci comprennent de nouvelles ententes de réassurance ainsi que des protections supplémentaires dans les réserves pour contrer les effets potentiels de la pandémie. Globalement, ces actions ont été effectuées sans impact significatif sur les résultats de 2020.

## Rentabilité

La société a dégagé un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 611,2 millions de dollars en 2020, comparativement à un résultat de 687,4 millions de dollars en 2019. Le BPA ordinaire dilué s'élève à 5,70 \$ pour l'année 2020, comparativement à 6,40 \$ un an plus tôt. Se référer à la section « Rentabilité » du présent rapport de gestion pour davantage d'information sur la rentabilité de l'année 2020.

## Croissance des affaires

Les primes et dépôts ont augmenté de 24 % en 2020, si on compare au résultat de 2019, pour totaliser près de 14,1 milliards de dollars. Quant à la croissance des ventes, elle a été excellente malgré la pandémie. Notons particulièrement les résultats de l'Assurance individuelle, de la Gestion de patrimoine individuel, de la division des Régimes d'employés du secteur de l'Assurance collective, de l'Épargne et retraite collectives, des Affaires américaines, ainsi que ceux de iA Auto et habitation. Se référer aux sections suivantes pour davantage d'information sur la croissance des affaires par secteurs d'activité.

## Rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	611,2	687,4	(11 %)
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué) (en dollars)	5,70	6,40	(11 %)

## Actif sous gestion et sous administration

Aux 31 décembre			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Actif sous gestion	101 655,9	100 241,8	1 %
Actif sous administration	95 830,1	89 245,8	7 %
<b>Total</b>	<b>197 486,0</b>	<b>189 487,6</b>	<b>4 %</b>

## Primes et dépôts<sup>1</sup>

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Assurance individuelle	1 624,8	1 586,5	2 %
Gestion de patrimoine individuel	6 417,7	4 975,0	29 %
Assurance collective	1 743,5	1 788,2	(2 %)
Épargne et retraite collectives	3 056,2	2 046,5	49 %
Affaires américaines	896,1	651,1	38 %
Assurance de dommages	340,2	314,2	8 %
<b>Total</b>	<b>14 078,5</b>	<b>11 361,5</b>	<b>24 %</b>

## Ventes par secteurs d'activité<sup>2</sup>

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Assurance individuelle			
Primes minimales	202,4	176,4	15 %
Primes excédentaires	20,8	11,1	87 %
<b>Total</b>	<b>223,2</b>	<b>187,5</b>	<b>19 %</b>
Gestion de patrimoine individuel			
Fonds général	836,1	545,8	53 %
Fonds distincts	3 079,6	2 365,5	30 %
Fonds communs de placement	2 502,0	2 063,7	21 %
<b>Total</b>	<b>6 417,7</b>	<b>4 975,0</b>	<b>29 %</b>
Assurance collective			
Régimes d'employés	136,2	49,1	177 %
Services aux concessionnaires <sup>3</sup>	971,6	1 020,3	(5 %)
Marchés spéciaux	205,4	273,9	(25 %)
<b>Total</b>	<b>1 313,2</b>	<b>1 343,3</b>	<b>(2 %)</b>
Épargne et retraite collectives	3 082,9	2 073,6	49 %
Affaires américaines			
Assurance individuelle (\$ US)	127,2	99,2	28 %
Services aux concessionnaires (\$ US)	719,0	449,2	60 %
iA Auto et habitation	395,0	351,0	13 %

<sup>1</sup> Les primes et dépôts comprennent toutes les primes perçues par la société pour ses activités d'assurance et de rentes (et qui sont inscrites au fonds général de la société), de même que les sommes perçues relativement aux fonds distincts (qui sont aussi considérées comme des primes) et les dépôts provenant des secteurs de l'Assurance collective et de l'Épargne et retraite collectives ainsi que de fonds communs de placement.

<sup>2</sup> Se référer aux textes sur les différents secteurs d'activité pour la définition des ventes.

<sup>3</sup> Comprend l'assurance crédit, les protections biens et risques divers et les prêts automobiles émis

## Solidité financière

À la fin de 2020, le capital de la société s'élevait à près de 8,0 milliards de dollars. Quant au ratio de solvabilité<sup>4</sup>, il atteignait 130 % au 31 décembre 2020, comparativement à 133 % un an plus tôt, malgré le déploiement d'environ un milliard de dollars pour l'acquisition de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et de ses filiales. La diminution du ratio qui en a résulté a toutefois été compensée par la bonne génération organique de capital et l'émission de débentures subordonnées, de même que par l'impact des initiatives additionnelles de gestion des risques et de la révision des hypothèses actuarielles de fin d'année. Tout au long de 2020, le ratio de solvabilité est demeuré au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 % retenue comme objectif par la société. Finalement, on prévoit que la bonne génération organique de capital se poursuivra en 2021 et que, dans tous les cas, la société conservera un ratio de solvabilité à l'intérieur ou au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 %.

Le ratio de couverture<sup>4</sup>, qui est calculé en divisant les bénéfices des douze derniers mois (avant impôts et dépenses de financement) par les dépenses de financement, a terminé l'année 2020 à 11,7x comparativement à un résultat de 16,6x atteint en 2019. Cette baisse s'explique principalement par l'émission en février 2020 de débentures subordonnées d'une valeur nominale de 400 millions de dollars. Le ratio d'endettement, qui considère les débentures ainsi que les actions privilégiées, s'établissait pour sa part à 24,8 % au 31 décembre 2020, ce qui représente une hausse par rapport au ratio du 31 décembre 2019, qui s'explique aussi essentiellement par l'émission en février 2020 de débentures subordonnées. Finalement, conformément aux instructions des autorités réglementaires, qui ont suspendu les rachats d'actions ordinaires dans le contexte de la pandémie, la société n'a pas renouvelé le programme d'offre publique de rachat d'actions.

Pour un commentaire détaillé sur la solidité financière, se référer à la section « Situation financière » du présent rapport de gestion.

## Dividendes

En février 2020, la société a augmenté de 0,4500 \$ à 0,4850 \$ le dividende trimestriel versé par action ordinaire. Ainsi, 1,9400 \$ par action ordinaire a été versé en 2020 comparativement à 1,7650 \$ en 2019, ce qui représente une hausse de 10 %. Le ratio de distribution du dividende pour l'année s'établit à 34 %, soit dans le haut de la fourchette cible de 25 % à 35 % qui avait été donnée comme indication aux marchés au début de 2020. Notons que les autorités réglementaires ont donné les instructions de ne pas hausser les dividendes aux actionnaires ordinaires dans le contexte de la pandémie. Ainsi, depuis le 13 février 2020, le dividende n'a pas été augmenté et le dividende trimestriel annoncé lors de la divulgation des résultats du quatrième trimestre de 2020 est demeuré à 0,4850 \$ par action ordinaire, payable au cours du premier trimestre de 2021.

## Qualité des placements

Le portefeuille de placements de la société est demeuré d'excellente qualité en 2020, malgré le contexte de la pandémie. En effet, comme présenté au tableau ci-contre, la proportion des placements douteux nets au 31 décembre 2020, se maintenait à un niveau relativement bas, à 0,07 % des placements totaux, malgré une légère hausse attribuable à des actifs pour lesquels des provisions ont été prises en raison des effets de la pandémie. De plus, le portefeuille d'obligations ne comportait que 0,99 % de titres cotés BB et moins et le taux d'occupation du parc immobilier demeurait relativement stable, à 95,0 %. Notons que l'absence de prêts hypothécaires délinquants au 31 décembre 2020 s'explique essentiellement par la vente, au cours de l'année, du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, qui ne fait donc plus partie du portefeuille de placements. Pour un commentaire détaillé sur les placements, se référer à la section « Placements » du présent rapport de gestion.

## Analyse de sensibilité<sup>5</sup>

L'analyse de sensibilité de la société aux variations macroéconomiques a été mise à jour à la fin de l'exercice 2020. Les principaux résultats de cette analyse sont présentés au tableau ci-dessous et des explications sur ces résultats sont données à la sous-section « Risque de marché » de la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

### Solidité financière

(aux 31 décembre)	2020	2019
Ratio de solvabilité	130 %	133 %
Ratio d'endettement	24,8 %	21,9 %
Ratio de couverture	11,7x	16,6x

### Dividende

(aux actionnaires ordinaires)	2020	2019
Dividende	1,9400 \$	1,7650 \$

### Indices de qualité des placements

(aux 31 décembre)	2020	2019
Placements douteux nets (en millions)	31,1 \$	10,9 \$
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,07 %	0,03 %
Obligations – proportion des titres cotés BB et moins	0,99 %	0,87 %
Prêts hypothécaires – taux de délinquance	—	0,08 %
Immeubles de placement – taux d'occupation	95,0 %	94,0 %

### Analyse de sensibilité<sup>6</sup>

	Aux 31 décembre	
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019
Baisse de l'indice S&P/TSX nécessitant un renforcement des provisions mathématiques pour les actions appartenant aux engagements à long terme <sup>5</sup>	(27 %)	(24 %)
Baisse de l'indice S&P/TSX <sup>6</sup> qui ferait diminuer le ratio de solvabilité à 110 %	(83 %)	(91 %)
Incidence sur le résultat net d'une baisse subite de 10 % des marchés boursiers (incidence sur une année)	(34)	(31)
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement initial (IRR)	4	2
Incidence sur le résultat net d'une baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (URR)	(68)	(61)

## Acquisitions, cession et structure d'entreprises

Le 10 janvier 2020, la société a acquis trois sociétés canadiennes spécialisées dans les garanties automobiles : WGI Service Plan Division Inc. et WGI Manufacturing Inc. ainsi que Lubrico Warranty Inc. L'objectif de ces acquisitions est de poursuivre la stratégie de croissance afin de devenir un acteur majeur dans l'environnement automobile canadien.

Le 22 mai 2020, la société a également conclu l'acquisition de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et ses filiales (collectivement « IAS »). IAS est l'un des plus importants fournisseurs indépendants de solutions dans le marché américain des garanties automobiles, et qui compte plus de 35 ans d'histoire. L'entreprise propose un très vaste portefeuille de garanties automobiles et de services et logiciels connexes vendus par l'entremise d'un des réseaux de distribution les plus larges et les plus diversifiés de l'industrie. Par l'intégration de IAS, la société devient une des plus importantes plates-formes en garanties automobiles aux États-Unis.

<sup>4</sup> Le ratio de solvabilité et le ratio de couverture ne sont pas des mesures IFRS. Se référer à la section « Situation financière » pour plus de détails.

<sup>5</sup> L'analyse de sensibilité présente des mesures qui n'ont pas d'équivalents IFRS.

<sup>6</sup> Baisse par rapport aux valeurs réelles de l'indice aux 31 décembre des années indiquées

La société a conclu, le 1<sup>er</sup> juin 2020, la vente de sa filiale iA Conseil en placement inc. à CWB Financial Group. Cette vente reflète la décision de la société de concentrer ses efforts en gestion de patrimoine dans le marché des Canadiens fortunés par le biais exclusif de son réseau en pleine expansion de cabinets en services-conseils de placement.

Pour plus d'information sur les acquisitions et cession effectuées en 2020, voir la note 4 des états financiers consolidés de la société intitulée *Acquisitions et cession d'entreprises*.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2020, iA Assurance et sa filiale L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie ont fusionné afin d'accroître l'efficacité opérationnelle, et cela, en toute transparence pour la clientèle existante.

## Carboneutralité

Depuis plusieurs années, iA Groupe financier est engagé à soutenir la lutte contre les changements climatiques en réduisant de manière proactive son empreinte carbone. En ce sens, l'entreprise est devenue carboneutre en 2020. En effet, tout en continuant des projets et en maintenant des initiatives visant à réduire à la source ses émissions de gaz à effet de serre (GES), la société s'est engagée à compenser ses émissions de GES résiduelles par l'achat de crédits carbone.

## Litige

iA Assurance est impliquée dans un litige avec une tierce partie, Ituna Investment LP, qui cherchait à utiliser les contrats d'assurance à des fins pour lesquelles ils n'ont pas été conçus. La cause a été entendue par la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, qui a rendu une décision favorable à la société le 15 mars 2019. La partie adverse en a appelé de cette décision et l'appel a été entendu par la Cour d'appel de la Saskatchewan à la mi-janvier 2020. iA Assurance a toujours maintenu que la position d'Ituna était juridiquement infondée et a répondu à l'appel de la partie adverse avec la même conviction.

## Modifications apportées aux méthodes comptables en 2020 et modifications comptables futures

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié plusieurs amendements et nouvelles normes applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Aucun de ces amendements ni aucune de ces normes n'ont eu une incidence sur les états financiers de la société. Pour connaître le détail des amendements et des nouvelles normes publiés, se référer à la note 3 des états financiers consolidés de la société intitulée *Modifications de méthodes comptables*. D'autre part, rappelons que le 25 juin 2020, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 4 – *Contrats d'assurance* afin de prolonger l'approche du report jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Cette approche permet une exemption temporaire facultative pour l'adoption de la norme IFRS 9 – *Instruments financiers* jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre des contrats qui entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 4 – *Contrats d'assurance*. Finalement, la société poursuit ses travaux relatifs à la mise en application de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance*, dont la date d'application prévue est le 1<sup>er</sup> janvier 2023. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.

## Perspectives pour 2021<sup>7</sup>

Fort de tout ce qui a été réalisé et mis en place en 2020, et de son modèle d'affaires qui a fait largement ses preuves, iA Groupe financier est bien positionné pour faire croître son bénéfice et créer de la valeur pour ses actionnaires en 2021.

Le bilan demeure solide et la société possède des protections et des ressources pour s'ajuster aux variations des marchés financiers. À titre d'exemple, la société a profité du processus de révision des hypothèses actuarielles à la fin de 2020 pour ajouter des protections additionnelles. Celles-ci visent à réduire les pertes d'expérience potentielle à l'égard de la mortalité et du comportement des titulaires de police, en 2021 et au cours des années suivantes, et qui découleraient des impacts de la pandémie.

La société tiendra une Journée des investisseurs virtuelle le 10 mars 2021, au cours de laquelle la haute direction discutera de la stratégie de la société de même que des perspectives pour les prochaines années.

Les principales indications aux marchés pour l'année à venir sont présentées au tableau ci-dessous.

La croissance des cibles pour le BPA et le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) de 2021 s'explique par :

- des ajustements apportés à la définition des activités de base (vous référer à la section « Rentabilité » du présent rapport pour plus de détails à ce sujet);
- la croissance organique, soit la croissance normale du bénéfice anticipé sur les affaires en vigueur;
- les initiatives pour améliorer la rentabilité dans tous les secteurs d'activité;
- les acquisitions et des améliorations technologiques apportées au cours des dernières années; et
- les initiatives pour profiter pleinement des réseaux de distribution imposants et diversifiés de la société.

Finalement, la diminution de la cible pour le *drain* sur les nouvelles ventes confirme une amélioration de cette mesure depuis plusieurs années et les autres indications données demeurent inchangées pour 2021.

## Indications aux marchés<sup>8</sup>

	2021	2020
Bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base <sup>8</sup>	7,60 \$ à 8,20 \$	6,30 \$ à 6,90 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base <sup>8</sup>	12,5 % à 14,0 %	11,5 % à 13,0 %
Génération organique de capital	275 M\$ à 325 M\$	250 M\$ à 300 M\$
Taux d'impôt effectif	20 % à 22 %	20 % à 22 %
Ratio de solvabilité	110 % à 116 %	110 % à 116 %
<i>Drain</i> sur les nouvelles ventes	2 % (fourchette trimestrielle de -5 % à 10 %)	3 % (fourchette trimestrielle de -5 % à 10 %)
Ratio de distribution du dividende	25 % à 35 % (milieu de la fourchette)	25 % à 35 % (milieu de la fourchette)

<sup>7</sup> Les perspectives pour 2021 reposent sur de nombreuses hypothèses et sont assujetties à plusieurs risques, tels que décrits à la section « Gestion des risques » du présent document. Se référer aussi à la section « Mise en garde » au début du présent document pour des indications sur les énoncés prospectifs.

<sup>8</sup> Les indications pour le bénéfice par action ordinaire et le rendement des capitaux propres excluent les éléments qui ne font pas partie des activités de base, de même que l'impact potentiel de la révision des hypothèses de fin d'année. Les indications aux marchés pour 2020 sont basées sur la définition du bénéfice tiré des activités de base utilisée avant 2021 et les indications aux marchés pour 2021 sont basées sur la définition révisée du bénéfice tiré des activités de base et utilisée à partir de 2021. Se référer à la section « Rentabilité » du présent rapport de gestion pour une explication des éléments qui font partie des activités de base et les résultats qui s'y rattachent.

## Faits saillants sur les activités et les initiatives de la société dans le contexte de la pandémie

Le modèle d'affaires résilient de iA Groupe financier, notamment la force de ses réseaux de distribution, de même que sa saine gestion des risques ont permis d'atténuer les impacts liés à la pandémie de la COVID-19. En effet, la société a été pleinement en mesure de continuer à générer de la croissance, tout en assurant le bien-être financier de ses clients.

Les bons résultats financiers de la société au 31 décembre 2020 démontrent la justesse de ses choix, notamment sur le plan technologique, et de sa vision stratégique. Ainsi, elle a pu poursuivre avec succès sa croissance malgré la pandémie.

Dès les premiers signes de la pandémie, la santé et la sécurité des employés et des distributeurs ainsi que la continuité des affaires ont été les priorités de la direction. Rapidement et efficacement, la société s'est ajustée en ayant recours au télétravail pour la vaste majorité de ses employés et à des outils numériques performants déjà en place.

### Rentabilité, croissance et solidité financière

La pandémie a entraîné des changements notables dans la distribution des produits financiers. La société et ses réseaux de distribution ont réussi à s'adapter rapidement à la nouvelle réalité, notamment en raison des outils technologiques de la société, mis à la disposition des distributeurs et des clients. Ainsi, la progression des affaires a été excellente en 2020 comme le démontre la hausse importante des résultats par rapport à ceux de 2019. Le plus important secteur d'activité de iA Groupe financier, soit l'Assurance vie individuelle, a réalisé une hausse des ventes de 19 % sur un an. Pour sa part, le secteur de la Gestion de patrimoine individuel a enregistré des entrées nettes de fonds de plus de 2 milliards de dollars en 2020, un résultat près de huit fois plus important que celui de 2019. Ces résultats sont attribuables principalement à trois éléments : la force et la diversification des réseaux de distribution, l'excellente performance des outils numériques, de même que la gamme étendue des produits offerts.

Pour ces mêmes raisons, les ventes ont été excellentes dans la majorité des autres unités d'affaires. Les ventes ont cependant été plus difficiles dans quelques unités d'affaires, notamment dans la division des Marchés spéciaux, en raison de la baisse des ventes d'assurance voyage, et du côté des Services aux concessionnaires, en raison des impacts des mesures de confinement sur les ventes d'automobiles.

Les résultats financiers de la société sont demeurés largement au rendez-vous en 2020. La filiale iA Assurance auto et habitation s'est particulièrement illustrée à ce chapitre, tout comme plusieurs autres unités d'affaires du Groupe. Le principal impact négatif de la pandémie est survenu en mars alors que les marchés boursiers ont enregistré une très grande volatilité. Cette volatilité historique a eu une incidence sur les résultats du programme de couverture rattaché aux garanties de fonds distincts. La tâche de protection du programme a cependant pu être réalisée, puisqu'en l'absence du programme, l'impact négatif sur les résultats de la société aurait été beaucoup plus important. Par ailleurs, ne passons pas sous silence le portefeuille d'investissements qui, durant cette période d'extrême volatilité, a témoigné de sa grande qualité avec son excellente diversification d'actifs.

En ce qui concerne la solvabilité de la société, malgré les impacts de la pandémie et le déploiement d'environ un milliard de dollars pour l'acquisition de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et de ses filiales, son ratio était de 130 % à la fin de 2020. À cela s'ajoute la protection distinctive de la société pour les variations de marchés, qui équivalait à dix points de pourcentage supplémentaires. Ce bon résultat a été réalisé principalement grâce à la forte capacité de la société à générer du capital organique et à l'impact favorable de ses initiatives additionnelles de gestion des risques.

Finalement, la société a profité de la révision annuelle de ses hypothèses actuarielles pour effectuer des renforcements de réserves. De plus, des initiatives additionnelles de gestion des risques ont été réalisées, soit notamment la signature de nouveaux traités de réassurance ainsi que la mise en place de protections supplémentaires dans les réserves afin d'absorber des impacts négatifs potentiels susceptibles de découler de la pandémie dans les prochaines années.

### Mesures d'allègement pour la clientèle et soutien communautaire

Depuis les débuts de la pandémie, iA Groupe financier s'est engagé à contribuer sans relâche et de toutes les manières possibles à l'immense mobilisation sociale pour tenter de contrer les effets de la pandémie.

La société a mis en place diverses mesures d'allègement pour soutenir ses clients qui ont éprouvé des difficultés financières directement attribuables à la pandémie. Ces mesures ont profité à l'ensemble de la clientèle, à l'égard de différents produits : assurance vie, maladie grave, invalidité et accidents corporels, épargne et retraite individuelles, assurance collective, assurance auto et habitation, prêts hypothécaires résidentiels et prêts automobiles.

iA Groupe financier s'est aussi engagé, depuis mars 2020, à lutter contre la crise de la COVID-19 et ses effets sans précédent sur les communautés. La société a bonifié ses dons dans les domaines de la santé, social et communautaire, en ciblant particulièrement les organismes qui ont des besoins urgents en raison de la situation.

Au total, en 2020, près de 2,5 millions de dollars ont été remis pour lutter contre la crise de la COVID-19, notamment aux fonds d'urgence COVID-19 de différentes fondations de centres hospitaliers et de centres de recherche en santé, ainsi qu'à des banques alimentaires de plusieurs provinces canadiennes.



## Santé et bien-être des employés

iA Groupe financier n'a ménagé aucun effort pour assurer la santé et la sécurité de ses employés et pour tenter de réduire la propagation du virus dans la communauté. À la mi-mars 2020, la société a rapidement pris des mesures pour permettre le télétravail à pratiquement l'ensemble de ses employés et s'est assurée de la sécurité de ses bureaux pour ceux et celles qui doivent s'y rendre dans le cadre de la continuité des affaires.

La société a aussi offert à ses employés différentes mesures de soutien, dont des allocations pour l'achat de matériel de télétravail et les frais Internet, ainsi que cinq journées additionnelles de congé pour leur bien-être.

Ces mesures se sont ajoutées à des services déjà à la disposition des employés, dont le programme d'aide aux employés et à la famille, la télémédecine et le programme de gestion du stress et du bien-être.



## Vers la postpandémie

Bien que le moment où prendra fin la présente pandémie demeure inconnu, la vaccination en cours partout sur la planète permet d'espérer voir enfin la lumière au bout du tunnel.

Fort de tout ce qu'il a réalisé et mis en place en 2020, et de son modèle d'affaires qui a fait largement ses preuves, iA Groupe financier est bien positionné pour croître et créer de la valeur pour ses actionnaires et autres parties prenantes en 2021 et au cours des prochaines années.

En effet, les éléments qui ont permis à la société d'enregistrer une forte croissance des ventes en 2020 demeurent. De plus, des investissements informatiques accrus permettront de se maintenir à la fine pointe des solutions numériques pour nos clients, nos distributeurs et nos employés.

En raison de son ratio de solvabilité élevé et des renforcements des réserves actuarielles effectués en 2020, la société possède des assises solides pour soutenir sa croissance. En effet, elle bénéficie d'une protection distinctive dans ses réserves qui peut absorber des variations de marchés ainsi que de protections additionnelles qui serviront à faire face à l'incertitude temporaire pouvant être liée à la pandémie ou à la postpandémie en absorbant de l'expérience défavorable pour la mortalité ou les abandons. Ces dernières serviront à faire face à l'incertitude temporaire pouvant être liée à la pandémie ou à la postpandémie en absorbant des résultats d'expérience défavorables au chapitre de la mortalité ou des abandons.

Ainsi la société est bien positionnée pour tirer avantage des occasions qui se présenteront après la pandémie tout en demeurant résiliente et engagée pour le bien-être de ses clients, de ses employés et des communautés.

# Analyse par unité d'affaires

## Secteurs d'activité

### Canada

1

ASSURANCE  
INDIVIDUELLE

2

GESTION DE  
PATRIMOINE  
INDIVIDUEL

3

ÉPARGNE ET  
RETRAITE  
COLLECTIVES

4

ASSURANCE  
COLLECTIVE

#### Divisions

- Régimes d'employés
- Services aux concessionnaires
- Marchés spéciaux

### États-Unis

5

AFFAIRES  
AMÉRICAINES

#### Divisions

- Assurance individuelle
- Services aux concessionnaires

### Filiale – Québec

iA AUTO  
ET HABITATION

# Assurance individuelle

Le secteur de l'Assurance individuelle offre une gamme étendue de protections d'assurance par l'intermédiaire de son important réseau de distribution.

L'année 2020 aura été marquée par un contexte historiquement particulier. En plus des efforts supplémentaires afin de déployer des outils numériques pour s'ajuster à la nouvelle réalité, la société a lancé deux nouvelles protections d'assurance :

- une version améliorée de l'assurance vie universelle à coûts temporaires renouvelables annuellement (TRA), qui offre une flexibilité exceptionnelle et un potentiel d'accumulation élevée pour le client;
- une assurance vie permanente avec participation (PAR), pour les clients qui recherchent un produit qui offre une protection d'assurance tout en proposant la croissance, la stabilité et la diversification pour leur portefeuille d'investissements. Ce type de produit représente environ la moitié des parts de marché en assurance vie dans l'industrie canadienne.

Déjà un chef de file en ce qui concerne l'acceptation instantanée au point de vente grâce à son outil EVO, iA Groupe financier a démontré à nouveau sa capacité d'innovation. En effet, la souscription d'assurance pour les clients âgés de 50 ans ou moins pour une couverture pouvant aller jusqu'à deux millions de dollars a été davantage simplifiée.

Dans la poursuite d'une expérience de haut niveau pour les clients et les conseillers, le secteur a mis en œuvre des efforts pour améliorer les outils numériques de vente destinés aux conseillers. À titre d'exemple, l'outil d'illustration pour les produits d'assurance vie et maladie grave a été repensé pour permettre une expérience moderne, simplifiée et adaptée à la réalité actuelle des clients et des conseillers.

## Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Ventes <sup>9</sup>			
Primes minimales <sup>10</sup>	202,4	176,4	15 %
Primes excédentaires <sup>10</sup>	20,8	11,1	87 %
<b>Total</b>	<b>223,2</b>	<b>187,5</b>	<b>19 %</b>
Primes nettes	1 624,8	1 586,5	2 %

Les ventes totales en 2020 se sont chiffrées à 223,2 millions de dollars, en raison d'une hausse importante de 19 % par rapport à celles de l'année 2019. Le succès des nouveaux produits lancés pendant l'année (TRA et PAR) a contribué de manière significative à cette croissance. Comme ces produits permettent de déposer des sommes supplémentaires, on peut constater une augmentation considérable de 87 % des primes excédentaires en 2020 comparativement à 2019.

Pour leur part, les primes nettes ont totalisé 1 624,8 millions de dollars en 2020 et sont ainsi supérieures de 2 % à celles de 2019. Notons que les primes constituent un important facteur de progression du bénéfice à long terme du secteur.

Au chapitre de la performance de la société par rapport à l'industrie, selon les données canadiennes des neuf premiers mois de l'année 2020 publiées par LIMRA, iA Groupe financier se classe :

- en première position pour les produits d'assurance vie, avec le plus de ventes de primes et la plus grande croissance annuelle des ventes;
- en première position pour le nombre de polices d'assurance individuelle (assurances vie, maladie grave et invalidité combinées) souscrites avec une part de marché de plus de 20 % et en quatrième position en termes de ventes, avec une part de marché de plus de 10 %;
- en première position pour les ventes d'assurance maladie grave, avec une part de marché de 25 %;
- en troisième position pour les produits d'assurance invalidité, avec 9 % des ventes.

La répartition des ventes par types de produits a varié en 2020. La pandémie et le contexte économique ont rendu la croissance plus difficile pour les produits d'assurance invalidité. Le poids de ces produits dans le portefeuille de nouvelles affaires a donc diminué.

De plus, notons que le réseau Carrière a su enregistrer une très bonne performance en 2020.

### Priorités d'affaires

- Capitaliser sur la force et la diversité de nos réseaux de distribution
- Bâtir et optimiser l'expérience numérique du conseiller et celle du client

### Produits et services

- Assurance vie (universelle, permanente et temporaire)
- Assurance maladie grave
- Assurance invalidité de courte et de longue durées
- Assurance hypothécaire
- Assurance décès ou mutilation accidentels (DMA)
- Assurance crédit (vie et invalidité)
- Assurance voyage

### Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- PPI Management
- Invisor Insurance Services
- Michel Rhéaume et associés

### Réseaux affiliés et de distribution

- Réseau Carrière (iA) (2 060 représentants)
- Réseau Agents généraux (14 625 représentants)
- Réseau Comptes nationaux (630 représentants)
- Réseau de représentants de PPI Management (5 000 représentants)
- Réseau de représentants de Michel Rhéaume et associés

<sup>9</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans le secteur de l'Assurance individuelle, les ventes sont définies comme étant les primes annualisées de première année. Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur et sont diminuées des primes cédées en réassurance.

<sup>10</sup> La prime minimale constitue la portion de la prime qui sert à couvrir les risques d'assurance d'un contrat d'assurance individuelle et est une mesure importante de la performance du secteur. La prime excédentaire inclut tous les dépôts dans les fonds d'accumulation disponibles dans les polices universelles, ainsi que les contributions à l'option de dépôt supplémentaire pour le produit d'assurance vie avec participation.

# Gestion de patrimoine individuel

Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, la société offre une vaste gamme de produits d'épargne et de retraite. Elle est notamment un chef de file canadien dans le développement et la distribution de fonds distincts. Quant à Placements IA Clarington, une filiale de la société, elle offre une gamme complète de fonds communs de placement et est l'une des principales sociétés de gestion de placements au Canada.

Les produits offerts peuvent être souscrits à l'intérieur de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), de comptes d'épargne libre d'impôt (CELI), de fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) ou de régimes non enregistrés.

Le secteur possède aussi trois filiales de distribution, soit FundEX Investments, iA Gestion privée de patrimoine<sup>11</sup> et Investia Services financiers, qui œuvrent dans le courtage en fonds communs de placement et en valeurs mobilières.

## Priorités d'affaires

- Développer des solutions innovatrices pour le marché de la retraite
- Continuer de progresser en offrant davantage d'outils numériques pour les conseillers et les clients

## Produits et services

- Fonds distincts
- Fonds communs de placement
- Valeurs mobilières
- Rentes viagères et rentes à terme fixe
- Régimes enregistrés d'épargne et de décaissement (REER, REEE, CELI et FERR)
- Conseil en placement
- Gestion privée de patrimoine

## Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- iA Clarington
- FundEX Investments
- iA Gestion privée de patrimoine
- Investia Services financiers
- iA Fiducie
- iA Gestion de placements
- Invisor Investment Management
- Forstrong, gestion mondiale d'actifs

## Réseaux affiliés et de distribution

- Réseau Carrière (iA) (2 060 représentants)
- Réseau Agents généraux (14 625 représentants)
- Réseau Comptes nationaux (630 représentants)
- PPI Management (5 000 représentants)
- Distributeurs affiliés (FundEX, iA Gestion privée de patrimoine et Investia) (2 120 représentants)

## Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
<b>Ventes brutes<sup>12</sup></b>			
Fonds général	836,1	545,8	53 %
Fonds distincts	3 079,6	2 365,5	30 %
Fonds communs de placement	2 502,0	2 063,7	21 %
<b>Total</b>	<b>6 417,7</b>	<b>4 975,0</b>	<b>29 %</b>
<b>Ventes nettes</b>			
Fonds distincts	1 763,9	662,8	166 %
Fonds communs de placement	243,5	(407,6)	n. s.*
<b>Total</b>	<b>2 007,4</b>	<b>255,2</b>	<b>687 %</b>

\* Non significatif

Malgré les nombreux impacts de la pandémie, les résultats de croissance des affaires ont été excellents pour le secteur.

Les ventes brutes totalisent plus de 6,4 milliards de dollars pour 2020, ce qui représente une hausse de 29 % par rapport à 2019. Par catégories de produits, notons que les ventes de produits à rendement garanti, que l'on retrouve dans le fonds général de iA Assurance, ont augmenté de 53 %, reflet d'un positionnement compétitif et de la popularité du compte d'épargne à intérêt élevé lancé au mois de juin 2019. Ce produit offre notamment aux clients la simplicité d'avoir tous leurs placements (fonds distincts, fonds à intérêt garanti et compte d'épargne à intérêt élevé) regroupés dans un même contrat.

Pour leur part, les ventes brutes de fonds distincts ont atteint un nouveau sommet historique en raison d'une croissance de 30 % par rapport à 2019. Le succès de la stratégie de distribution explique en partie ce bon résultat. La société a continué d'occuper le premier rang au Canada au chapitre des ventes nettes de fonds distincts en 2020 et le troisième en termes d'actif<sup>13</sup>.

Par ailleurs, les ventes brutes de fonds communs de placement ont totalisé plus de 2,5 milliards de dollars en raison d'une forte croissance de 21 % par rapport à 2019. De plus, les entrées nettes enregistrées ont totalisé 243,5 millions de dollars.

L'actif total du secteur s'élevait à près de 128,3 milliards de dollars à la fin de 2020, en hausse de 5 % par rapport à la fin de l'année précédente. Ce résultat s'explique principalement par l'appréciation des marchés financiers et des entrées nettes de fonds de plus de 2 milliards de dollars. La croissance de l'actif sous gestion, tributaire des ventes brutes, du taux de conservation des affaires en vigueur et du rendement de l'actif, est le principal facteur de progression du bénéfice à long terme du secteur.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
<b>Fonds sous gestion</b>			
Fonds général	2 121,7	1 807,5	17 %
Fonds distincts	19 240,2	16 391,9	17 %
Fonds communs de placement	11 393,1	11 594,2	(2 %)
Autres <sup>14</sup>	995,3	4 509,0	(78 %)
<b>Sous-total</b>	<b>33 750,3</b>	<b>34 302,6</b>	<b>(2 %)</b>
Fonds sous administration <sup>15</sup>	94 534,2	88 142,1	7 %
<b>Total</b>	<b>128 284,5</b>	<b>122 444,7</b>	<b>5 %</b>

<sup>11</sup> Depuis le 18 janvier 2021, iA Gestion privée de patrimoine est la nouvelle image de marque qui remplace les marques iA Valeurs mobilières et Patrimoine Hollis.

<sup>12</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, le total des ventes (ou ventes brutes) des produits du fonds général et des fonds distincts correspond aux primes nettes présentées aux états financiers consolidés. En ce qui concerne les fonds communs de placement, les ventes sont définies comme étant les dépôts.

<sup>13</sup> Source : Investor Economics

<sup>14</sup> Notons que la catégorie « Autres » de l'actif sous gestion comprend notamment les actifs provenant des activités de la société dans le domaine de la gestion privée.

<sup>15</sup> Comprend les actifs liés aux filiales de distribution

# Assurance collective

## Régimes d'employés

La division des Régimes d'employés distribue une gamme variée de produits d'assurance collective destinés aux entreprises et aux groupes. Elle compte plus de 600 employés, possède des ententes avec quelque 1 000 groupes et sert plus de 525 000 participants.

La division offre de nombreux services et outils technologiques destinés aux administrateurs de régimes, aux participants et aux conseillers en avantages sociaux. Ces services et outils visent une gestion efficace des régimes tout en encourageant la santé et le mieux-être des participants. Ils comprennent notamment : un programme de gestion de l'invalidité, un programme de gestion des médicaments (PharmAssist) et un programme de santé et mieux-être (Équilibre en main), qui inclut désormais de la télémédecine. Relayés par l'Espace client et par l'application iA Mobile, ces services et outils visent à procurer une expérience client omnicanal en constante évolution.

Dans le contexte actuel de pandémie, des mesures d'allègement ont été mises en place afin de soutenir financièrement les administrateurs de régimes et les participants. Le déploiement de solutions de télémédecine et de coaching en santé mentale a également été accéléré afin de favoriser une plus grande accessibilité aux soins de santé. Finalement, un programme de gestion préventive des opioïdes a été mis sur pied afin de minimiser les risques de dépendance et de surdose.

### Priorités d'affaires

- Accélérer la croissance rentable
- Rehausser l'expérience client (administrateurs de régimes et participants) grâce à des processus simplifiés
- Maximiser les gains en efficacité en tirant avantage d'une plus grande synergie entre les unités d'affaires
- Renforcer les outils numériques de gestion globale des avantages sociaux

### Produits et services

- Assurance vie et maladie, décès ou mutilation accidentels (DMA), soins dentaires, invalidité de courte et de longue durées, maladie grave et soins à domicile
- Garanties facultatives (assurance vie DMA et maladie grave)
- Assurance médicale à l'extérieur du Canada

## Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Ventes <sup>16</sup>	136,2	49,1	177 %
Primes	1 028,2	985,7	4 %
Équivalents de primes <sup>17</sup>	63,5	70,9	(10 %)
Contrats d'investissement <sup>18</sup>	77,0	78,8	(2 %)
<b>Total</b>	<b>1 168,7</b>	<b>1 135,4</b>	<b>3 %</b>

Au total, les primes, les équivalents de primes et les dépôts aux contrats d'investissement de la division ont atteint 1 168,7 millions de dollars en 2020, ce qui représente une augmentation de 3 % par rapport à 2019.

Notons que la croissance des primes a été favorisée par la forte croissance des ventes, qui ont été de 177 % supérieures à celles de 2019. Cette croissance a cependant été ralentie par les mesures d'allègement mises en place en raison de la pandémie, notamment une réduction temporaire de la tarification pour certaines couvertures.

En termes de ventes par régions, en 2020 notons que la majorité des ventes ont été réalisées au Québec, tout comme en 2019.

Pour les neuf premiers mois de 2020, et dans le marché des entreprises de 100 à 4 999 employés, soit le marché qui se rapproche le plus du marché cible de la division, iA Groupe financier se situe au cinquième rang, avec 9 % des ventes du marché<sup>19</sup>.

### Émetteurs et filiales

- iA Assurance

### Réseaux affiliés et de distribution

- Courtiers spécialisés
- Cabinets d'actuaire-conseils

<sup>16</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans la division des Régimes d'employés, les ventes sont définies comme étant les primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA)). Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés sont nettes de réassurance et incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur. Les primes nettes de la division des Régimes d'employés sont comprises dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles de deux autres divisions, soit les Services aux concessionnaires et les Marchés spéciaux.

<sup>17</sup> Les équivalents de primes correspondent aux revenus qui proviennent des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA).

<sup>18</sup> Primes à couvert de responsabilité

<sup>19</sup> Source : LIMRA

# Assurance collective

## Services aux concessionnaires

Les Services aux concessionnaires distribuent des produits d'assurance crédit (vie, invalidité, perte d'emploi et maladie grave), de financement pour l'achat d'un véhicule ainsi que d'assurance biens et risques divers. Cette dernière catégorie de produits comprend des garanties prolongées, des garanties de remplacement, des garanties de protection d'actif et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaire.

La division emploie plus de 600 personnes, assure plus de 725 000 personnes et plus de un million de véhicules et compte plus de 40 000 prêts automobiles en cours. Ses produits sont commercialisés par un réseau de distribution directe d'un bout à l'autre du Canada, qui regroupe plus de 6 700 concessionnaires d'automobiles et autres fournisseurs de véhicules. Les distributeurs demandent un « guichet unique » pour leurs besoins après-vente et iA Groupe financier compte parmi les seuls fournisseurs qui peuvent répondre à cette demande.

### Priorités d'affaires

- Établir des ententes avec de nouveaux concessionnaires
- Exploiter nos relations au sein de iA Groupe financier pour développer de nouvelles affaires
- Conclure des partenariats avec des fabricants d'équipement d'origine
- Améliorer l'expérience des concessionnaires grâce à de nouvelles initiatives numériques
- Adapter nos produits et nos pratiques de distribution pour une expérience client enrichie

### Produits et services

- Assurance crédit
- Produits d'assurance biens et risques divers
- Prêts automobiles

### Émetteurs et filiales

- iA Assurance
- SAL Marketing
- Les Garanties Nationales MRWW
- Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales
- WGI Service Plan Division Inc.
- Lubrico Warranty Inc.
- iA Financement auto
- iA Avantages, Assurance de dommages

### Réseaux affiliés et de distribution

- Distribution directe par l'entremise de concessionnaires d'automobiles et d'autres fournisseurs de véhicules (6 700 concessionnaires)
- Fabricants d'équipement
- Partenariats privilégiés

## Croissance des affaires

Les ventes des Services aux concessionnaires ont totalisé 971,6 millions de dollars en 2020. Les affaires liées aux prêts automobiles continuent de progresser, et la division ne cesse d'accroître sa présence partout au Canada par l'entremise d'ententes signées avec d'importants groupes de concessionnaires et de constructeurs d'automobiles ainsi que par le développement de nouveaux produits

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Ventes <sup>20</sup>			
Assurance crédit <sup>21</sup>	260,7	328,7	(21 %)
Assurance biens et risques divers	270,5	253,4	7 %
Prêts automobiles	440,4	438,2	1 %
<b>Total</b>	<b>971,6</b>	<b>1 020,3</b>	<b>(5 %)</b>

## Assurance crédit

Les ventes en assurance crédit ont atteint 260,7 millions de dollars en 2020, ce qui représente une diminution par rapport à 2019. Cette variation découle en partie de la baisse des ventes enregistrée en 2020 dans l'industrie canadienne des véhicules légers, alors que les ventes ont été inférieures de 5,1 %<sup>22</sup> à celles de 2019, ainsi que des restrictions et des fermetures liées à la pandémie dans certaines provinces.

## Produits d'assurance biens et risques divers

Les ventes de produits d'assurance biens et risques divers ont augmenté de 7 % en 2020, si on compare à 2019, pour atteindre 270,5 millions de dollars, et ce, en dépit de la baisse des ventes de véhicules légers au Canada. De nouvelles acquisitions conclues en début d'année et l'attirance des consommateurs pour les produits d'assurance biens et risques divers ont principalement contribué à la croissance des ventes.

## Prêts automobiles

L'émission de prêts automobiles a totalisé 440,4 millions de dollars en 2020, ce qui équivaut à une croissance de 1 % par rapport à 2019. Les restrictions et les fermetures liées à la pandémie dans certaines provinces ont donné lieu à un marché plus restreint pour les prêts non préférentiels. Bien que le marché ait été plus limité, la part de marché de la division a augmenté par rapport à l'année dernière en raison d'une plus grande pénétration dans le réseau de distribution.

<sup>20</sup> Les ventes ne sont pas une mesure IFRS. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds liées aux nouvelles affaires durant la période. Elles mesurent la capacité de la société à générer de nouvelles affaires. Les ventes sont définies comme étant les primes avant réassurance et annulations pour l'assurance crédit et comme étant les primes directes souscrites (avant réassurance) pour l'assurance biens et risques divers. Les primes nettes de la division des Services aux concessionnaires sont comprises dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles des deux autres divisions, soit les Régimes d'employés et les Marchés spéciaux. Pour les prêts automobiles, les ventes sont définies comme étant les émissions de prêts provenant des affaires liées aux prêts automobiles.

<sup>21</sup> Inclut toutes les affaires d'assurance crédit souscrites auprès de la société

<sup>22</sup> Source : DesRosiers Automotive Consultants Inc., Information pour l'année – décembre 2020

# Assurance collective

## Marchés spéciaux

Les Marchés spéciaux se spécialisent dans certains créneaux de marché qui sont moins bien servis par les assureurs traditionnels. La division offre principalement de l'assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), de l'assurance maladie grave, de l'assurance invalidité et d'autres produits d'assurance spécialisés (destinés aux employeurs et aux associations), ainsi que de l'assurance voyage et maladie (par l'entremise de partenaires de distribution) et de l'assurance vie temporaire (destinée aux anciens étudiants et à d'autres groupes d'affinités).

La division des Marchés spéciaux possède des ententes avec plus de 4 000 groupes et associations.

### Priorités d'affaires

- Se positionner comme le meilleur fournisseur d'assurance DMA au Canada
- Accélérer la croissance des ventes en assurance maladie grave
- Renforcer notre position en tant que meilleur fournisseur de produits d'assurance facultative (DMA, maladie grave et vie)
- Établir des partenariats avec d'importants tiers administrateurs canadiens et être leur partenaire privilégié pour les produits spéciaux
- Améliorer la plateforme numérique pour les clients et les employés

### Produits et services

- Assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), maladie grave, invalidité et autres produits d'assurance spécialisés
- Assurance voyage et maladie
- Assurance vie temporaire

### Émetteurs et filiales

- iA Assurance

### Réseaux affiliés et de distribution

- Partenaires de distribution
- Courtiers d'assurance spécialisés

## Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Ventes (primes brutes) <sup>23</sup>	205,4	273,9	(25 %)
Ventes nettes <sup>24</sup>	187,4	256,2	(27 %)

Les ventes dans la division des Marchés spéciaux ont atteint 205,4 millions de dollars en 2020, ce qui représente une diminution de 25 % par rapport à 2019. Cette diminution est principalement attribuable aux ventes d'assurance voyage individuelle, qui ont subi l'incidence négative de la pandémie de COVID-19. Les ventes en assurance vie, en assurance DMA, en assurance maladie grave et en assurance médicale ont pour leur part continué d'être vigoureuses, et similaires à celles de 2019.

Les ventes nettes, définies dans la division comme étant les primes brutes nettes de réassurance, ont enregistré une diminution similaire, de 27 %, en 2020.

Tout au long de 2020, la division est demeurée active dans ses efforts pour maintenir un avantage concurrentiel dans le marché des risques spéciaux. La division a notamment continué d'améliorer ses produits et a également conclu un partenariat pour offrir les produits d'assurance facultative sur une plateforme numérique.

<sup>23</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes (primes brutes) sont avant réassurance.

<sup>24</sup> Les ventes nettes dans la division des Marchés spéciaux sont l'équivalent des primes nettes (une mesure IFRS). Les primes nettes de la division sont incluses dans les primes nettes du secteur de l'Assurance collective avec celles des deux autres divisions, soit les Régimes d'employés et les Services aux concessionnaires.

# Épargne et retraite collectives

Le secteur de l'Épargne et retraite collectives offre une vaste gamme de produits et de services adaptés aux besoins des entreprises et de leurs employés. Les produits offerts peuvent être regroupés en deux catégories : les produits d'accumulation (produits d'épargne, tels les régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, et les services de gestion institutionnelle) et les produits de décaissement (essentiellement les rentes assurées).

Les produits sont mis en marché partout au Canada par l'entremise de courtiers spécialisés et de cabinets d'actuaire-conseils.

Le secteur compte environ 200 employés, a signé des ententes avec près de 12 000 groupes et sert près de 430 000 participants et 60 000 rentiers.

Parmi les réalisations du secteur en 2020 pour améliorer sa compétitivité, notons la refonte des portefeuilles cycle de vie ATTITUDE, qui font désormais une plus grande place aux placements alternatifs directs.

Dans le contexte de la pandémie et des fluctuations enregistrées sur les marchés financiers, plusieurs initiatives ont été déployées afin de garder les administrateurs de régimes et les participants à l'affût des enjeux économiques.

C'est par ailleurs avec l'objectif de mieux servir la région des Prairies, et de consolider sa présence d'un océan à l'autre, que le secteur a ouvert un bureau des ventes à Winnipeg.

## Priorités d'affaires

- Accélérer la croissance rentable
- Rehausser l'expérience client (administrateurs de régimes et participants) grâce à des processus simplifiés
- Maximiser les gains en efficacité en tirant avantage d'une plus grande synergie entre les unités d'affaires
- Renforcer les outils numériques de gestion globale des avantages sociaux

## Produits et services

- Produits d'accumulation de capital
- Produits de décaissement (rentes assurées)

## Émetteurs et filiales

- iA Assurance

## Réseaux affiliés et de distribution

- Courtiers spécialisés
- Cabinets d'actuaire-conseils

## Croissance des affaires

Les ventes ont été fortes en 2020, alors que le secteur a terminé l'année avec des primes supérieures de 49 % à celles de 2019.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
<b>Primes (ventes)<sup>25</sup></b>			
Produits d'accumulation			
Primes récurrentes	1 160,3	1 057,3	10 %
Transferts	1 177,2	342,7	244 %
Équivalents de primes	38,0	46,0	(17 %)
Total partiel	2 375,5	1 446,0	64 %
Rentes assurées	707,4	627,6	13 %
<b>Total</b>	<b>3 082,9</b>	<b>2 073,6</b>	<b>49 %</b>
<b>Ventes de nouveaux régimes<sup>26</sup></b>	<b>1 902,2</b>	<b>1 249,2</b>	<b>52 %</b>

## Produits d'accumulation

Les primes récurrentes des produits d'accumulation constituent un élément clé de la stratégie du secteur, car elles représentent le développement durable des affaires. Elles correspondent aux cotisations régulières des participants qui sont perçues auprès de la clientèle des groupes en vigueur. Les primes récurrentes de 2020 ont été supérieures de 10 % à celles de 2019. D'autre part, les ventes de nouveaux régimes permettent d'accélérer la croissance des cotisations et ont enregistré une forte hausse en 2020 par rapport à 2019.

## Produits d'accumulation – Entrées nettes de fonds<sup>27</sup>

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Entrées	2 327,0	1 050,1	122 %
Sorties	1 567,4	755,8	107 %
<b>Entrées nettes</b>	<b>759,6</b>	<b>294,3</b>	<b>158 %</b>

## Rentes assurées

Dans le segment des rentes assurées, l'année s'est terminée avec des ventes de 707,4 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 13 % par rapport à 2019.

## Fonds sous gestion

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre		
	2020	2019	Variation
Produits d'accumulation	14 226,4	12 573,5	13 %
Rentes assurées	4 758,4	3 929,2	21 %
<b>Total</b>	<b>18 984,8</b>	<b>16 502,7</b>	<b>15 %</b>

L'actif des fonds sous gestion a clôturé l'année 2020 à près de 19 milliards de dollars. La croissance de 15 % par rapport à 2019 a été stimulée par les nouvelles ventes de produits d'accumulation et de rentes assurées ainsi que par l'impact positif de la variation des marchés financiers. L'accroissement de l'actif sous gestion est un important facteur de croissance du bénéfice à long terme du secteur.

<sup>25</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Les ventes correspondent aux entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites et elles servent à mesurer la capacité de la société à générer des nouvelles affaires. Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les ventes comprennent les primes brutes (avant réassurance) et les équivalents de primes, ou dépôts. Les primes nettes présentées aux états financiers consolidés sont après réassurance et excluent les équivalents de primes.

<sup>26</sup> La souscription des nouveaux régimes est mesurée par la somme des primes annualisées de première année (qui correspondent à la somme du transfert d'actif initial et des primes récurrentes annualisées de première année) et des rentes assurées. Cela représente une nouvelle définition des ventes et les données de 2019 ont été révisées à cet effet.

<sup>27</sup> Les entrées nettes de fonds ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les entrées nettes de fonds sont une mesure utile, car elles permettent de comprendre de façon plus précise d'où provient la croissance de l'actif sous gestion. L'évolution de l'actif sous gestion est une donnée importante, car elle détermine le niveau des honoraires de gestion comptabilisés aux états financiers consolidés, au poste « Autres produits ».



# Affaires américaines

## Assurance individuelle

iA American Life Insurance Company et quatre autres filiales qui lui sont rattachées sont situées à Waco, au Texas, et représentent le point d'ancrage des activités d'assurance vie individuelle de iA Groupe financier aux États-Unis.

Le groupe de compagnies de iA American commercialise ses produits d'assurance vie par l'entremise d'agences de marketing indépendantes qui, au total, comptent plus de 18 000 représentants indépendants liés au Groupe par contrat.

Les différentes compagnies exercent principalement leurs activités dans le marché de l'assurance à émission simplifiée. Les protections couvrant les frais funéraires ainsi que les protections d'assurance vie temporaire pour le marché des prêts hypothécaires et celui des familles représentent tout près de 80 % des nouvelles ventes. Les compagnies proposent également de l'assurance vie universelle et d'autres produits d'assurance spécialisés dans les marchés des familles et gouvernementaux. Elles peuvent par ailleurs adapter leurs produits pour des agences de marketing indépendantes, une flexibilité qui a joué un rôle clé dans leur succès.

Les améliorations numériques visant à améliorer et à simplifier le processus de vente, tant pour le représentant que pour le client, ont été un élément important dans la capacité des compagnies de faire concurrence à leurs pairs. Un moteur de tarification automatisé a été introduit en début d'année 2019 pour les produits d'assurance frais funéraires. La plateforme à laquelle est rattaché ce moteur de tarification automatisé simplifie et accélère grandement le processus de vente et la plupart des ventes d'assurance frais funéraires sont souscrites par l'entremise de cette plateforme.

### Priorités d'affaires

- Augmenter la capacité de distribution
- Améliorer l'expérience représentant et l'expérience client à l'aide du numérique
- Continuer de développer l'automatisation du processus de tarification

### Produits et services

- Assurance vie (universelle, permanente et temporaire)
- Assurance maladie grave
- Assurance invalidité de courte durée
- Assurance décès par accident
- Rentes
- Assurance vie collective

## Croissance des affaires

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Ventes <sup>28</sup>	127,2	99,2	28 %
Primes	344,4	305,3	13 %

Les ventes d'assurance vie aux États-Unis totalisent 127,2 millions de dollars américains pour l'année 2020, ce qui représente une croissance de 28 % par rapport à l'année précédente. Cette progression découle à la fois de taux de croissance élevés enregistrés par plusieurs des principales agences de marketing indépendantes et d'importantes contributions venant d'agences avec lesquelles la division a nouvellement conclu des contrats. Les ventes de l'année ont aussi tiré avantage de la capacité de la compagnie à réagir rapidement face à la pandémie de COVID-19 en fournissant aux représentants les capacités de vendre à distance.

Le nombre de polices émises en 2020 a augmenté de 29 %, si on compare à l'année précédente, ce qui a grandement contribué aux primes totales enregistrées. Les primes totales ont atteint 344,4 millions de dollars américains en 2020, ce qui représente une croissance de 13 % par rapport à 2019.

La composition des ventes par produits est relativement constante et a très peu varié en 2020. Le pourcentage de ventes d'assurance vie entière a augmenté, de 75 % en 2019 à 76 % en 2020, une augmentation principalement attribuable à la croissance des affaires en assurance frais funéraires.

La composition des ventes par types de marchés a pour sa part quelque peu varié en raison de la croissance des affaires en assurance frais funéraires. Les ventes dans ce marché ont compté pour 67 % des ventes totales de l'année, comparativement à 61 % en 2019. Cette augmentation est principalement attribuable aux améliorations qui continuent d'être apportées au processus de tarification en assurance frais funéraires ainsi qu'à des taux de croissance élevés enregistrés par plusieurs agences de marketing indépendantes qui priorisent ce marché.

### Émetteurs et filiales

- iA American Life Insurance Company
- American-Amicable Life Insurance Company of Texas
- Occidental Life Insurance Company of North Carolina
- Pioneer American Insurance Company
- Pioneer Security Life Insurance Company

### Réseaux affiliés et de distribution

- Agences de marketing indépendantes (18 600 représentants)

<sup>28</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Dans la division de l'Assurance individuelle du secteur des Affaires américaines, les ventes sont définies comme étant les primes annualisées de première année. Les primes présentées aux états financiers consolidés incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur.

# Affaires américaines

## Services aux concessionnaires

En mai 2020, iA Groupe financier a conclu l'acquisition de Innovative Aftermarket Systems (IAS). Cette acquisition permet à la société de consolider sa présence aux États-Unis dans le marché des services aux concessionnaires et est complémentaire aux activités de la société dans les secteurs des services aux concessionnaires aux États-Unis quant à la gamme de produits, aux réseaux de distribution et à la portée géographique. Depuis le début de 2021, les activités des sociétés se font sous le nom de iA American Warranty Group.

iA American Warranty Group et les filiales qui lui sont rattachées proposent des produits d'assurance biens et risques divers qui incluent des garanties prolongées et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaires qui couvrent des composantes additionnelles aux véhicules, ainsi que des produits tels que la formation, du soutien pour améliorer les revenus et des services de marketing pour aider les concessionnaires à augmenter leurs ventes. La société bénéficie d'une intégration verticale des services d'assurance, d'administration et de réassurance et compte parmi les rares fournisseurs de services complets aux États-Unis. Ses produits sont offerts par l'entremise d'un réseau d'agents généraux, de concessionnaires d'automobiles, de sociétés de financement et de tiers administrateurs.

Les contrats après-vente regroupent plusieurs produits différents, qui assurent une protection à l'égard d'une vaste gamme de risques associés à la propriété d'un véhicule.

La division emploie 600 personnes et administre des produits pour le compte de plus de 7 000 concessionnaires partout aux États-Unis. Elle adapte souvent les produits offerts pour d'importants producteurs et cette flexibilité a joué un rôle clé dans les succès de iA American Warranty et de ses filiales.

### Priorités d'affaires

- Augmenter la capacité de distribution
- Améliorer l'expérience client
- Procéder à l'intégration de IAS
- Maximiser les synergies entre IAS et des blocs d'affaires existants

### Produits et services

- Garanties prolongées
- Garanties de protection d'actif
- Protection auxiliaire de véhicules
- Services de formation
- Services de marketing

### Croissance des affaires

Les ventes ont été fortes en 2020 et ont totalisé 719,0 millions de dollars américains, ce qui représente une augmentation de 60 % par rapport à 2019.

(En millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Ventes <sup>29</sup>	719,0	449,2	60 %

Avec l'acquisition de IAS, le partage des ventes des Services aux concessionnaires par marchés s'est grandement accru en faveur des producteurs affiliés comparativement aux producteurs non affiliés en 2020. Les deux réseaux de distribution ont enregistré une croissance de leurs ventes en 2020.

Ventes par marchés	%
Producteurs affiliés	66
Producteurs non affiliés	34
Total	100

### Émetteurs et filiales

- Dealers Assurance Company
- Dealers Alliance Company
- iA American Warranty Corp.
- iA American Warranty, L.P. (auparavant IAS)
- First Automotive Service Corporation
- Dealer Wizard, LLC

### Réseaux affiliés et de distribution

- Agents généraux
- Vente directe (concessionnaires d'automobiles et sociétés de financement)
- Tiers administrateurs
- Distribution directe auprès des consommateurs

<sup>29</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS. Dans la division des Services aux concessionnaires du secteur des Affaires américaines, les ventes sont définies comme étant les primes directes souscrites (avant réassurance) et les équivalents de primes.

# Assurance auto et habitation

iA Assurance auto et habitation (iAAH) est une filiale de la société qui commercialise des produits d'assurance auto et habitation dans la province de Québec.

L'un des avantages dont dispose iAAH pour se démarquer repose sur les clients qui lui sont recommandés par les différents réseaux de distribution de la société et qui représentent un potentiel d'achalandage unique dans l'industrie. En effet, une partie importante des clients de iAAH provient de recommandations de représentants du réseau Carrière et du réseau de la division des Services aux concessionnaires. iAAH exerce aussi des activités par l'entremise d'une filiale, nommée Prysm Assurances générales, qui établit des partenariats stratégiques afin que des distributeurs privilégiés puissent offrir ses produits.

Depuis le début de la pandémie, iAAH s'est pleinement engagée à contrer les nombreux effets négatifs de la pandémie sur ses employés, sa clientèle et ses partenaires. En ce sens, de nombreuses mesures ont été mises en place pour la clientèle, notamment des remises de primes d'assurance automobile ainsi que des options de paiement plus flexibles.

## Priorités d'affaires

- Repenser l'expérience client à l'aide du numérique
- Développer de nouveaux partenariats
- Maximiser les synergies avec la division des Services aux concessionnaires et les autres unités d'affaires de la société

## Produits et services

- Assurance auto et habitation

## Croissance des affaires

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	Variation
Primes directes souscrites <sup>30</sup>	395,0	351,0	13 %

Les primes directes souscrites ont atteint 395,0 millions de dollars en 2020, ce qui représente une croissance de 13 % par rapport à 2019. La croissance des primes en 2020 a été forte en raison principalement de l'amélioration de la rétention de la clientèle. Cette amélioration est attribuable à un meilleur positionnement compétitif et témoigne du niveau élevé de satisfaction de la clientèle. Notons que le volume d'affaires de iAAH a enregistré un taux de croissance annuel composé de 10 % au cours des cinq dernières années.

## Taux combiné

(%)	2020	2019	2018	2017	2016
Taux combiné	78,7	93,1	95,8	103,9	105,5

Le taux combiné, qui correspond à la somme du taux des frais d'exploitation et du taux de sinistres, s'est amélioré par rapport à 2019. Une amélioration du côté de la sinistralité découle entre autres de plusieurs mesures prises, en lien avec la souscription et la tarification, et d'un changement de comportement de la clientèle découlant des impacts de la pandémie. Notons finalement que le taux combiné est sous la barre des 100 % pour la troisième fois depuis 2015.

## Émetteurs et filiales

- iA Assurance auto et habitation
- Prysm Assurances générales

## Réseaux affiliés et de distribution

- Recommandations de clients provenant des réseaux de iA Groupe financier
- Partenariats privilégiés
- Ventes directes provenant d'activités publicitaires

<sup>30</sup> Les primes directes souscrites ne sont pas des mesures conformes aux IFRS.

# Rentabilité

## Faits saillants

Malgré le contexte difficile de la pandémie, les résultats de 2020 sont solides et confirment la résilience et la justesse du modèle d'affaires de la société.

La société a complété l'année 2020 avec un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 611,2 millions de dollars, comparativement à 687,4 millions de dollars en 2019. Le résultat par action (BPA) ordinaire dilué s'élève à 5,70 \$ pour 2020, comparativement à 6,40 \$ pour 2019. Pour sa part, le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) s'établit à 10,6 % pour l'année.

Par ailleurs, en plus de la révision annuelle des hypothèses actuarielles, des initiatives additionnelles de gestion des risques ont été mises en place. Celles-ci comprennent de nouvelles ententes de réassurance ainsi que des protections supplémentaires dans les réserves pour contrer les effets potentiels de la pandémie. Au global, ces actions n'ont presque pas eu d'incidence sur les résultats de 2020, ayant généré un gain net équivalent à 0,04 \$ par action.

## Rentabilité

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020	2019	2018	2017	2016
Résultat attribué aux actionnaires	633,5	709,5	633,7	531,4	553,7
Moins : dividendes sur actions privilégiées	22,3	22,1	21,0	15,9	16,5
<b>Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires</b>	<b>611,2</b>	<b>687,4</b>	<b>612,7</b>	<b>515,5</b>	<b>537,2</b>
Résultat par action ordinaire (BPA)					
De base	5,71 \$	6,43 \$	5,62 \$	4,84 \$	5,22 \$
Dilué	5,70 \$	6,40 \$	5,59 \$	4,81 \$	5,19 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires <sup>31</sup>	10,6 %	12,9 %	12,5 %	11,4 %	13,2 %

## Analyse selon la provenance du bénéfice

L'analyse de rentabilité ci-dessous, selon la provenance du bénéfice, présente les principaux éléments qui ont eu une incidence sur les résultats financiers de 2020 par rapport aux attentes établies par la direction de la société. Les mesures présentées dans cette analyse ne sont pas conformes aux IFRS. Elles complètent l'information présentée à la sous-section « Analyse selon les résultats financiers » ci-dessous et fournissent des indicateurs additionnels qui permettent d'évaluer la performance financière.

**Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur** – Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur reflète les estimations qui ont été jugées les meilleures par la direction au moment de l'élaboration du budget pour l'année 2020, soit à la fin de 2019. Cependant, pour les secteurs liés à l'épargne, le bénéfice anticipé est mis à jour trimestriellement afin de rendre compte de l'évolution des marchés boursiers et des entrées nettes de fonds. De plus, en 2020, le bénéfice anticipé a été ajusté pour le secteur des

Affaires américaines pour tenir compte notamment du moment réel de l'acquisition de IAS.

À 800,9 millions de dollars, le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur pour 2020 a augmenté de 32,3 millions de dollars (avant impôts), ou de 4 %, par rapport à 2019. Cette progression s'explique notamment par la croissance organique prévue et l'apport de l'acquisition de IAS dans le secteur des Affaires américaines. La croissance du bénéfice anticipé a cependant été ralentie en 2020 par la mise à jour trimestrielle mentionnée ci-dessus, découlant de l'impact négatif de l'évolution des marchés boursiers.

**Gains (pertes) d'expérience par rapport au bénéfice anticipé** – Les gains ou les pertes d'expérience représentent l'écart entre le bénéfice réalisé et celui anticipé sur l'en-vigueur. Ainsi, des gains ou des pertes d'expérience surviennent lorsque les résultats réels diffèrent de ceux qui découlent des hypothèses utilisées pour déterminer le bénéfice anticipé.

La société a terminé l'année 2020 avec des pertes d'expérience totalisant 97,1 millions de dollars avant impôts, comparativement à des gains totalisant 25,5 millions de dollars en 2019.

Le résultat de 2020 s'explique notamment par une perte de 90,7 millions de dollars avant impôts, générée par l'impact négatif de la volatilité élevée des marchés financiers sur le programme de gestion dynamique des risques (*hedging program*). Rappelons que ce programme est avant tout conçu pour réduire la sensibilité du résultat net à une baisse des marchés financiers relativement aux garanties de capital offertes pour certains fonds distincts. Malgré la perte enregistrée, le programme a atteint son objectif de protection. En effet, à son point culminant au cours du mois de mars, alors que la Bourse canadienne (selon l'indice S&P/TSX) enregistrait une chute abrupte, la valeur économique des garanties couvertes avait augmenté de 575 millions de dollars, et ce montant a été essentiellement compensé par la variation de la valeur des actifs dans le cadre du programme de couverture.

Les paragraphes qui suivent détaillent les résultats de 2020 pour les cinq secteurs d'activité de la société.

- **Assurance individuelle** – Un gain d'expérience de 10,1 millions de dollars avant impôts a été enregistré en 2020, comparativement à un gain de 19,3 millions de dollars en 2019. Le gain d'expérience a été généré notamment par une expérience de morbidité favorable et par l'impact positif de la variation des marchés financiers. Par ailleurs, notons que l'expérience de mortalité a été légèrement défavorable en raison de la pandémie.
- **Gestion de patrimoine individuel** – Un écart défavorable de 86,5 millions de dollars avant impôts a été inscrit dans ce secteur en 2020, comparativement à un écart favorable de 6,5 millions de dollars en 2019. Le résultat de 2020 découle essentiellement de la perte du programme de gestion dynamique des risques rapportée ci-dessus. Mentionnons aussi un gain généré par la vente de iA Conseil en placement inc.
- **Assurance collective** – Le secteur a enregistré une perte d'expérience de 8,6 millions de dollars avant impôts en 2020, comparativement à une perte de 16,7 millions de dollars en 2019. La perte s'explique essentiellement par l'augmentation de 9,0 millions de dollars avant impôts de la provision pour pertes sur prêts automobiles au premier trimestre, en raison de l'impact économique de la pandémie. Notons que l'essentiel de ce montant demeurait toujours provisionné au 31 décembre 2020. Outre cet élément, les résultats des trois divisions (Régimes d'employés, Marchés spéciaux et Services aux concessionnaires) ont été près des attentes.

<sup>31</sup> Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires est une mesure non conforme aux IFRS.

- **Épargne et retraite collectives** – Le secteur a enregistré un écart favorable de 4,9 millions de dollars avant impôts en 2020, en comparaison d'un écart favorable de 10,1 millions de dollars un an plus tôt. Le bon résultat du secteur en 2020 s'explique notamment par une expérience de longévité plus favorable qu'anticipé.
- **Affaires américaines** – Une perte d'expérience de 17,0 millions de dollars avant impôts a été enregistrée en 2020, comparativement à un gain de 6,3 millions de dollars en 2019. Ce résultat s'explique essentiellement par l'expérience de mortalité défavorable dans la division de l'Assurance individuelle, en bonne partie attribuable à des cas de COVID-19. Par ailleurs, notons que la division des Services aux concessionnaires a inscrit un résultat près des attentes ajustées au moment de la divulgation des résultats du deuxième trimestre de 2020.

**Gain ou drain à la vente** – Dans le secteur de l'Assurance individuelle et dans la division de l'Assurance individuelle du secteur des Affaires américaines, la charge à l'établissement des nouveaux contrats (ou *drain*) totalise 27,3 millions de dollars avant impôts pour l'année 2020, comparativement à 8,5 millions de dollars l'année précédente. Le *drain*, exprimé en pourcentage des ventes (qui sont mesurées par les primes annualisées de première année) s'est établi à 7 % en 2020, comparativement à 3 % en 2019. Le *drain* pour 2020 est ainsi légèrement moins favorable qu'en 2019, en raison principalement de la baisse des taux d'intérêt survenue au cours du premier trimestre.

Rappelons que le *drain* est une charge à laquelle doit faire face une compagnie d'assurance et qu'elle est essentiellement attribuable aux dépenses à l'établissement d'un contrat d'assurance. Certains produits ont des caractéristiques qui les rendent plus exigeants que d'autres en ce qui regarde le *drain*, comme les produits qui comportent des garanties à long terme. Notons que si l'expérience se déroule comme prévu au cours des années suivant l'émission d'un contrat, le profit réalisé couvre, entre autres, la charge liée à l'émission du contrat.

**Changements d'hypothèses, initiatives de gestion des risques et mesures prises par la direction** – À la fin de chaque trimestre, la société s'assure de la suffisance de ses provisions compte tenu du contexte économique existant. De plus, à la fin de chaque année, la société procède à une mise à jour complète de l'ensemble de ses hypothèses d'évaluation afin de tenir compte des plus récents développements dans l'environnement économique et financier de même que de ses propres résultats et de ceux de l'industrie en matière notamment de mortalité, de morbidité, d'abandons et de coûts unitaires. En 2020, l'ajustement usuel des hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des passifs nets relatifs aux contrats d'assurance a été marqué par l'impact positif de l'ajustement des hypothèses économiques, en raison de l'amélioration du rendement du portefeuille et de la gestion de l'appariement, ainsi que du raffinement de la modélisation des passifs de polices. De plus, la société a procédé à des augmentations de réserves lors de la révision des hypothèses de mortalité et d'abandons. Pour plus de détails, vous référer à la note 14 des états financiers intitulée *Passif relatif aux contrats d'assurance et passif relatif aux contrats d'investissement*.

En plus de l'ajustement usuel de ces hypothèses actuarielles, la société a ajouté, à la fin de 2020, des protections additionnelles dans les réserves actuarielles en raison de l'incertitude temporaire générée par la pandémie actuelle. Ces protections visent à réduire les pertes d'expérience potentielles, en 2021 et au cours des années suivantes, liées à la mortalité et au comportement des titulaires de polices et qui découleraient des impacts directs et indirects de la pandémie.

Finalement les initiatives de gestion des risques de 2020 ont été complétées alors que la société a profité d'un environnement fort compétitif du côté des réassureurs pour conclure de nouvelles ententes de réassurance.

Au total, l'ensemble de ces éléments a engendré un impact net positif sur le bénéfice d'exploitation de 5,6 millions de dollars avant impôts, ou de 0,04 \$ par action.

Concernant les autres mesures prises par la direction, notons une charge au premier trimestre en lien avec la filiale de distribution PPI Management, en raison de la dépréciation du goodwill généré par les impacts économiques qu'aurait la pandémie sur les revenus futurs de la filiale.

**Revenu sur le capital** – Le revenu sur le capital correspond au revenu tiré des placements dans lesquels le capital de la société est investi, moins toutes les dépenses engagées pour générer ce revenu. La société considère aussi dans le revenu sur le capital les frais de financement provenant des débentures, l'amortissement des actifs intangibles en lien avec des acquisitions et les résultats de la filiale iA Auto et habitation (iAAH).

Le revenu sur le capital s'élève à 105,6 millions de dollars avant impôts pour l'année 2020, comparativement à 122,1 millions de dollars pour 2019. La diminution annuelle s'explique notamment par les impacts de l'acquisition de IAS aux États-Unis, soit le déploiement d'environ un milliard de dollars et l'augmentation des frais d'amortissement des actifs intangibles. Notons aussi la dépréciation d'actifs informatiques, l'augmentation de la provision pour défaut d'actif et, en contrepartie, la forte contribution de la filiale iA Auto et habitation. En effet, le résultat de cette filiale pour 2020 est près du triple de celui réalisé en 2019.

**Impôts sur le revenu** – Les impôts sur le revenu représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs sur la vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants. Ils sont considérés comme une dépense aux fins de calcul du bénéfice d'exploitation. Les impôts sur le revenu se sont chiffrés à 130,0 millions de dollars en 2020, pour un taux d'impôt effectif qui était ainsi de 17,0 %.

## Résultats selon les activités de base

Les mesures financières basées sur les résultats tirés des activités de base sont des mesures financières non-IFRS utilisées pour mieux comprendre la capacité de la société à générer des bénéfices durables.

Les résultats tirés des activités de base excluent des résultats divulgués selon les mesures financières IFRS, les impacts des éléments qui créent de la volatilité dans ces résultats ou qui, selon la direction, ne sont pas représentatifs de la performance opérationnelle de la société.

À partir de 2021, une nouvelle définition des résultats tirés des activités de base sera utilisée. Le tableau ci-dessous présente les six types d'ajustements appliqués au résultat par action (BPA) divulgué pour calculer le BPA tiré des activités de base.

Ces ajustements visent notamment l'impact des variations des marchés financiers, les changements d'hypothèses actuarielles, les différents impacts des acquisitions et la charge de retraite non liée aux activités de base, qui représente la différence entre le rendement des actifs (revenus d'intérêt sur les actifs du régime) calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS.

En appliquant la définition établie pour l'année 2021, le BPA tiré des activités de base de 2020 est supérieur de 9 % à celui de 2019.

## Rapprochement du BPA divulgué avec le BPA tiré des activités de base, selon la définition des revenus tirés des activités de base établie pour l'année 2021

	2020	2019
<b>Résultat par action ordinaire (BPA, dilué)</b>	<b>5,70 \$</b>	6,40 \$
<b>Ajustements :</b>		
Impacts des marchés qui diffèrent des meilleures estimations faites par la direction	0,49 \$	(0,38 \$)
Changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction	(0,04 \$)	(0,02 \$)
Gains ou pertes liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	(0,01 \$)	(0,13 \$)
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	0,42 \$	0,25 \$
Charge de retraite non liée aux activités de base	0,19 \$	0,11 \$
Autres gains et pertes inhabituels particuliers	0,37 \$	0,32 \$
<b>BPA tiré des activités de base</b>	<b>7,12 \$</b>	<b>6,55 \$</b>

## Rapprochement de certaines mesures non conformes aux IFRS avec les IFRS

Le tableau qui suit permet d'effectuer le rapprochement entre le bénéfice d'exploitation et les impôts indiqués dans le tableau ci-dessus et les mesures conformes aux IFRS.

## Rapprochement de la provenance du bénéfice avec les mesures conformes aux IFRS

(En millions de dollars)	2020	2019
<b>Composantes du bénéfice avant impôts :</b>		
Bénéfice d'exploitation (selon la provenance du bénéfice)	657,9	779,1
Revenu sur le capital (selon la provenance du bénéfice)	105,6	122,1
Bénéfice attribuable aux contrats avec participation et autres éléments	(1,2)	(14,2)
<b>Résultat avant impôts selon les états financiers</b>	<b>762,3</b>	<b>887,0</b>
<b>Impôts :</b>		
Sur le bénéfice d'exploitation et sur le revenu sur le capital	(130,0)	(191,7)
Montant relatif aux contrats avec participation et autres éléments	—	4,1
Impôts selon les états financiers	(130,0)	(187,6)
<b>Résultat net selon les résultats financiers</b>	<b>632,3</b>	<b>699,4</b>

## Analyse selon les résultats financiers

### Résultats annuels

Les résultats financiers de la société pour les exercices terminés les 31 décembre 2020, 2019 et 2018 sont présentés au tableau ci-dessous.

## État des résultats consolidés

(En millions de dollars)	2020	2019	2018
<b>Produits</b>			
Primes nettes	11 196,1	8 944,0	7 849,3
Produits de placement	4 668,3	4 641,6	310,8
Autres produits	1 775,1	1 679,5	1 752,3
<b>Total</b>	<b>17 639,5</b>	<b>15 265,1</b>	<b>9 912,4</b>
<b>Prestations sur contrats et charges</b>			
Prestations nettes sur contrats	5 290,1	5 392,2	4 870,0
Transferts nets aux fonds distincts	2 872,3	916,5	821,1
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	5 760,1	4 773,1	216,0
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	34,0	27,1	9,2
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(737,5)	(44,2)	76,2
Commissions	1 788,3	1 653,8	1 582,2
Frais généraux	1 667,9	1 471,9	1 328,8
Taxes sur primes et autres taxes	128,7	128,2	126,9
Charges financières	73,3	59,5	63,0
<b>Total</b>	<b>16 877,2</b>	<b>14 378,1</b>	<b>9 093,4</b>
Résultats avant impôts	762,3	887,0	819,0
Moins : impôts	130,0	187,6	181,0
Résultat net	632,3	699,4	638,0
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	(1,2)	(10,1)	4,3
Résultat net attribué aux actionnaires	633,5	709,5	633,7
Moins : dividendes sur actions privilégiées	22,3	22,1	21,0
<b>Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires</b>	<b>611,2</b>	<b>687,4</b>	<b>612,7</b>

### Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

La diminution de 11 % du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires entre 2020 et 2019 est principalement attribuable aux pertes générées par le programme de couverture rattaché aux garanties des fonds distincts (*hedging program*), sur lequel la forte volatilité des marchés a eu des incidences défavorables. Les éléments ci-dessous expliquent également la variation du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires.

### Produits

Les produits, dont les trois composantes sont présentées au tableau ci-dessus, totalisent plus de 17,6 milliards de dollars pour 2020, ce qui représente une hausse de près de 16 % par rapport à l'année 2019. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation des primes nettes, soit une croissance de 2,3 milliards de dollars ou de 25 % par rapport à l'année précédente. On observe une croissance dans la majorité des secteurs, qui provient principalement des produits d'épargne des secteurs de la Gestion de patrimoine individuel et de l'Épargne et retraite collectives, tels les fonds distincts, les certificats de placement garanti, les contrats de rentes assurées et les contrats d'accumulation. Soulignons que l'acquisition de IAS Parent Holdings, Inc. au second trimestre de 2020 a également contribué à la hausse des primes nettes du secteur des Affaires américaines. Les acquisitions d'entreprises effectuées en 2020 ont également contribué à la hausse des autres produits.

Le tableau suivant fournit plus de détails sur la composition des produits par secteurs.

## Produits par secteurs

Exercice terminé le 31 décembre 2020							
(En millions de dollars)	Ass. ind.	Gest. de patr. ind.	Ass. coll.	Ép. et retraite coll.	Aff. amér.	Autres	Total
Primes nettes	1 624,8	3 915,7	1 603,0	3 018,2	694,2	340,2	11 196,1
Var. p/r 2019	38,3	1 004,4	(35,5)	1 017,7	201,2	26,0	2 252,1
Prod. de plac.	3 592,5	148,5	194,1	387,1	192,1	154,0	4 668,3
Var. p/r 2019	(175,0)	91,8	22,0	55,5	30,6	1,8	26,7
Autres produits	117,5	1 501,4	72,1	105,1	176,0	(197,0)	1 775,1
Var. p/r 2019	(3,0)	38,6	17,6	7,6	72,6	(37,8)	95,6
Total	5 334,8	5 565,6	1 869,2	3 510,4	1 062,3	297,2	17 639,5
Var. p/r 2019	(139,7)	1 134,8	4,1	1 080,8	304,4	(10,0)	2 374,4

## Prestations sur contrats et charges

Les prestations sur contrats et charges en 2020 ont enregistré une hausse de près de 2,5 milliards de dollars par rapport à 2019. Les principaux éléments qui ont contribué à cette hausse sont :

- Une augmentation des transferts nets aux fonds distincts par rapport à 2019, compte tenu d'une croissance des primes et d'une baisse des prestations (2,0 milliards de dollars);
- Une charge du passif relatif aux contrats d'assurance plus élevée qu'en 2019 (987,0 millions de dollars), explicable en partie par l'ajout de protections additionnelles en raison de l'incertitude temporaire générée par la pandémie actuelle. Rappelons que la variation de ce passif au cours d'une période reflète notamment la variation de la juste valeur et du rendement des actifs appariant les provisions mathématiques, la variation des primes et prestations nettes sur contrats, les transferts nets aux fonds distincts et les variations des provisions mathématiques qui découlent des changements d'hypothèses;

Les éléments suivants ont aussi fait augmenter les prestations sur contrats et charges, mais dans une moindre mesure :

- Une augmentation des commissions comparativement à l'année précédente, ce qui témoigne principalement de la croissance du bloc d'affaires en vigueur ainsi que des acquisitions d'entreprises (134,5 millions de dollars). Les commissions correspondent à la rémunération des conseillers financiers relativement aux nouvelles ventes et à certains contrats en vigueur;
- Une augmentation des frais généraux découlant principalement de la croissance des affaires et des acquisitions d'entreprises (196,0 millions de dollars).

La hausse des prestations et charges a été amoindrie par :

- Un crédit à l'actif de réassurance plus important en 2020 qu'en 2019 (693,3 millions de dollars), découlant en partie du profit engendré par la conclusion de nouvelles ententes de réassurance. Notons que les facteurs qui ont une incidence sur cet élément sont généralement les mêmes que ceux qui influent sur la variation du passif relatif aux contrats d'assurance et, dans une moindre mesure;
- Une diminution des prestations nettes sur contrats, majoritairement dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel (102,1 millions de dollars). Rappelons que les prestations nettes sur contrats comprennent les prestations versées à la suite de décès, d'invalidités, de maladies, de sinistres ou de résiliations de contrats ainsi que les paiements de rentes.

## Impôts

Les états financiers consolidés indiquent une charge d'impôts de 130,0 millions de dollars en 2020, comparativement à une de 187,6 millions de dollars en 2019. Ces montants représentent la charge fiscale de la société nette de tous les ajustements pour les années antérieures. La variation découle notamment de la baisse du résultat avant impôts et de la hausse des produits de placement exonérés.

## Résultats trimestriels

Voici un résumé des résultats trimestriels, tirés des états financiers de la société, pour chacun des huit derniers trimestres. L'analyse suivante porte principalement sur les résultats du quatrième trimestre de 2020. La terminologie utilisée dans les parties qui suivent est la même que celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

### Primes nettes

Les primes nettes ont connu une hausse de 27 % au quatrième trimestre de 2020, si on compare au trimestre correspondant de l'année précédente, et s'établissent à 3,1 milliards de dollars pour la période. Cette variation s'explique principalement par la croissance marquée des primes nettes dans les secteurs de la Gestion de patrimoine individuel et de l'Épargne et retraite collectives.

La variation des marchés boursiers, l'importance des primes investies dans les fonds distincts et la réalisation de nouvelles ententes avec des groupes de grande taille dans les secteurs qui distribuent leurs produits aux entreprises et aux groupes, notamment, contribuent à la fluctuation des primes d'un trimestre à un autre.

Notons que les primes nettes incluent les sommes investies par les assurés dans les fonds distincts de la société, mais excluent celles investies par les clients dans les fonds communs de placement.

### Produits de placement

Au cours du quatrième trimestre de 2020, les produits de placement ont enregistré une hausse de 1 276,3 millions de dollars, si on compare au même trimestre de 2019. L'augmentation au cours du quatrième trimestre de 2020 découle principalement de la hausse de la juste valeur des placements en obligations et des instruments financiers dérivés qu'a engendrée la variation des taux d'intérêt.

Notons que les produits de placement évoluent généralement en grande partie en fonction de la juste valeur des placements, qui découle de l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et de l'écart des émetteurs, notamment en ce qui touche les obligations, les actions et les instruments financiers dérivés. Les produits de placement varient aussi en fonction des revenus d'intérêts, des dividendes et des revenus locatifs des immeubles et des profits et des pertes réalisés sur disposition d'actifs disponibles à la vente.

Sur le plan comptable, la majorité des obligations et des actions sont des titres classés « Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net » et sont utilisées comme actifs sous-jacents aux provisions mathématiques. La variation de la juste valeur de ces actifs se reflète par conséquent dans l'augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance.

### Autres produits

Les autres produits sont constitués des honoraires liés à la gestion des fonds distincts et des fonds communs de placement, des revenus tirés des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) ainsi que des revenus d'honoraires provenant des filiales de courtage et des actifs gérés pour des tiers. Au quatrième trimestre de 2020, les autres produits ont connu une hausse de 35,5 millions de dollars, soit de 8 %, si on compare avec le même trimestre de 2019. Cette variation provient majoritairement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel ainsi que des acquisitions d'entreprises.

## Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires<sup>32</sup>

(En millions de dollars)	Assurance individuelle		Gestion de patrimoine individuel		Assurance collective		Épargne et retraite collectives		Affaires américaines		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
<b>Provenance du bénéfice :</b>												
Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur	361,7	350,9	238,9	227,7	89,9	108,1	22,3	26,1	88,1	55,8	800,9	768,6
Gains (pertes) d'expérience	10,1	19,3	(86,5)	6,5	(8,6)	(16,7)	4,9	10,1	(17,0)	6,3	(97,1)	25,5
Gain ( <i>drain</i> ) sur les ventes	(16,1)	—	—	—	—	—	(0,2)	(0,9)	(11,2)	(8,5)	(27,5)	(9,4)
Changements d'hypothèses	(19,6)	(6,1)	(1,3)	(1,0)	(4,7)	(6,7)	11,6	5,9	(4,4)	2,3	(18,4)	(5,6)
Bénéfice d'exploitation	336,1	364,1	151,1	233,2	76,6	84,7	38,6	41,2	55,5	55,9	657,9	779,1
Revenu sur le capital	82,0	92,6	15,3	2,8	1,1	5,9	4,6	3,1	2,6	17,7	105,6	122,1
Impôts	(67,1)	(79,5)	(42,1)	(61,2)	(15,2)	(23,6)	(8,6)	(11,8)	3,0	(15,6)	(130,0)	(191,7)
Résultat net attribué aux actionnaires	351,0	377,2	124,3	174,8	62,5	67,0	34,6	32,5	61,1	58,0	633,5	709,5
Moins : dividendes sur actions privilégiées	16,4	17,7	3,3	2,5	1,6	1,4	1,0	0,5	—	—	22,3	22,1
<b>Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires</b>	<b>334,6</b>	<b>359,5</b>	<b>121,0</b>	<b>172,3</b>	<b>60,9</b>	<b>65,6</b>	<b>33,6</b>	<b>32,0</b>	<b>61,1</b>	<b>58,0</b>	<b>611,2</b>	<b>687,4</b>

## Résultats trimestriels

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Produits</b>								
Primes nettes	3 080,0	3 247,6	2 113,4	2 755,1	2 417,0	2 189,5	1 982,7	2 354,8
Produits de placement	974,8	395,5	4 155,0	(857,0)	(301,5)	1 109,8	1 671,5	2 161,8
Autres produits	463,9	455,4	415,7	440,1	428,4	416,2	424,5	410,4
<b>Total</b>	<b>4 518,7</b>	<b>4 098,5</b>	<b>6 684,1</b>	<b>2 338,2</b>	<b>2 543,9</b>	<b>3 715,5</b>	<b>4 078,7</b>	<b>4 927,0</b>
Résultat avant impôts	203,8	267,5	246,9	44,1	197,1	241,0	240,9	208,0
Impôts	31,4	48,5	52,0	(1,9)	31,3	51,9	53,9	50,5
Résultat net	172,4	219,0	194,9	46,0	165,8	189,1	187,0	157,5
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	(5,2)	(4,0)	6,7	1,3	(10,7)	—	(0,1)	0,7
Résultat net attribué aux actionnaires	177,6	223,0	188,2	44,7	176,5	189,1	187,1	156,8
Moins : dividendes sur actions privilégiées	5,7	5,5	5,5	5,6	5,3	5,4	5,7	5,7
<b>Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires</b>	<b>171,9</b>	<b>217,5</b>	<b>182,7</b>	<b>39,1</b>	<b>171,2</b>	<b>183,7</b>	<b>181,4</b>	<b>151,1</b>
<b>Résultat par action ordinaire</b>								
De base	1,61 \$	2,03 \$	1,71 \$	0,37 \$	1,60 \$	1,73 \$	1,70 \$	1,41 \$
Dilué	1,60 \$	2,03 \$	1,71 \$	0,36 \$	1,59 \$	1,72 \$	1,69 \$	1,40 \$
Transferts nets aux fonds distincts	1 038,2	622,2	523,5	688,4	234,6	261,9	195,5	224,5
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance	1 494,4	949,5	4 018,5	(702,3)	(283,0)	1 156,0	1 550,0	2 350,1
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'investissement	8,5	3,5	20,6	1,4	(1,0)	6,7	7,5	13,9
Actif total du fonds général	53 661,5	52 705,8	51 499,5	47 811,4	45 279,6	45 458,8	43 432,1	42 530,9
Actif net des fonds distincts	32 804,0	30 119,0	28 504,8	25 460,1	27 867,9	26 976,4	26 388,7	25 759,5

<sup>32</sup> Le bénéfice d'exploitation et les impôts présentés dans ce tableau ne sont pas définis par les IFRS. Le bénéfice d'exploitation est un outil additionnel important pour aider les investisseurs à mieux comprendre d'où provient la création de valeur pour les actionnaires. Un rapprochement entre les mesures non conformes aux IFRS et les IFRS est présenté ci-dessous. Il est par ailleurs à noter que des commentaires pour chacun des secteurs d'activité sont présentés dans d'autres sections de ce rapport de gestion, où l'on décrit en détail les activités de chaque secteur.



# Situation financière

## Capitalisation et solvabilité

### Capitalisation

La structure du capital de iA Société financière se répartit en trois catégories de capitaux : les capitaux propres, les débetures ainsi que les comptes des contrats avec participation. Au 31 décembre 2020, le capital de la société s'élevait à plus de 7,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 11 % par rapport au 31 décembre 2019. Les capitaux propres et les comptes de contrats avec participation constituaient 82 % du capital total à la fin de 2020.

L'augmentation du capital en 2020 est principalement attribuable à l'apport des résultats non distribués, à la suite des bénéfices réalisés au cours de l'année, nets des dividendes versés aux actionnaires ordinaires et, dans une moindre mesure, à l'émission de débetures mentionnée plus loin dans cette section.

### Structure de capital

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Capitaux propres					
Actions ordinaires	1 674,5	1 666,5	1 655,5	1 520,9	1 498,8
Actions privilégiées <sup>33</sup>	525,0	525,0	525,0	375,0	375,0
Résultats non distribués <sup>34,35</sup>	4 170,5	3 823,5	3 440,0	3 072,8	2 793,2
Surplus d'apport	18,8	17,5	22,8	19,5	18,5
CAERG <sup>36</sup>	82,5	55,6	22,5	48,9	40,1
Total partiel	6 471,3	6 088,1	5 665,8	5 037,1	4 725,6
Débetures <sup>33</sup>	1 448,7	1 049,7	901,4	996,3	995,3
Comptes des contrats avec participation <sup>35</sup>	40,7	41,9	52,3	41,0	39,0
<b>Total</b>	<b>7 960,7</b>	<b>7 179,7</b>	<b>6 619,5</b>	<b>6 074,4</b>	<b>5 759,9</b>

### Levier financier et ratio de couverture

Le ratio d'endettement, tel que mesuré par les débetures par rapport à la structure du capital, était de 18,2 % au 31 décembre 2020, et si on ajoute les actions privilégiées aux débetures, il s'élevait à 24,8 %. L'augmentation de ces ratios est attribuable essentiellement à l'émission de débetures subordonnées, en février 2020, d'une valeur nominale de 400 millions de dollars.

Au 31 décembre 2020, le ratio de couverture était de 11,7x, comparativement à 16,6x au 31 décembre 2019. En 2020, le ratio, a diminué principalement par l'émission en février 2020 de débetures subordonnées d'une valeur nominale de 400 millions de dollars.

Soulignons que le ratio de couverture représente le ratio du bénéfice des

douze derniers mois avant impôts et frais financiers liés aux intérêts, par rapport aux frais financiers liés aux intérêts et aux dividendes.

### Ratios d'endettement et ratio de couverture

	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Ratios d'endettement					
Débetures/structure du capital	18,2 %	14,6 %	13,6 %	16,4 %	17,3 %
Débetures et actions privilégiées/structure du capital	24,8 %	21,9 %	21,5 %	22,6 %	23,8 %
Ratio de couverture (en nombre de fois) <sup>37</sup>	11,7x	16,6x	14,6x	13,3x	12,8x

### Solvabilité

Lors de la création de la société de portefeuille iA Société financière, la société s'est engagée à suivre la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (ESCAP) de l'Autorité des marchés financiers. Le ratio de solvabilité de la société s'établissait à 130 % au 31 décembre 2020, comparativement à 133 % au 31 décembre 2019, ce qui représente une diminution de seulement trois points de pourcentage au cours de l'année malgré le déploiement d'environ un milliard de dollars pour l'acquisition de l'entreprise américaine IAS Parent Holdings, Inc. et de ses filiales. En effet, la diminution du ratio qui en a résulté a été compensée par la bonne génération organique de capital et l'émission de débetures subordonnées, de même que par l'impact des initiatives de gestion des risques et de la révision des hypothèses actuarielles de fin d'année. Ainsi, le ratio en fin d'année est demeuré bien au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 % donnée comme indication aux marchés financiers.

Notons qu'à la fin de 2020, l'Autorité des marchés financiers du Québec a publié une mise à jour de la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance de capital – Assurance de personnes* (ESCAP), qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2021. En conséquence, le ratio de solvabilité total de la société est inchangé, son ratio de base va diminuer graduellement de quelques points de pourcentage sur une période de cinq trimestres et il y a un impact immédiat à la baisse sur le capital qui peut être déployé. Dans tous les cas, les ratios de la société demeurent au-dessus des exigences réglementaires et les changements apportés n'ont aucune incidence sur la capacité de la société à générer des bénéfices.

D'ailleurs, pour 2021, on prévoit que la bonne génération organique de capital se poursuivra et que, dans tous les cas, la société conservera un ratio de solvabilité à l'intérieur ou au-dessus de la fourchette cible de 110 % à 116 % établie pour iA Société financière, comme mentionné dans la section « Faits saillants » au début de ce document. Pour la filiale iA Assurance, la fourchette cible est également de 110 % à 116 %.

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre	
	2020	2019
Capitaux disponibles	4 368,0	4 809,1
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	5 054,6	4 461,8
Coussin de solvabilité global	7 267,3	6 980,2
<b>Ratio de solvabilité<sup>38</sup></b>	<b>130 %</b>	<b>133 %</b>

<sup>33</sup> Éléments pris en compte dans le calcul du ratio d'endettement, considérés comme de la dette à long terme

<sup>34</sup> Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>35</sup> Au quatrième trimestre de 2019, un ajustement a été effectué rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 en transférant 7 millions de dollars des résultats non distribués aux comptes des contrats avec participation.

<sup>36</sup> CAERG : cumul des autres éléments du résultat global

<sup>37</sup> Calculé en divisant le bénéfice des douze derniers mois (avant intérêts et impôts) par la somme des intérêts, des dividendes sur actions privilégiées et des primes versées au rachat d'actions privilégiées (s'il y a lieu)

<sup>38</sup> Cette mesure, qui n'a pas d'équivalent IFRS, est établie selon les exigences des autorités réglementaires.

## Capitaux propres et financement

### Rachat et émission d'instruments financiers

En février 2020, iA Société financière a procédé à l'émission de 400 millions de dollars de débiteures subordonnées à taux fixe/variable de 2,400 %. Aucun rachat de débiteures subordonnées n'a été effectué au cours de l'année 2020.

### Débiteures

La société comptabilisait quatre séries de débiteures dans son bilan au 31 décembre 2020, d'une valeur comptable totale de 1 448,7 millions de dollars. Ces quatre séries, qui sont détaillées dans un tableau plus loin dans cette section, ont été classées comme des passifs financiers au coût amorti. Rappelons que les débiteures représentent des créances directes non garanties de la société, qui sont subordonnées à celles des titulaires de polices et des autres créanciers. En 2020, la charge de financement, composée d'intérêts et de l'amortissement des frais d'émission, s'élevait à 41,6 millions de dollars, comparativement à 26,5 millions de dollars en 2019.

### Actions ordinaires en circulation

La société ne dispose que d'une seule classe d'actions ordinaires et toutes les actions ordinaires comportent un seul droit de vote. De plus, aucun actionnaire ne peut acquérir, directement ou indirectement, 10 % ou plus des actions avec droit de vote de iA Société financière et les actions ordinaires de la filiale iA Assurance doivent être détenues à 100 %, directement ou indirectement, par iA Société financière. Les actions ordinaires de iA Société financière se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole IAG. (Voir la section « Mise en garde » au début de ce document pour plus d'information sur, notamment, la constitution juridique de iA Groupe financier.)

Au 31 décembre 2020, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation s'élevait à 107 063 827, soit 97 628 actions de plus qu'au 31 décembre 2019. Cette légère augmentation est essentiellement attribuable à l'exercice d'options d'achat d'actions destiné notamment aux membres de la direction, puisqu'il n'y a eu aucune émission d'actions ordinaires et très peu de rachats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions au cours de l'année 2020. Effectivement, les autorités réglementaires ont suspendu les rachats d'actions ordinaires dans le contexte de la pandémie. Pour cette même raison, le programme de rachat d'actions qui prenait fin le 11 novembre 2020 n'a pas été renouvelé.

### Actions ordinaires

(En millions)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Nombre d'actions ordinaires en circulation	107,1	107,0	108,6	106,8	106,2

### Cours de l'action et capitalisation boursière

L'Industrielle Alliance est devenue une société à capital-actions en février 2000. Le titre de la société a commencé à se négocier sur le parquet de la Bourse de Toronto le 3 février 2000, à un prix de 7,875 \$, en tenant compte de la subdivision des actions ordinaires de la société, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 16 mai 2005. Le titre de la société a clôturé l'année 2020 à 55,18 \$. La capitalisation boursière de la société s'établissait ainsi à plus de 5,9 milliards de dollars en fin d'année 2020.

### Cours de l'action et capitalisation boursière

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Cours de l'action	55,18 \$	71,33 \$	43,57 \$	59,82 \$	53,39 \$
Capitalisation boursière	5 907,8	7 629,9	4 730,6	6 386,2	5 670,3

### Valeur comptable par action ordinaire

La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 55,52 \$ à la fin de l'année 2020, ce qui représente une progression de près de 7 % au cours de l'année. Cette progression provient essentiellement de l'apport des résultats non distribués nets des dividendes payés durant l'année 2020.

### Valeur comptable par action ordinaire

	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Valeur comptable par action ordinaire	55,52 \$	51,99 \$	47,34 \$	43,65 \$	40,97 \$

### Actions privilégiées

En 2020, la filiale iA Assurance a versé 22,4 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires privilégiés qui détenaient des actions de catégorie A des séries B, G et I. Le capital de iA Assurance comporte actuellement des actions privilégiées de catégorie A réparties entre ces trois séries, comme présenté au grand tableau plus loin dans cette section.

### Dividendes

En février 2020, la société a augmenté de 0,4500 \$ à 0,4850 \$ le dividende trimestriel versé par action ordinaire. Ainsi, 1,9400 \$ par action ordinaire a été versé en 2020 comparativement à 1,7650 \$ en 2019, ce qui représente une hausse de 10 %. Au total, la société a versé 207,7 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires ordinaires au cours de 2020. Le ratio de distribution du dividende pour l'année s'établit à 34 % du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires, soit dans le haut de la fourchette cible de 25 % à 35 % qui avait été donnée comme indication aux marchés au début de 2020. Notons que les autorités réglementaires ont donné les instructions de ne pas hausser les dividendes aux actionnaires ordinaires dans le contexte de la pandémie. Ainsi, depuis le 13 février 2020, le dividende n'a pas été augmenté et, comme indiqué ci-après, le dividende trimestriel annoncé lors de la divulgation des résultats du quatrième trimestre de 2020 est demeuré à 0,4850 \$ par action ordinaire, payable au cours du premier trimestre de 2021.

### Dividendes

	2020	2019	2018	2017	2016
Dividendes versés par action ordinaire	1,94 \$	1,77 \$	1,59 \$	1,43 \$	1,26 \$
Ratio de distribution	34 %	27 %	28 %	30 %	24 %

### Déclaration de dividendes du quatrième trimestre

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires et les différentes catégories d'actions privilégiées.

Conformément aux instructions des autorités réglementaires de ne pas hausser les dividendes aux actionnaires ordinaires dans le contexte actuel de la pandémie de la COVID-19, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,4850 \$ par action ordinaire en circulation de iA Société financière, soit le même que celui annoncé au trimestre précédent. Ce dividende sera payable le 15 mars 2021 à tous les actionnaires inscrits le 26 février 2021.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a approuvé le versement d'un dividende de 250,0 millions de dollars à l'unique porteur de ses actions ordinaires, iA Société financière.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série B. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2021 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 26 février 2021.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,2360625 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série G. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2021 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 26 février 2021.

Le conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a déclaré le paiement d'un dividende trimestriel de 0,3000 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série I. Ce dividende sera payable au comptant le 31 mars 2021 à tous les actionnaires privilégiés inscrits le 26 février 2021.

Notons que tous les dividendes versés par iA Société financière sur ses actions ordinaires et par l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers sur ses actions privilégiées sont des dividendes déterminés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

### **Régime d'options d'achat d'actions**

Conformément au régime d'options d'achat d'actions adopté par le conseil d'administration en 2001, le comité des ressources humaines et de rémunération a procédé, en 2020, à l'octroi de 285 000 nouvelles options d'achat d'actions. Ces nouvelles options, qui viendront à échéance en 2030, ont été octroyées à un prix d'exercice moyen pondéré de 73,93 \$. L'émission, nette des options exercées et annulées au cours de l'année, porte à 1 964 983 le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, ce qui représente 1,84 % du nombre d'actions émises et en circulation au 31 décembre 2020.

### **Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à l'intention des détenteurs d'actions ordinaires**

Ce régime permet aux participants de réinvestir automatiquement leurs dividendes dans des actions ordinaires de iA Société financière, et aussi d'acheter, en espèces, des actions ordinaires additionnelles de iA Société financière. Les actions émises dans le cadre du régime sont acquises sur le marché secondaire.

### **Offre publique de rachats d'actions**

Conformément aux instructions des autorités réglementaires, qui ont suspendu les rachats d'actions ordinaires dans le contexte de la pandémie, la société n'a pas renouvelé le programme d'offre publique de rachat d'actions qui venait à échéance le 11 novembre 2020. En 2020, avant les instructions des autorités réglementaires, la société a racheté 86 872 actions ordinaires, pour un coût total de 4 millions de dollars.

## Actions privilégiées et débetures – iA Société financière inc.

### Débetures subordonnées émises le 21 février 2020 et échéant le 21 février 2030

<b>Valeur nominale :</b>	400,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	398,2 millions de dollars
<b>Intérêt porté :</b>	2,400 % jusqu'au 21 février 2025. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 0,71 %, payable trimestriellement.
<b>Rachat et remboursement :</b>	Rachetables par la société à compter du 21 février 2025, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 1,8 million de dollars.

### Débetures subordonnées émises le 24 septembre 2019 et échéant le 24 septembre 2031

<b>Valeur nominale :</b>	400,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	398,0 millions de dollars
<b>Intérêt porté :</b>	3,072 % jusqu'au 24 septembre 2026. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 1,31 %, payable trimestriellement.
<b>Rachat et remboursement :</b>	Rachetables par la société à compter du 24 septembre 2026, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 2,0 millions de dollars.

## Actions privilégiées et débetures – Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

### Actions privilégiées de catégorie A – série B

<b>Nombre :</b>	5 000 000
<b>Valeur nominale :</b>	125,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
<b>Dividende :</b>	Dividende trimestriel non cumulatif et fixe dont le montant est de 0,2875 \$ par action privilégiée
<b>Droit de vote :</b>	Aucun droit de vote
<b>Conversion :</b>	Ne sont pas convertibles en actions ordinaires, convertibles en actions privilégiées de catégorie A
<b>Rachat :</b>	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF), depuis le 31 mars 2011

### Actions privilégiées de catégorie A – série G

<b>Nombre :</b>	10 000 000
<b>Valeur nominale :</b>	250,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
<b>Dividende :</b>	Dividende trimestriel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 1,0750 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 30 juin 2017. Le 30 juin 2017, le taux annuel a été modifié à 0,94425 \$ en espèces par action privilégiée.
<b>Droit de vote :</b>	Aucun droit de vote
<b>Conversion :</b>	Convertibles au gré du détenteur en actions privilégiées de catégorie A – série H le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite
<b>Rachat :</b>	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'AMF, depuis le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite

### Actions privilégiées de catégorie A – série I

<b>Nombre :</b>	6 000 000
<b>Valeur nominale :</b>	150,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
<b>Dividende :</b>	Dividende trimestriel non cumulatif et ajusté tous les cinq ans avec un taux annuel initial de 1,20 \$ en espèces par action privilégiée jusqu'au 31 mars 2023. Le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende sera rajusté afin de correspondre à la somme du rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans alors en vigueur plus 2,75 %.
<b>Droit de vote :</b>	Aucun droit de vote
<b>Conversion :</b>	Convertibles au gré du détenteur en actions privilégiées de catégorie A – série J le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite
<b>Rachat :</b>	Rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la société, et sous réserve de l'autorisation de l'AMF, le 31 mars 2023 et le 31 mars tous les cinq ans par la suite.

### Débetures subordonnées émises le 23 février 2015 et échéant le 23 février 2027

<b>Valeur nominale :</b>	250,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	249,7 millions de dollars
<b>Intérêt porté :</b>	2,64 % jusqu'au 23 février 2022. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au Taux Canadian Dealer Offered Rate (taux CDOR) trois mois, majoré de 1,08 %, payable trimestriellement.
<b>Rachat et remboursement :</b>	Rachetables par la société à compter du 23 février 2022, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 0,3 million de dollars.

### Débetures subordonnées émises le 16 septembre 2016 et échéant le 15 septembre 2028

<b>Valeur nominale :</b>	400,0 millions de dollars
<b>Valeur comptable :</b>	399,0 millions de dollars
<b>Intérêt porté :</b>	3,30 % jusqu'au 15 septembre 2023. Après cette date, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement annuel variable égal au taux CDOR trois mois, majoré de 2,14 %, payable trimestriellement.
<b>Rachat et remboursement :</b>	Rachetables par la société à compter du 15 septembre 2023, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débetures inclut les frais de transaction et la prime à l'émission, pour un total de 1,0 million de dollars.

Les lecteurs sont invités à lire les prospectus pour en savoir davantage sur les caractéristiques des actions privilégiées et des débetures. Les prospectus sont disponibles sur le site Internet de la société, à l'adresse [ia.ca](http://ia.ca), sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs*.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information importante est colligée et communiquée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef, afin de permettre la prise de décisions appropriées à l'égard de l'information à fournir. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à s'assurer que l'information est recueillie, enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par la Loi sur les valeurs mobilières du Canada.

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et les procédures de communication de l'information de la société. À la suite d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information au 31 décembre 2020, ils ont conclu que ceux-ci étaient efficaces.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la société sont responsables de concevoir et de maintenir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, comme il est défini dans le Règlement 52-109 (*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). Au 31 décembre 2020, ils ont évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la commission Treadway. À la suite de cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Au cours de l'exercice, aucune modification n'a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir eu, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Principales méthodes comptables et actuarielles

Les états financiers consolidés sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour plus d'information au sujet des principales méthodes comptables, voir la note 2 des états financiers consolidés de la société.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction. Les estimations et les hypothèses sont périodiquement l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des circonstances et des faits pertinents et les changements sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle la révision est effectuée ainsi que dans les périodes ultérieures touchées par les révisions. Les estimations et les jugements les plus importants ont trait à la classification des contrats et à la détermination des passifs relatifs aux polices.

## Autres éléments

### Transactions entre parties liées

La valeur des activités entre parties liées est présentée à la note 28 des états financiers consolidés de la société.

### Garanties, engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut fréquemment plusieurs types de contrats ou d'ententes qui peuvent, dans certains cas, être considérés comme des garanties, des engagements ou des éventualités.

Au 31 décembre 2020, les obligations contractuelles et les engagements de la société s'établissaient comme suit :

#### Obligations contractuelles – Paiements exigibles par périodes

(En millions de dollars)	Au 31 décembre 2020			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Débitures	1 448,7	—	—	1 448,7
Obligations locatives	140,5	22,0	66,5	52,0
Obligations d'achat	317,5	68,7	248,8	—
Autres obligations à long terme	5 548,2	3 837,9	1 166,3	544,0
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>7 454,9</b>	<b>3 928,6</b>	<b>1 481,6</b>	<b>2 044,7</b>

Pour de l'information additionnelle concernant les engagements envers des tiers, les engagements de placement et les marges de crédit bancaires de la société, se référer à la note 29 des états financiers consolidés.

### Cotes de crédit

Trois agences de notation indépendantes, soit Standard & Poor's, DBRS et A.M. Best, accordent des cotes de crédit à la société et à ses filiales. Ces cotes, présentées au tableau ci-dessous, traduisent la solidité financière de la société et de ses filiales de même que leur capacité de respecter leurs engagements à l'égard des titulaires de polices et des créanciers.

En 2020, les cotes accordées par Standard & Poor's et A.M. Best sont demeurées inchangées, et ce, avec une perspective stable.

D'autre part, en décembre 2020, DBRS a placé les principales cotes de crédit de iA Société financière inc. et de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. sous révision avec implications positives, citant notamment les efforts significatifs de la société à améliorer son profil de risque, en particulier sa sensibilité aux taux d'intérêt et aux marchés boursiers.

## Cotes de crédit

### IA Société financière inc.

Agence	Type d'évaluation	Cote de crédit
Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Débitures subordonnées	A-
DBRS	Cote de crédit de l'émetteur	A (low)
	Débitures subordonnées	BBB (high)

### Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	AA-
	Cote de solidité financière	AA-
	Débitures subordonnées	A+
	Actions privilégiées – Échelle canadienne	P-1 (Low)
	Actions privilégiées – Échelle mondiale	A
DBRS	Solidité financière	A (high)
	Cote de crédit de l'émetteur	A (high)
	Débitures subordonnées	A
	Actions privilégiées	Pfd-2 (high)
A.M. Best	Solidité financière	A+ (Superior)
	Cote de crédit de l'émetteur	aa-
	Débitures subordonnées	a
	Actions privilégiées	a-

### Entités de IA American (IA American Life Insurance Company, American-Amicable Life Insurance Company of Texas, Pioneer Security Life Insurance Company, Pioneer American Insurance Company, Occidental Life Insurance Company of North Carolina)

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a

### Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales

A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a+

### Dealers Assurance Company

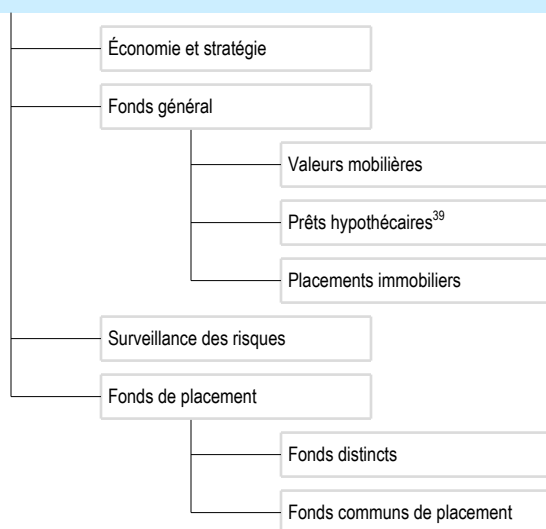
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a

# Placements

## Description du secteur

Le secteur des Placements a deux missions principales : gérer les actifs du fonds général de la société et les fonds de placement offerts à la clientèle. Toutes les activités de placement de la société, y compris celles liées aux Affaires américaines, relèvent d'une seule et même autorité et partagent une philosophie commune. La structure de gestion des Placements est illustrée ci-dessous.

### VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET CHEF DES PLACEMENTS



Les experts rattachés au fonds général gèrent une gamme diversifiée de placements, dont des obligations, des actions, des prêts hypothécaires, des placements immobiliers, des placements à court terme et des produits dérivés.

L'équipe de surveillance des risques a pour mandat de développer une vision globale de la gestion et du suivi des différents risques d'investissement (taux d'intérêt, marchés boursiers, taux de change, crédit, liquidités, etc.). En plus de quantifier ces risques, l'équipe participe à l'établissement de stratégies qui permettent de les gérer efficacement.

Les professionnels de l'investissement de iA Groupe financier sont pour la plupart regroupés au sein de la filiale iA Gestion de placements. L'équipe voit à la répartition des actifs et à la sélection des titres du fonds général ainsi qu'à celles de plusieurs fonds distincts et fonds communs de placement, en plus d'effectuer la supervision de tous les gestionnaires externes.

## Actif sous gestion et sous administration

iA Groupe financier gère et administre des actifs qui totalisaient 197,5 milliards de dollars au 31 décembre 2020, ce qui représente une augmentation de près de 8,0 milliards de dollars, ou de 4,2 %, par rapport à l'année précédente. Notons que la croissance sur un an a été ralentie au deuxième trimestre par la vente de iA Conseil en placement.

### Actif sous gestion et sous administration

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Actif sous gestion					
Fonds général	53 661,5	45 279,6	39 759,5	37 789,4	35 223,8
Fonds distincts	32 804,0	27 867,9	23 780,6	24 117,0	21 825,8
Fonds communs de placement	11 393,1	11 594,2	10 832,8	11 723,2	10 937,5
Autres	3 797,3	15 500,1	14 721,1	15 123,1	16 859,9
Total partiel	101 655,9	100 241,8	89 094,0	88 752,7	84 847,0
Actif sous administration	95 830,1	89 245,8	79 677,5	80 787,1	41 387,2
<b>Total</b>	<b>197 486,0</b>	<b>189 487,6</b>	<b>168 771,5</b>	<b>169 539,8</b>	<b>126 234,2</b>

L'actif sous gestion, qui regroupe notamment les sommes du fonds général, des fonds distincts et des fonds communs de placement, ainsi que certains actifs gérés pour des tiers (catégorie « Autres »), a augmenté de 1,4 % si on compare à l'année 2019 et atteint 101,7 milliards de dollars au 31 décembre 2020.

L'actif sous administration était pour sa part de 95,8 milliards de dollars au 31 décembre 2020, en hausse de 7,4 % par rapport à l'année précédente. L'actif sous administration comprend essentiellement les actifs de tiers qui sont administrés par l'entremise des sociétés de courtage en fonds communs de placement (notamment Investia Services financiers et FundEX Investments) et en valeurs mobilières (iA Gestion privée de patrimoine<sup>40</sup>) de même que par la société de fiducie (iA Fiducie).

## Fonds général

### Placements des fonds général

L'objectif de la société est de gérer avec rigueur et prudence les placements en recherchant l'équilibre entre l'obtention de bons rendements et le contrôle des risques. En plus de maintenir une saine diversification des placements, tant en ce qui regarde les émetteurs et les secteurs d'activité qu'en ce qui regarde les régions géographiques, la société surveille étroitement l'appariement et elle s'assure de maintenir en tout temps un niveau suffisant de liquidités. Pour plus d'information sur le risque de liquidité et sa gestion, ainsi que sur le processus d'appariement et les mesures prises par la société pour atténuer les risques liés à ce processus, se référer à la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

La majeure partie de l'actif des fonds lié aux activités d'assurance et de rentes est principalement investie dans des titres à revenu fixe, comme les obligations, et, dans une moindre mesure, dans des titres de participation (actions). L'actif lié au capital est pour sa part investi dans des titres à revenu fixe et dans des actions privilégiées.

<sup>39</sup> La société s'est retirée du marché des prêts hypothécaires résidentiels en 2020. Le portefeuille de prêts hypothécaires est désormais constitué de prêts multirésidentiels et non résidentiels.

<sup>40</sup> Depuis le 18 janvier 2021, iA Gestion privée de patrimoine est la nouvelle image de marque qui remplace les marques iA Valeurs mobilières et Patrimoine Hollis.

## Composition des placements du fonds général

À la fin de l'année 2020, 71,1 % des placements de la société étaient investis dans des obligations et 6,2 % dans des prêts hypothécaires et autres prêts, pour un total de 77,3 % dans des titres à revenu fixe. La proportion des titres à revenu fixe a oscillé entre 77 % et 79 % au cours des cinq dernières années, tandis que la proportion des actions a varié entre 7 % et 11 %.

### Placements du fonds général

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Obligations	32 098,6	27 508,5	23 592,3	22 944,1	21 086,8
Prêts hypothécaires et autres prêts	2 801,5	3 870,2	3 661,3	3 288,1	3 292,3
Actions	3 285,7	3 023,5	3 054,8	3 467,0	3 083,0
Immeubles	1 916,1	2 076,6	1 720,5	1 340,8	1 237,8
Autres placements	5 045,2	3 440,4	2 550,0	2 781,9	2 391,0
<b>Total</b>	<b>45 147,1</b>	<b>39 919,2</b>	<b>34 578,9</b>	<b>33 821,9</b>	<b>31 090,9</b>

### Placements par catégories d'actifs

Portefeuille	Aux 31 décembre	
	2020	2019
Portefeuille	45,1 G\$	39,9 G\$
Obligations	71,1 %	68,8 %
Prêts hypothécaires et autres prêts	6,2 %	9,7 %
Actions	7,3 %	7,6 %
Immeubles	4,2 %	5,2 %
Autres	11,2 %	8,7 %

## Qualité générale des placements

La qualité générale des placements est demeurée très bonne en 2020, et ce, malgré le contexte de la pandémie.

Au 31 décembre 2020, le montant des placements douteux nets était de 31,1 millions de dollars comparativement à 10,9 millions de dollars un an plus tôt. Sur un portefeuille de 45,1 milliards de dollars, cela ne représentait que 0,07 % des placements totaux (0,03 % au 31 décembre 2019). Cette augmentation est attribuable à une seule obligation de société qui a subi les effets de la pandémie et pour laquelle une provision a été prise.

### Placements douteux nets (excluant les prêts assurés)

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Obligations	30,8	10,1	12,8	15,1	16,9
Prêts hypothécaires et autres prêts	0,3	0,8	3,1	8,3	6,5
<b>Total</b>	<b>31,1</b>	<b>10,9</b>	<b>15,9</b>	<b>23,4</b>	<b>23,4</b>

Les placements douteux nets sont composés des obligations et des prêts hypothécaires conventionnels en souffrance depuis trois mois ou plus, des prêts restructurés ainsi que d'autres prêts en défaut, et ils tiennent compte des provisions spécifiques pour pertes comptabilisées en contrepartie de ces éléments d'actif.

### Placements douteux nets en pourcentage des placements totaux

(%)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Placements douteux nets	0,07	0,03	0,05	0,07	0,08

Pour l'ensemble du portefeuille de placements, les moins-values non réalisées sur les titres de sociétés à revenu fixe classés comme disponibles à la vente s'élevaient à 0,2 million de dollars au 31 décembre 2020 (1,7 million de dollars au 31 décembre 2019).

## Portefeuille d'obligations

La société possède un portefeuille obligataire de grande qualité qui totalisait 32,1 milliards de dollars au 31 décembre 2020.

Conformément aux règles définies dans les politiques de placement, la société investit en très grande partie dans des obligations dont la cote de crédit est de niveau BBB faible ou supérieur au moment de leur acquisition, selon la cote de crédit attribuée par l'une des agences de notation reconnues. Dans les cas où aucune évaluation n'est disponible de la part d'une agence de notation, la société procède, à l'interne, à une évaluation de la qualité des titres en question.

La proportion des titres obligataires de qualité A ou supérieure se situait à 82,8 % du portefeuille d'obligations à la fin de 2020, comparativement à 83,3 % à la fin de 2019. Au 31 décembre 2020, les titres cotés BB et moins (titres à haut rendement) représentaient 316,7 millions de dollars (1,0 % du portefeuille d'obligations), comparativement à 238,0 millions de dollars au 31 décembre 2019 (0,9 % du portefeuille d'obligations).

### Obligations par cotes de crédit

Portefeuille	Aux 31 décembre	
	2020	2019
Portefeuille	32,1 G\$	27,5 G\$
AAA	6,0 %	6,8 %
AA	47,3 %	47,6 %
A	29,5 %	28,9 %
BBB	16,2 %	15,8 %
BB et moins	1,0 %	0,9 %

En plus d'investir dans des obligations émises par voie de placements publics (obligations gouvernementales et obligations de sociétés publiques), la société investit aussi dans des obligations émises par voie de placements privés. Ces obligations offrent des possibilités d'investissement qui ne sont généralement pas disponibles sur le marché public et présentent des caractéristiques de rendement et de risque qui conviennent aux activités d'une société d'assurance vie. Elles permettent également d'avoir un accès plus grand à l'information qui émane des émetteurs. Les obligations émises par voie de placements privés ne bénéficient toutefois pas d'un même niveau de liquidités et sont susceptibles d'être touchées par l'évolution des conditions de crédit dans le marché. Au 31 décembre 2020, les obligations provenant d'émissions privées représentaient 5,4 milliards de dollars, ce qui correspondait à 16,8 % du portefeuille obligataire (4,7 milliards de dollars, ou 17,3 % du portefeuille, au 31 décembre 2019).

## Portefeuille d'obligations

	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	32 098,6	27 508,5	23 592,3	22 944,1	21 086,8
Répartition par catégories d'émetteurs (%)					
Gouvernements	47,4	49,7	50,7	52,0	51,4
Municipalités	4,8	4,8	5,1	5,0	4,4
Sociétés – émissions publiques	31,1	28,2	26,3	26,1	26,2
Sociétés – émissions privées	16,7	17,3	17,9	16,9	18,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>



## Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

Le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts atteignait 2,8 milliards de dollars au 31 décembre 2020, en baisse de près de 1,1 milliard de dollars par rapport à la fin de l'année 2019. Cette variation s'explique principalement par la conclusion, au troisième trimestre, de la vente du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, qui désormais ne fait plus partie du portefeuille des placements. En outre, la part du portefeuille titrisé par le biais du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représentait 15 % du portefeuille, soit 437 millions de dollars à la fin de 2020.

Le portefeuille de prêts hypothécaires, à lui seul, constitué de prêts multirésidentiels et non résidentiels, se chiffrait à 1,9 milliard de dollars à la fin de 2020 et sa qualité demeurait excellente. Effectivement, le taux de délinquance était nul au 31 décembre 2020. La donnée sur le taux de délinquance tient compte des prêts hypothécaires assurés et non assurés.

En raison de la COVID-19, la société a mis en place un programme de report de paiement pour les prêts hypothécaires. Au final, 0,1 % du portefeuille a été touché par ce programme.

### Taux de délinquance en pourcentage des prêts hypothécaires

(%)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Taux de délinquance	—	0,08	0,09	0,34	0,27

Comme le montre le tableau ci-dessous, les prêts hypothécaires assurés ont représenté environ les trois quarts du montant total de prêts hypothécaires au cours des récentes années (73,2 % en 2020).

### Portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts

(%)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
<b>Valeur comptable du portefeuille (millions \$)</b>					
Prêts hypothécaires	1 891,5	3 076,2	2 999,4	2 718,5	2 776,5
Autres prêts – financement automobile	910,0	794,0	661,9	569,6	515,8
<b>Total</b>	<b>2 801,5</b>	<b>3 870,2</b>	<b>3 661,3</b>	<b>3 288,1</b>	<b>3 292,3</b>
Répartition des prêts hyp. par types de prêts (%)					
Prêts assurés	73,2	73,8	76,4	78,1	77,1
Prêts conventionnels	26,8	26,2	23,6	21,9	22,9
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Taux de délinquance des prêts hypothécaires (%)	—	0,08	0,09	0,34	0,27

La proportion des prêts hypothécaires garantis par des propriétés multirésidentielles s'élevait par ailleurs à 86,0 % au 31 décembre 2020 (91,6 % au 31 décembre 2019, y compris les propriétés résidentielles). Cette proportion demeure au-dessus de 80 % depuis plusieurs années.

### Prêts hypothécaires par types de propriétés

Portefeuille	Aux 31 décembre	
	2020	2019
<b>Portefeuille</b>	<b>1,9 G\$</b>	<b>3,1 G\$</b>
Résidentielles	—	37,0 %
Multirésidentielles	86,0 %	54,6 %
Non résidentielles	14,0 %	8,4 %

En plus des prêts hypothécaires et autres prêts, la société gère aussi des actifs pour des tiers. Au total, le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts de la société plus les actifs gérés pour des tiers s'élevait à 5,1 milliards de dollars au 31 décembre 2020 (12,9 milliards de dollars au 31 décembre 2019). Cette baisse d'actifs s'explique entre autres par la vente du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, mais aussi par le transfert à un tiers administrateur d'un portefeuille de prêts hypothécaires pour lequel la société assurait l'administration.

### Portefeuille d'actions

Au 31 décembre 2020, les placements en titres de participation s'élevaient à 3,3 milliards de dollars, ou à 7,3 % des placements totaux de la société, comparativement à 3,0 milliards de dollars, ou à 7,6 %, un an auparavant.

Les placements en titres de participation, ainsi que les actions privilégiées de la société, sont utilisés pour appairer le passif à long terme des contrats d'assurance et pour couvrir des engagements liés à certains contrats d'assurance vie universelle. Le portefeuille d'actions qui sert à appairer les engagements à très long terme a produit un rendement de 12,9 % en 2020, tandis que les actions privilégiées de la société ont connu un rendement de 9,5 %. Les actions privées occupent par ailleurs une place de plus en plus importante au sein du portefeuille. Cette catégorie d'actions offre des possibilités de diversification, de rendement et d'appariement des engagements à très long terme.

### Portefeuille d'actions par types d'appariements

Portefeuille	Aux 31 décembre	
	2020	2019
<b>Portefeuille</b>	<b>3,3 G\$</b>	<b>3,0 G\$</b>
Engagements à très long terme	51,2 %	49,7 %
Polices universelles	28,9 %	29,4 %
Capital (actions privilégiées)	19,9 %	20,9 %

La stratégie de gestion utilisée pour le portefeuille d'actions tend à optimiser le rendement par l'entremise d'investissements faits dans des actions privilégiées, des actions ordinaires, des indices boursiers et des fonds de placement. La société privilégie une politique de diversification par secteurs industriels et par émetteurs afin de limiter son exposition au risque de concentration et de participer à la croissance de tous les principaux secteurs économiques.

### Portefeuille d'actions

Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
<b>Valeur comptable du portefeuille (millions \$)</b>	<b>3 285,7</b>	<b>3 023,5</b>	<b>3 054,8</b>	<b>3 467,0</b>	<b>3 083,0</b>
Répartition par catégories d'actions (%)					
Actions ordinaires et unités de fonds de placement	30,1	27,3	35,7	41,2	43,3
Actions privilégiées	22,5	18,5	16,3	18,3	19,7
Indices boursiers	2,1	10,3	10,2	14,3	13,7
Actions privées	45,3	43,9	37,8	26,2	23,3
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

## Portefeuille immobilier

La société comptabilise les immeubles de placement à la juste valeur. La valeur comptable des immeubles de placement a diminué de 160,5 millions de dollars au cours de la dernière année, pour s'établir à 1,9 milliard de dollars au 31 décembre 2020. La variation de la valeur des immeubles est habituellement attribuable au montant net des acquisitions et des dispositions, à la variation de la juste valeur des immeubles de placement qui ont été réévalués au cours de l'année et, s'il y a lieu, à des dépenses en capital sur certaines propriétés. Les placements immobiliers représentaient 4,2 % des placements totaux au 31 décembre 2020.

Malgré le contexte de la pandémie, le taux d'occupation des immeubles de placement a légèrement augmenté durant l'année (95,0 % au 31 décembre 2020 comparativement à 94,0 % au 31 décembre 2019). Il continue de se comparer très favorablement aux taux d'occupation des immeubles locatifs commerciaux des grandes villes canadiennes.

Les immeubles de bureaux représentent près de 87 % des placements immobiliers.

### Immeubles de placement

(En millions de dollars, sauf indication contraire)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Valeur comptable du portefeuille	1 916,1	2 076,6	1 720,5	1 340,8	1 237,8
Taux d'occupation	95,0 %	94,0 %	95,0 %	93,0 %	90,2 %

### Immeubles de placement par catégories de propriétés

	Aux 31 décembre	
	2020	2019
Portefeuille	1,9 G\$	2,1 G\$
Bureaux	85,9 %	85,0 %
Commerces de détail	9,8 %	11,4 %
Immeubles industriels	3,9 %	3,2 %
Immeubles multirésidentiels, terrains et autres	0,4 %	0,4 %

## Instruments financiers dérivés

La société utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et du crédit. Ces instruments sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt, d'indices de marché et de taux de change, ainsi que de contrats à terme de gré à gré, de contrats à terme standardisés et d'options.

Les instruments financiers dérivés de la société sont utilisés dans le cadre de son programme de couverture dynamique des risques (*hedging program*). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties de capital liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

La société utilise aussi des instruments financiers dérivés dans la mise en place de stratégies d'amélioration de l'appariement des actifs supportant les passifs à long terme en assurance vie ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices d'assurance vie universelle.

La société utilise des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition au risque de devise lorsqu'elle investit dans des actifs qui ne sont pas dans la même devise que les passifs supportés par ces actifs.

La société a une stratégie d'investissement qui utilise des options afin d'obtenir une exposition synthétique aux marchés boursiers tout en réduisant son profil de risque face à des variations macroéconomiques.

Le tableau ci-dessous présente certaines valeurs relatives aux instruments financiers de la société. Pour de l'information additionnelle, se référer à la note 8 des états financiers consolidés de la société.

### Intruments financiers dérivés – Juste valeur et exposition

(En millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2020	2019
Juste valeur nette	1 083	548
Montant nominal de référence	32 318	29 905

## Autres placements

La catégorie « Autres placements » est constituée de la trésorerie et d'équivalents de trésorerie, des avances sur contrats (la majorité des contrats d'assurance, à l'exception des contrats d'assurance temporaire, permettent aux titulaires d'obtenir une avance sur la valeur de rachat de leurs contrats), d'instruments financiers dérivés, de placements à court terme et d'autres placements. Ces placements totalisaient 5,0 milliards de dollars au 31 décembre 2020 (3,4 milliards de dollars au 31 décembre 2019).

## Fonds de placement

(fonds distincts et fonds communs de placement)

### Actif des fonds de placement

L'actif des fonds de placement de iA Groupe financier totalisait 44,2 milliards de dollars au 31 décembre 2020 (32,8 milliards de dollars en fonds distincts et 11,4 milliards en fonds communs de placement), ce qui représente une hausse par rapport à l'année 2019. La hausse s'explique essentiellement par l'environnement favorable des marchés financiers, ainsi que par les ventes positives de fonds distincts.

### Actif des fonds distincts et des fonds communs de placement

(En milliards de dollars)	Aux 31 décembre				
	2020	2019	2018	2017	2016
Fonds distincts	32,8	27,9	23,8	24,1	21,8
Fonds communs de placement	11,4	11,6	10,8	11,7	10,9

## Gamme de fonds

iA Groupe financier propose une gamme de fonds de placement vaste et diversifiée. Au 31 décembre 2020, l'offre de la société comptait près de 200 fonds destinés à ses clients et plus de la moitié de l'actif de ces fonds était géré à l'interne.

La société a continué de remodeler son offre de fonds distincts en 2020 en vue d'accroître sa diversité et sa complémentarité tout en s'ajustant à la demande de ses clients. Dans le segment des fonds distincts proposés à l'individuel, la société a ajouté des fonds à plus faible risque afin de répondre à certain types de garanties offertes. Des fonds qui répondent aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ont aussi été ajoutés en cours d'année. De plus, certains fonds de moindre envergure ou suscitant moins d'intérêt ont été fusionnés afin de maintenir l'offre à un nombre de fonds raisonnable.

Du côté des fonds communs de placement, la filiale Placements IA Clarington a également revu sa gamme de fonds au cours de 2020. Elle a notamment apporté plus de profondeur à son offre de fonds de revenu fixe, dont l'ajout d'un produit de revenu fixe mondial. Elle a aussi effectué des changements sur le plan des responsabilités de gestion pour certains fonds et procédé à quelques fusions de produits moins en demande.

Finalement, dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, la société a enrichi son offre de plusieurs fonds, dont certains fonds ESG qui couvrent tant les marchés de revenu fixe que ceux des actions canadiennes et mondiales.

### Fonds de placement de iA Groupe financier en vigueur

	Au 31 décembre 2020	
	Actif (Milliards \$)	Répartition de l'actif
Fonds distincts	32,8	74 %
Fonds communs de placement	11,4	26 %
<b>Total</b>	<b>44,2</b>	<b>100 %</b>

### Rendements des fonds de placement

Alors que les marchés financiers ont poursuivi sur leur bon élan au début de l'année, le marché haussier le plus long de l'histoire s'est terminé brusquement en mars dernier. Cependant, l'année 2020 aura tout de même été favorable aux investisseurs. L'intervention massive et coordonnée des gouvernements et des banques centrales a permis un rebond rapide des marchés. Cette combinaison des stimulus fiscaux massifs, d'injections de liquidités par les banques centrales et d'annonces d'un début de campagne mondiale de vaccination a permis aux actifs à risque d'atteindre de nouveaux sommets en fin d'année.

Parmi les faits saillants de 2020, notons le rendement de l'indice à haute teneur technologique NASDAQ, qui a offert un rendement annuel de 43,6 % (devises locales). L'indice S&P 500, qui représente la Bourse américaine, a lui aussi été porté tout au long de la reprise par les poids lourds des technologies, terminant ainsi l'année en progression de 16,3 % (devises locales). Quant aux indices MSC - Monde et MSCI - Marchés émergents, ils ont avancé respectivement de 11,7 % et 16,6 % alors que le S&P/TSX, qui représente le marché boursier canadien, a progressé de 5,6 %. Même le marché obligataire a généré de solides résultats, alors que la pression à la baisse sur les taux d'intérêt s'est maintenue durant l'année. Ainsi, l'indice obligataire universel FTSE Canada a avancé de 8,7 % en 2020.

Dans ce contexte, les rendements d'une très grande majorité de nos fonds se sont avérés favorables pour nos clients. De plus, lorsque comparés avec ceux de la concurrence, les rendements de nos fonds sont supérieurs à la moyenne, et ce, sur plusieurs périodes. Les rendements de l'ensemble des fonds de placement, de même que l'information financière qui s'y rapporte, sont présentés dans les rapports financiers sur les fonds de placement préparés par iA Groupe financier.

# Gestion des risques

La section « Gestion des risques » du rapport de gestion comporte certaines des informations exigées en vertu de la norme IFRS 7, intitulée *Instruments financiers : informations à fournir*, des Normes internationales d'information financière (IFRS) portant sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers. Ces informations, qui se trouvent dans les sections ombragées, font partie intégrante des états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, considérant que la norme permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. En raison des renvois qui sont faits aux états financiers, la terminologie utilisée dans cette section est celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

En tant que groupe financier, iA Société financière assume une variété de risques inhérents au développement et à la diversification de ses activités. Elle met ainsi de l'avant une gestion des risques qui s'harmonise avec sa stratégie d'expansion des affaires. L'objectif de la gestion des risques de la société est de générer une valeur maximale durable pour ses clients, ses actionnaires, ses employés et pour la collectivité auprès de laquelle elle demeure activement présente. Plus précisément, la société est soucieuse de procéder à une gestion saine et prudente des risques en promouvant une approche visant l'équilibre entre l'atteinte des objectifs stratégiques et la prise de risque, approche caractérisée par la considération des risques dans la prise de décisions, l'alignement sur les orientations stratégiques et le respect de l'appétit et de la tolérance aux risques. La gestion des risques permet également de veiller à ce que la société réponde à ses engagements envers les titulaires de polices, ses créanciers et les autorités réglementaires.

La gestion des risques de la société repose sur un code de conduite et une culture solides ainsi que sur un encadrement efficace. Dans la mise en œuvre de ses stratégies et de ses décisions d'affaires, la société maintient une vision d'ensemble et fait constamment preuve de prudence afin de protéger sa réputation et la valeur de la société. La société porte aussi une attention particulière à la suffisance de son capital en maintenant un ratio de solvabilité supérieur à celui exigé par les autorités réglementaires.

## Principes et responsabilités en matière de gestion des risques

La société définit le risque comme la possibilité que se produise un événement qui aura un impact sur la réalisation de ses objectifs. Une gestion des risques saine et efficace repose sur l'identification, la mesure et l'évaluation, la compréhension et la communication des risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités.

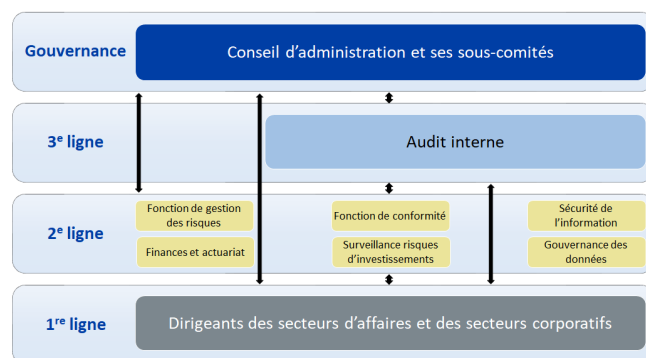
Conformément à ce principe, la société a mis en place un cadre de gestion intégrée des risques qui est appliqué sur une base continue et qui est pris en considération dans l'élaboration des stratégies d'affaires de la société et dans l'ensemble de ses activités.

Le cadre de gestion intégrée des risques a pour but d'identifier, de mesurer, d'évaluer, de comprendre, de gérer et de surveiller les risques auxquels la société est exposée dans le cours de ses activités. Le cadre a également pour objectif de définir l'appétit et la tolérance au risque que la société accepte d'assumer afin de réaliser sa stratégie d'affaires en vue d'atteindre ses objectifs. Enfin, le respect du cadre permet d'assurer que les informations pertinentes relatives aux risques sont communiquées et partagées entre les différents intervenants impliqués dans la gestion des risques au moment opportun et sur une base régulière.

Le cadre de gestion intégrée des risques fournit ainsi au conseil d'administration une assurance raisonnable que tous les éléments requis sont en place au sein de l'entreprise pour assurer une gestion efficace des risques. Le respect et l'application du cadre permettent de préserver et de faire rayonner au sein de la société une saine culture de gestion des risques.

Le cadre de gestion intégrée des risques est régi par une politique globale dont le but est de classer et de définir les risques auxquels la société est exposée, de préciser la gouvernance et la structure organisationnelle de la gestion des risques, y compris les rôles et les responsabilités des différents intervenants impliqués dans le processus de gestion des risques, et de repérer les étapes clés de ce processus, notamment en matière d'identification, de mesure, d'évaluation, de communication et de surveillance.

Le schéma ci-après illustre les niveaux de responsabilités à l'égard de la gestion intégrée des risques au sein de la société.



S'appuyant sur une solide culture de risque, l'approche de gestion du risque de la société comprend un modèle de gouvernance des « trois lignes de défense ». L'approche distingue les responsabilités entre ceux qui prennent le risque, ceux qui le surveillent et ceux qui fournissent une évaluation indépendante sur la démarche globale.

En première ligne de défense se retrouvent le président et chef de la direction de même que les dirigeants des secteurs d'affaires et des secteurs corporatifs. C'est à eux qu'incombe la responsabilité de sélectionner et d'exécuter les stratégies d'affaires en s'assurant de respecter l'appétit et la tolérance au risque établi par la société, tout en veillant à un bon équilibre à long terme entre le risque encouru et le rendement généré. Ils sont également responsables d'assurer la mise en application des politiques et des procédures, d'identifier, de communiquer et de gérer les risques qui menacent l'atteinte des objectifs établis dans leurs champs de responsabilités respectifs.

En deuxième ligne de défense se situent la fonction de gestion des risques et la fonction de conformité, lesquelles sont chapeautées respectivement par le chef de la gestion des risques et le chef de la conformité. Y sont inclus également les secteurs des Finances et de l'Actuariat ainsi que la Surveillance des risques d'investissements, la Gouvernance des données et la Sécurité de l'information. Cette deuxième ligne est chargée de coordonner l'application et le respect du cadre de gestion intégrée des risques au sein de la société et de veiller à ce que les politiques et procédures appropriées soient établies et mises en œuvre efficacement par la première ligne de défense. À cette fin, elle coordonne, encadre et soutient la première ligne de défense dans l'évaluation rigoureuse des risques significatifs auxquels la société est exposée. Elle travaille conjointement avec la première ligne pour assurer une gestion prudente et disciplinée en préservant la réputation et la pérennité de la société. Les deux premières lignes de défense ont également la responsabilité de tenir le conseil d'administration régulièrement informé au sujet des principaux risques auxquels la société est exposée et des mesures qui sont prises pour gérer ces risques.

Le chef de la gestion des risques et son équipe travaillent en étroite collaboration avec les autres fonctions de deuxième ligne ainsi qu'avec la première ligne de défense afin d'assurer la promotion d'une culture de saine gestion des risques à travers l'organisation. Sur la base d'une vue holistique des risques et en considérant les interrelations pouvant exister entre ceux-ci, il communique les informations pertinentes à la haute direction ainsi qu'au conseil d'administration.

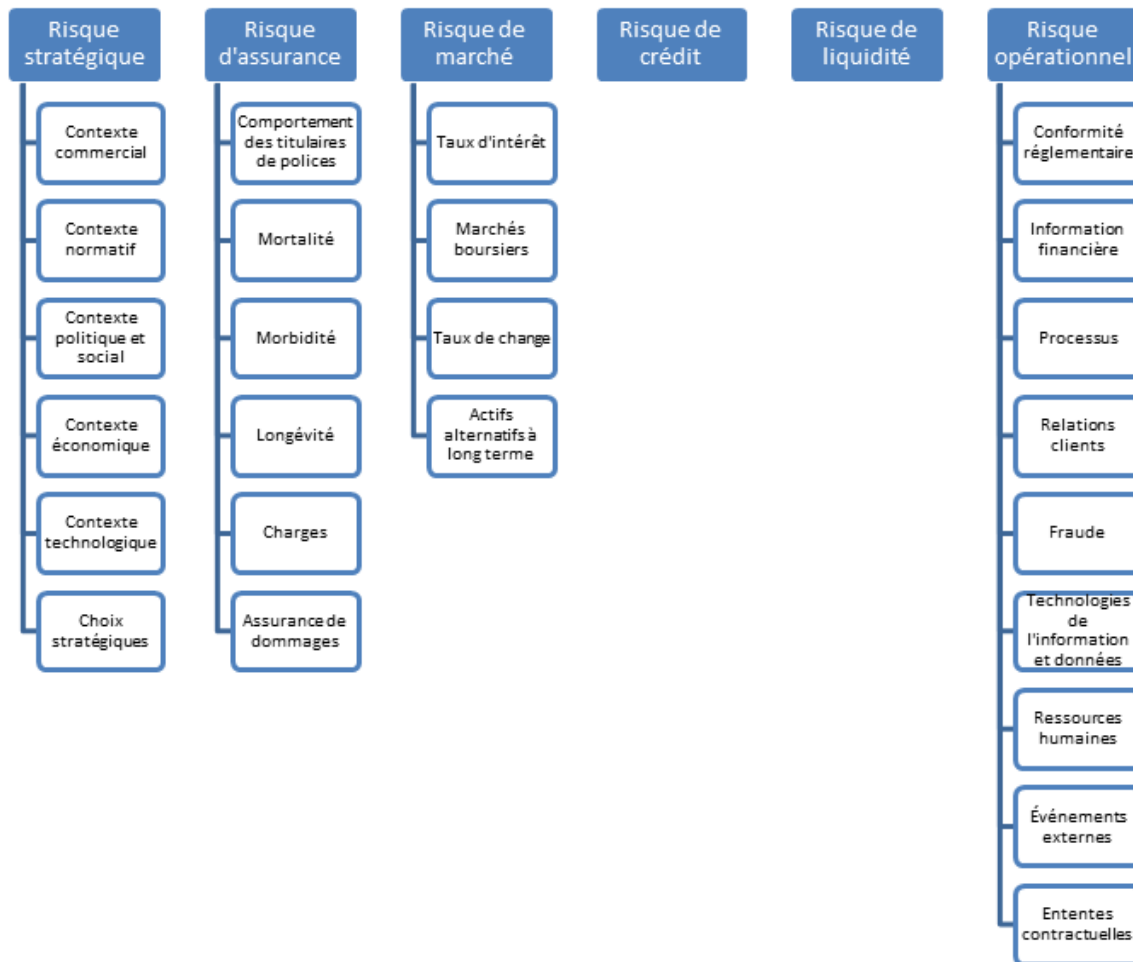
En troisième ligne de défense, l'audit interne évalue l'efficacité du cadre de gestion intégrée des risques, recommande des améliorations aux intervenants impliqués dans le processus et fait état de la situation au comité d'audit du conseil d'administration.

Le conseil d'administration vérifie et approuve la politique globale qui régit le cadre de gestion intégrée des risques ainsi que les modifications qui y sont apportées. Il approuve aussi le niveau de risque global que la société est disposée à assumer ainsi que les seuils de tolérance que la société est prête à accepter afin d'atteindre ses objectifs d'affaires et de croissance.

Le cadre de gestion intégrée des risques est également appliqué dans les filiales de la société. Des liens fonctionnels sont établis entre les fonctions de gestion des risques et de conformité et les responsables de gestion des risques et de conformité dans les filiales.

Il est de plus à noter que les conseils d'administration des filiales, qui sont composés de membres reconnus pour leur expertise dans leurs domaines respectifs ou de cadres supérieurs de la société mère, ont un rôle important à jouer dans la supervision de la gestion des risques.

## Catégories de risques



Le schéma ci-dessus illustre les catégories de risques auxquels la société est exposée dans la poursuite de ses objectifs stratégiques. Une description sommaire de ces risques et des processus de gestion relatifs à chacun est donnée dans les pages qui suivent.

La société est aussi exposée au risque de subir une atteinte à sa réputation. Ce risque peut résulter de la réalisation d'un ou de plusieurs des risques figurant dans les six catégories ci-dessus. Il pourrait notamment se manifester à la suite d'une négligence ou d'un geste non autorisé posé par un employé ou une autre personne liée à la société, d'un comportement inapproprié d'un de ses représentants ou d'un autre événement pouvant avoir une incidence défavorable, à tort ou à raison, sur la perception du public vis-à-vis de la société et entraîner éventuellement une diminution de la clientèle, des pertes de revenus ou des frais de litiges importants.

Chacune de ces catégories de risques peut se manifester sous forme de risques avérés ou de risques émergents. La gestion de ces risques à travers l'organisation est donc modulée en conséquence.

Chacune de ces six catégories de risques fait l'objet de stratégies de gestion qui lui sont spécifiques. Cela dit, la gestion de ces risques se base sur un élément commun fondamental qui transcende l'organisation : la culture de gestion du risque. Celle-ci peut se définir comme étant les réflexes comportementaux adoptés par les employés de la société qui observent et mettent en application au quotidien les principes du cadre de gestion intégrée des risques, dans leurs activités quotidiennes et la réalisation de leur mandat. L'ensemble de ces comportements est également encadré par le respect d'un esprit éthique et de transparence dans les décisions prises. Cette culture et ces comportements constituent la base solide et commune des activités de gestion des risques observées dans la société.

## Risque stratégique

Le risque stratégique peut découler de mauvais choix stratégiques ou d'une adaptation inadéquate aux changements qui surviennent dans l'environnement commercial, normatif, politique, économique ou technologique.

**Risque lié au contexte commercial** – Les secteurs de l'assurance et de la gestion de patrimoine sont hautement concurrentiels. Il est possible que des pressions concurrentielles entraînent une augmentation des pressions exercées sur le modèle d'affaires et nuisent à la rentabilité globale de la société. Des changements dans les besoins et les habitudes de consommation des clients pourraient également avoir un impact défavorable sur les résultats de la société si elle ne s'adapte pas adéquatement.

**Risque lié au contexte normatif** – Les institutions financières sont assujetties à une vaste gamme de lois et de règlements. Des changements liés à ces lois et règlements pourraient entraîner une hausse du temps et des ressources devant être alloués aux développements nécessaires pour assurer la conformité. La société est également exposée au risque lié aux changements aux normes comptables et actuarielles.

**Risque lié au contexte politique et social** – Un événement ou une décision d'ordre politique pourrait avoir une incidence défavorable sur la pertinence des produits de la société ou sur sa rentabilité. Les risques liés aux changements climatiques sont également considérés. La société est principalement exposée à des risques de transition (effets de la mise en place d'un modèle économique à faible émission de gaz à effet de serre) par le biais de son portefeuille d'investissement, mais ce risque apparaît peu significatif, l'exposition au secteur lié au pétrole et au gaz par exemple représentant environ 3 % du portefeuille total au 31 décembre 2020. De plus, en tant que signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations Unies, la Gestion de placements analyse des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement. La société pourrait en outre être exposée à des risques physiques (dommages

directement causés par les phénomènes climatiques) par l'entremise de sa filiale d'assurance de dommages, mais ce risque apparaît aussi peu significatif. Pour plus d'information sur la gestion des risques liés aux changements climatiques, consulter le rapport sur le développement durable.

**Risque lié au contexte économique** – Un changement à l'environnement économique, telle une dégradation des conditions sur les marchés financiers entraînant une hausse de la volatilité ou une hausse du risque de crédit, pourrait augmenter les pressions sur le modèle d'affaires ou avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, la solidité financière et l'accès aux capitaux de la société.

**Risque lié au contexte technologique** – Une mauvaise adaptation à un changement dans l'environnement technologique pourrait avoir un impact sur l'intégrité de nos systèmes d'information et de notre infrastructure technologique ou pourrait, de façon plus générale, perturber la réalisation du plan d'affaires de la société.

En plus d'effectuer une vigie en continue, la haute direction de la société réévalue les risques stratégiques avérés et émergents annuellement, ou plus fréquemment selon le jugement et les circonstances. Lors des exercices de planification stratégique corporative et sectorielle qui s'exécutent dans l'ensemble de l'organisation, ces risques sont pris en considération de manière à évaluer leur impact sur la stratégie de la société et, à l'inverse, de façon à identifier si des stratégies additionnelles doivent être déployées afin de les gérer ou de les mitiger.

Par ailleurs, la haute direction établit les stratégies et en supervise l'exécution. Son travail repose sur divers processus importants :

- Effectuer la planification stratégique tout en s'assurant de respecter le niveau de tolérance au risque établi et l'adéquation des fonds propres;
- Examiner la performance des stratégies et des risques des principales activités de la société.

## Principaux risques stratégiques et émergents

Lors de la révision des risques stratégiques et émergents pour l'exercice 2020, les risques identifiés ont été revalidés et les stratégies mises en œuvre pour les gérer poursuivies.

### Changements technologiques et dans la relation avec le client

L'arrivée de nouvelles technologies numériques et applicatives, jumelée à l'évolution démographique et aux préférences de nos clients, a mené la société à effectuer des choix stratégiques. À cet égard, l'organisation poursuit sa stratégie numérique de pointe, positionnant l'expérience client et l'expérience des partenaires au cœur de celle-ci.

**Risque lié aux changements des conditions économiques** – Œuvrant dans le secteur financier, la société dépend en partie des conditions économiques et financières des marchés sur lesquels elle est présente. Dans le contexte complexe et globalisé qui caractérise ces marchés, les conditions économiques peuvent varier subitement et avec un niveau élevé d'amplitude. Pour se prémunir contre ces changements imprévisibles, la société s'appuie sur un modèle d'affaires équilibré en sélectionnant des stratégies qui lui permettent de se protéger tout en tirant avantage de différents contextes économiques. De par l'équilibre de sa stratégie, la société est donc en mesure de demeurer solvable et prospère et de poursuivre sa croissance à long terme, en dépit de la volatilité des conditions économiques.

**Risque lié à la pandémie de la COVID-19** – Depuis le mois de mars 2020, la pandémie de la COVID-19 a des effets importants et sans précédent sur la société et l'économie. La durée de cette pandémie et l'efficacité des mesures gouvernementales déployées pour ralentir la contagion et leur incidence sur l'économie sont incertaines. Le protocole de continuité des affaires de la société a été déployé dès le mois de mars 2020. Il vise à assurer aux clients une qualité de service similaire ou supérieure à celle qui prévalait avant la pandémie et à permettre aux employés et aux conseillers la continuité de toutes leurs activités, tout en étant appuyés par des processus sécuritaires.

**Sécurité des données et cyberrisques** – La société porte une attention particulière au risque de vol de données et autres cyberrisques en renforçant en continu son cadre de gestion des risques de cybersécurité (voir la description du dispositif à la sous-section sur le risque opérationnel).

### Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de perte découlant de montants de prestations réelles plus élevés que ceux prévus au moment de la conception et de la tarification des produits. Ce risque est lié aux facteurs de risque suivants :

**Comportement des titulaires de polices** – Risque de déviation à la baisse (à la hausse) des taux de déchéance par rapport aux hypothèses des produits fondés sur les déchéances (autres produits);

**Mortalité** – Risque de variation défavorable du niveau, de la tendance ou de la volatilité des taux de mortalité;

**Morbidité** – Risque de déviation à la hausse (à la baisse) des taux de survenance (taux de cessation) des réclamations d'assurance invalidité ou maladie;

**Longévité** – Risque de surestimation du taux de mortalité dans les hypothèses de conception et de tarification des produits;

**Charges** – Risque de variation défavorable des coûts prévus pour la gestion et le traitement des contrats ainsi que les coûts indirects;

**Assurance de dommages** – Risque de perte découlant de montants de réclamations réelles plus élevés que ceux prévus au moment de la conception et de la tarification des produits d'assurance de dommages;

Le risque d'assurance peut se manifester à différentes étapes de la vie d'un produit, soit lors de la conception et de la tarification des produits, lors de la souscription ou du règlement des réclamations ainsi que lors de l'établissement des provisions mathématiques. La société a mis en place des contrôles et des processus à chacune de ces étapes visant à s'assurer d'une gestion adéquate de ces risques.

**Conception et tarification des produits** – La société s'est dotée d'une politique de gestion de conception et de tarification des produits en vertu de laquelle sont établies des normes et des directives. Ces normes et ces directives portent sur les méthodes de tarification, la formulation des hypothèses, les objectifs de rentabilité, l'analyse de la sensibilité de cette rentabilité selon divers scénarios, la documentation et la responsabilité des divers intervenants.

**Souscription et règlement des réclamations** – La société a établi des principes directeurs en matière de risque de souscription et de règlement des réclamations. Ils précisent notamment les niveaux de conservation (ou limites de rétention) de la société. Ces niveaux varient selon le type de protection et les caractéristiques des assurés et sont révisés régulièrement en fonction de la capacité de la société à gérer et à absorber les retombées financières associées à des résultats défavorables en ce qui regarde chaque risque. Une fois les niveaux atteints, la société a recours à la réassurance pour couvrir le risque excédentaire.

**Établissement des provisions mathématiques** – La société a élaboré une politique qui établit la documentation et les règles de contrôle nécessaires pour veiller à ce que les normes d'évaluation actuarielle de l'Institut canadien des actuaires (ou celles de tout autre organisme pertinent), de même que les normes de la société, soient respectées et appliquées de manière uniforme dans tous les secteurs et dans tous les territoires où la société exerce des activités.

Chaque année, l'actuaire désigné s'assure que l'évaluation des provisions mathématiques est conforme à la pratique actuarielle reconnue au Canada et que la sélection des hypothèses et des méthodes d'évaluation est appropriée.

**Sensibilité de la société à certains risques d'assurance** – Le tableau qui suit donne un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de variations défavorables par rapport aux hypothèses prévues à l'égard de certains risques d'assurance.

### Baisse du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pouvant résulter de variations défavorables par rapport aux hypothèses prévues

(En millions de dollars)	2020	2019
Risque d'assurance : variation défavorable de 5 %		
Taux de mortalité <sup>41</sup>	179	205
Taux de déchéance <sup>42</sup>	181	167
Coûts unitaires <sup>43</sup>	64	62
Taux de morbidité <sup>44</sup>	65	59

Des variations favorables par rapport aux hypothèses prévues auraient des incidences de même amplitude, mais en sens inverse.

Pour plus d'information sur la gestion du risque d'assurance, consulter les notes 13 et 14 des états financiers consolidés audités de la société.

### Risque de marché

La société est exposée au risque de marché, soit au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un contrat d'assurance ou d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des facteurs de risque de marché. Cette catégorie de risque comprend les facteurs de risque liés aux taux d'intérêt, aux marchés boursiers, aux taux de change et au rendement des actifs alternatifs à long terme.

La société a établi des politiques de placement qui comportent plusieurs mesures quantitatives visant à limiter l'incidence de ces risques. Ces politiques de placement font l'objet d'une révision annuelle et toute modification à ces politiques est soumise à l'approbation du conseil d'administration. La gestion et le respect de ces politiques font l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

**Risque lié aux taux d'intérêt** – Une des activités de base d'un assureur consiste à investir les primes reçues des clients dans le but d'éventuellement verser des prestations dont l'échéance peut être éloignée dans le temps et incertaine, notamment en ce qui touche les prestations au décès et les versements de rentes. Le risque lié aux taux d'intérêt représente le risque de perte liée à la variation des taux d'intérêt de référence et à la variation des écarts de taux. Il peut survenir si les flux monétaires de l'actif ne peuvent pas être réinvestis à des taux d'intérêt suffisamment élevés par rapport à ceux du passif correspondant, ou si un actif doit être liquidé pour appairer les flux monétaires du passif et qu'une perte de valeur marchande en résulte en raison d'une hausse des taux d'intérêt. Ce risque dépend de la répartition des actifs choisis, de facteurs externes qui influencent les marchés, de la nature des garanties intrinsèques des produits et des options des titulaires de polices.

<sup>41</sup> La variation défavorable s'exprime en supposant 105 % des taux de mortalité prévus, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

<sup>42</sup> La variation défavorable s'exprime en supposant 95 % des taux de déchéance prévus pour les produits fondés sur les déchéances et 105 % des taux de déchéance prévus pour les autres produits, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

<sup>43</sup> Ajustés pour refléter le caractère ajustable de certains produits

<sup>44</sup> La variation défavorable s'exprime en supposant 95 % des taux de cessation prévus lorsque l'assuré est ou devient invalide et 105 % des taux de survenance prévus lorsque l'assuré est actif, le tout ajusté pour refléter le caractère ajustable de certains produits.

Afin d'atténuer ce risque, la société a élaboré un processus d'appariement rigoureux qui prend en considération les caractéristiques des engagements financiers liés à chaque type de produit de rente et d'assurance. Parmi les considérations importantes prises en compte dans le processus d'appariement, mentionnons la structure des flux monétaires prévus et le degré de certitude quant à leur échéance, le type de rendement (fixe ou variable), l'existence d'options ou de garanties inhérentes aux actifs et aux passifs, ainsi que la disponibilité d'actifs appropriés sur le marché. Certains passifs peuvent être immunisés dans une très large mesure contre les variations de taux d'intérêt parce qu'ils peuvent être adossés à des actifs offrant une structure de flux monétaires similaire.

Des stratégies d'investissement sont établies selon les caractéristiques des engagements financiers liés à chaque produit. Afin d'illustrer l'application de ces stratégies, les passifs sont divisés en trois grandes catégories, telles que présentées ci-dessous, en fonction de la structure des engagements financiers sous-jacents.

### Passifs nets selon le type d'appariement

	Aux 31 décembre			
	2020		2019	
	M\$	%	M\$	%
Passifs immunisés				
Sur base des flux monétaires	8 866	25 %	7 500	25 %
Comptes de la police universelle	1 664	5 %	1 533	5 %
Total partiel	10 530	30 %	9 033	30 %
Passifs non immunisés	24 938	70 %	21 294	70 %
<b>Total</b>	<b>35 468</b>	<b>100 %</b>	<b>30 327</b>	<b>100 %</b>

#### 1) Passifs immunisés sur base des flux monétaires

Cette catégorie représente 25 % des passifs relatifs aux polices et reflète principalement les engagements relatifs aux contrats de rentes et autres contrats d'assurance dont l'échéance est inférieure à trente ans.

L'objectif principal ici ciblé par la société est de minimiser son exposition à la sensibilité liée aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans cette optique, pour les passifs immunisés sur la base des flux monétaires, l'objectif poursuivi par la stratégie d'appariement est de maintenir au plus bas seuil possible la volatilité des écarts pouvant survenir entre les rendements réalisés sur les actifs et ceux prévus pour les passifs. Du côté des passifs, les rendements prévus comprennent les taux d'intérêt crédités aux contrats des clients et les marges pour fluctuations prévues dans l'évaluation actuarielle des passifs relatifs aux polices. Pour assurer un suivi approprié de l'état de l'appariement, les placements sont segmentés par blocs, établis selon la structure des flux monétaires des engagements, et le tout est regroupé par secteurs d'activité. Un examen rigoureux de ces blocs d'appariement est effectué chaque mois et plusieurs techniques sont mises à profit afin d'évaluer la qualité de l'appariement et ainsi guider la sélection des placements.

Afin de mesurer la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt, la société utilise des mesures reconnues par les spécialistes en matière d'immunisation, telles que la duration et la dispersion. Les politiques de placement imposent qu'un écart maximal soit respecté entre le résultat des mesures appliquées aux actifs et le résultat correspondant obtenu pour les passifs. Ces résultats sont communiqués trimestriellement au comité de placement.

La société procède en outre à des analyses de sensibilité pour évaluer les conséquences financières qui résulteraient de divers types de fluctuations de la courbe des taux d'intérêt. Ces analyses sont effectuées à partir de scénarios stochastiques qui permettent de quantifier les risques résiduels pouvant subsister dans les portefeuilles. Des simulations à partir de scénarios prédéfinis sont également analysées afin de mesurer l'incidence de fluctuations spécifiques. Les analyses de sensibilité permettent en outre d'évaluer le comportement des marges de fluctuations futures prévues dans l'évaluation actuarielle des passifs de polices.

De plus, afin de minimiser le risque de réinvestissement qui peut survenir lorsque l'échéance de l'actif ne concorde pas avec celle du passif correspondant, les politiques de placement imposent aussi que les flux monétaires de l'actif tendent à correspondre à ceux des engagements. À cet effet, les politiques fixent des limites relatives et absolues quant à l'importance des flux monétaires nets cumulatifs, et ce, autant pour l'ensemble des blocs d'appariement réunis que pour chacun de ces blocs.

Pour cette catégorie de passifs, l'utilisation d'une approche d'immunisation très stricte permet de conclure que l'incidence sur le résultat net d'une baisse, ou d'une hausse, des taux d'intérêt serait négligeable.

#### 2) Passifs immunisés liés aux comptes de la police universelle

Cette catégorie représente 5 % des passifs relatifs aux polices et comprend tous les passifs liés aux comptes de la police universelle pour lesquels le rendement est déterminé en fonction d'un indice de marché ou d'un indice de portefeuille. Pour ces passifs, l'appariement est réalisé en utilisant des actifs dont les caractéristiques correspondent à celles des engagements, ou à celles de l'indice de référence, de manière à reproduire de façon stricte les rendements crédités aux comptes sous-jacents.

Pour les comptes dont le rendement varie en fonction d'un indice, l'incidence sur le résultat net d'une variation des marchés boursiers appliquée aux actifs serait négligeable, puisqu'une variation équivalente serait appliquée aux passifs correspondants.

#### 3) Passifs non immunisés

Cette catégorie correspond à 70 % des passifs relatifs aux polices de la société et englobe principalement des produits d'assurance individuelle dont les flux financiers ont une structure particulière et pour lesquels il n'est pas possible d'appliquer une stratégie d'immunisation classique. Pour cette raison, la société préconise pour cette catégorie une stratégie de gestion des placements qui vise à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en utilisant les différents leviers disponibles afin de limiter son exposition au risque de réinvestissement.

Pour cette catégorie de passifs, une baisse généralisée des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur le résultat net annuel aux actionnaires ordinaires, principalement en raison de la hausse des passifs relatifs aux polices qu'une telle baisse pourrait entraîner. En effet, à la suite d'une baisse des taux d'intérêt, les flux financiers réinvestis généreraient des revenus de placements plus faibles pour la durée totale des placements. Une baisse des taux d'intérêt pourrait entraîner une révision à la baisse de l'hypothèse de taux de réinvestissement initial (*Initial Reinvestment Rate*, ou *IRR*) alors qu'une baisse soutenue pourrait entraîner une baisse de l'hypothèse de taux de réinvestissement ultime (*Ultimate Reinvestment Rate*, ou *URR*) utilisées pour l'établissement des passifs relatifs aux polices.

La société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance, de titres de participation (actions ordinaires et privilégiées, indices boursiers, options sur indices boursiers et unités de fonds de placement) et d'immeubles. La répartition par classes d'actifs vise à obtenir un rendement optimal à l'échéance, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des rendements des marchés boursiers. La stratégie tient en même temps compte des contraintes imposées par les politiques de placement, notamment en ce qui a trait à la diversification du portefeuille.

La société utilise également différents leviers. Parmi ces leviers, mentionnons la mise en place d'un programme de billets de cession interne qui permet l'échange de flux monétaires entre les secteurs d'activité et le recours à divers instruments financiers dérivés permettant de réduire le risque de réinvestissement (*IRR*).



Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre des stratégies d'amélioration du rendement. Il est à noter que pour atténuer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur ces actifs non adossés à des passifs et sur ses activités de titrisation hypothécaire, la société a utilisé une comptabilité de couverture par l'entremise d'instruments dérivés d'une valeur nominale de 860 millions de dollars en 2020 (1 002 millions de dollars en 2019). Pour plus d'information à ce sujet, se référer aux notes 7 et 8 des états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2020.

Les tableaux qui suivent donnent un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et sur les autres éléments du résultat global du risque d'appariement et de taux d'intérêt.

#### Baisse du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pouvant résulter de variations défavorables

(En millions de dollars)	2020	2019
Risque de taux d'intérêt		
Baisse de 25 points centésimaux du taux de réinvestissement initial ( <i>IRR</i> ) <sup>45</sup>	(10)	(6)
Baisse de 10 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime ( <i>URR</i> )	68	61

#### Baisse des autres éléments du résultat global pouvant résulter d'une variation des taux d'intérêt

(En millions de dollars)	2020	2019
Risque de taux d'intérêt		
Baisse de 25 points centésimaux des taux d'intérêt <sup>46</sup>	11	6

Des hausses similaires de l'*IRR*, de l'*URR* et des taux d'intérêt auraient une incidence similaire à une baisse de même amplitude, mais en sens inverse.

La société utilise une variation des taux d'intérêt pour sa sensibilité aux marchés de 25 points centésimaux pour l'*IRR* et de 10 points centésimaux pour l'*URR* parce qu'elle est d'avis que ces variations de taux d'intérêt sont raisonnables compte tenu de la situation des marchés au 31 décembre 2020.

L'impact de cette variation des taux d'intérêt ne tient pas compte de la protection à l'égard de l'*IRR* dans les provisions mathématiques de la société.

**Risque lié aux marchés boursiers** – Le risque lié aux marchés boursiers représente le risque de perte liée à la variation des marchés boursiers. La société est exposée à ce risque de diverses manières dans ses activités régulières par l'entremise : 1) des revenus d'honoraires perçus sur les fonds de placement gérés par la société, lesquels sont calculés en fonction de l'actif sous gestion; 2) des revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles; 3) d'un renforcement des provisions mathématiques et 4) du revenu sur le capital généré par les actifs adossés au capital de la société. Pour ces éléments, la société estime qu'une baisse soudaine des marchés de 10 % au 31 décembre 2020 aurait entraîné une diminution de 34 millions de dollars du résultat net et une diminution de 51 millions de dollars des autres éléments du résultat global sur une période de douze mois. Par ailleurs, une baisse de 25 % des marchés boursiers au 31 décembre 2020 aurait diminué le résultat net d'environ 127 millions de dollars et les autres éléments du résultat global de 127 millions de dollars sur une période de douze mois.

Mentionnons qu'à la suite d'une baisse de plus de 27 % des marchés boursiers (par rapport à leurs niveaux du 31 décembre 2020), et toutes autres choses étant égales par ailleurs, la société n'aurait plus de marge de manœuvre pour absorber, sans incidence importante sur ses provisions mathématiques relatives aux affaires d'assurance individuelle, une baisse additionnelle des marchés boursiers.

En plus de l'effet sur le bénéfice, une baisse des marchés boursiers peut également avoir un effet sur le ratio de solvabilité de la société.

#### Sensibilité du ratio de solvabilité aux variations de l'indice S&P/TSX (ESCAP)

	2020	2019
Ratio de solvabilité au 31 décembre	130 %	133 %
Indice S&P/TSX au 31 décembre	17 433	17 063
Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 110 %	2 900	1 500
Niveau de l'indice S&P/TSX pour que le ratio de solvabilité se situe à 100 %	n. d.	n. d.

Il est à noter que pour mesurer sa sensibilité aux marchés boursiers, la société a examiné l'incidence d'une variation de 10 % de ceux-ci à la fin de 2020, estimant qu'une variation de cet ordre était raisonnable dans le contexte actuel des marchés. Toutefois, afin de tenir compte de la possibilité qu'une variation des marchés boursiers supérieure à 10 % puisse donner lieu à des effets qui ne soient pas linéairement proportionnels, la société a aussi mesuré l'incidence d'une variation de 25 % des marchés.

Les fonds distincts représentent pour la société une exposition importante au risque de baisse des marchés boursiers. Afin d'atténuer une partie du risque lié à cette exposition, la société a mis en place un programme de couverture dynamique dont la description est donnée un peu plus loin dans cette section.

Un fonds distinct est un type d'investissement semblable à un fonds commun de placement, mais généralement assorti d'une garantie en cas de décès et d'une garantie à l'échéance. De plus, pour certains produits, une garantie peut s'appliquer lors d'un retrait partiel. En raison de la volatilité inhérente aux marchés boursiers, la société est exposée au risque que la valeur marchande des fonds distincts soit inférieure à leur valeur minimale garantie au moment où la garantie devient applicable et qu'elle doive alors compenser l'épargnant pour la différence, sous la forme d'une prestation. Afin d'avoir un aperçu de son exposition au risque lié aux garanties des fonds distincts, la société détermine le montant net au risque, c'est-à-dire l'excédent de la valeur minimale garantie sur la valeur marchande de l'ensemble des contrats qui se retrouvent dans cette situation à un moment donné dans le temps. Le montant net au risque ne constitue pas comme tel un montant de prestation à verser, car, en réalité, les prestations qui pourraient devoir être versées ultimement dans l'avenir dépendront de diverses éventualités, dont le rendement des marchés ainsi que la longévité et le comportement des titulaires de contrats.

<sup>45</sup> Ces estimations ne considèrent aucune mesure compensatoire qui aurait pour effet d'atténuer l'incidence d'une baisse des taux d'intérêt. La société pourrait notamment reconsidérer la répartition investie dans chacune des classes d'actifs qui appartiennent les engagements à très long terme.

<sup>46</sup> Exclut toute révision à la baisse de l'*IRR* ou de l'*URR*.

Le tableau suivant montre des informations concernant l'actif des fonds distincts sous gestion dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

### Gestion de patrimoine individuel Actif des fonds distincts sous gestion

(En millions de dollars)	2020	2019
Actif sous gestion	19 240	16 392
Valeur minimale garantie	15 709	13 753
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties significatives <sup>47</sup>	7 140	7 366
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties minimales <sup>48</sup>	12 100	9 026

La totalité des contrats qui comportent des garanties significatives font partie du programme de couverture. La société assume 10 % du risque pour les garanties à l'échéance de certains de ces contrats émis préalablement à la mise en place du programme de couverture. Le risque des garanties au décès ainsi que celui des garanties minimales est limité et la société a décidé de ne pas les inclure dans son programme de couverture dynamique.

Le programme de couverture dynamique consiste, pour la société, à vendre à découvert des contrats à terme normalisés sur indices boursiers négociés à la bourse ainsi qu'à conclure des ententes relativement à des contrats à terme sur devises négociés à la bourse, des swaps de taux d'intérêt et des swaps internes de rendement total sur indices négociés à la bourse. Ce programme permet de couvrir en bonne partie la sensibilité du résultat net au rendement des fonds obligataires et des fonds d'actions ainsi qu'à la variation des taux d'intérêt découlant des garanties liées aux fonds distincts. Afin que la stratégie établie par la société couvre adéquatement les risques liés aux garanties couvertes, un rééquilibrage dynamique des instruments de couverture est effectué en fonction de l'évolution des conditions des marchés financiers. Ainsi, les variations de la valeur économique du passif sont compensées en très grande partie par les variations des actifs détenus dans le cadre du programme de couverture dynamique.

Dans le cadre du programme de couverture dynamique, la valeur du passif relatif aux garanties est mise à jour plusieurs fois par jour afin de refléter les différences entre les résultats réels et l'expérience prévue. Dans le processus de calcul de l'expérience prévue, la société utilise certaines hypothèses, notamment concernant la longévité des titulaires de polices et les rachats éventuels. L'hypothèse concernant les rachats comporte cependant certaines limites. Le moment et l'ampleur des retraits et des transferts de fonds effectués ne peuvent pas, en effet, être couverts à l'aide d'instruments financiers dérivés puisqu'ils dépendent des décisions prises par les titulaires de contrats. Une expérience défavorable par rapport à celle prévue peut donc altérer la qualité de la couverture.

Le programme de couverture dynamique n'a pas pour objectif d'éliminer entièrement les risques associés aux garanties couvertes. Plusieurs éléments peuvent avoir une incidence sur la qualité de la couverture et entraîner éventuellement un gain ou une perte à l'état des résultats. Le programme de couverture dynamique comporte, dans son processus même, certains risques qui peuvent limiter son efficacité, notamment les risques suivants :

- Le programme s'appuie sur le rééquilibrage dynamique des instruments de couverture dérivés. Une diminution de la liquidité de ces instruments entraînerait une incidence défavorable sur l'efficacité du programme;

- L'utilisation d'instruments dérivés de couverture comporte un risque de contrepartie qui est atténué par l'existence d'ententes avec garanties et dont le règlement net s'effectue sur base quotidienne;
- Il peut survenir un écart favorable ou défavorable entre les rendements réalisés sur les fonds distincts et ceux réalisés sur les positions de couverture détenues pour couvrir les garanties associées à ces fonds.

Au premier trimestre de 2020, le programme a généré une perte d'expérience significative. Cette perte a principalement été générée par les variations macroéconomiques et se divise en deux composantes :

- une perte en lien avec le risque de volatilité des marchés financiers et engendrée par la très grande volatilité enregistrée au cours du mois de mars 2020 qui a été parmi les plus élevées historiquement et est largement supérieure aux niveaux mensuels enregistrés depuis le début du programme; et
- une perte découlant du risque de base du programme – différence, au fil du temps, entre le rendement des fonds dans lesquels les clients ont des placements et le rendement des actifs de couverture du programme de la société – et d'autres éléments.

Le programme de couverture rattaché aux garanties des fonds distincts demeure toutefois un programme efficace et robuste dont l'impact cumulé attendu sur les revenus est nul à long terme, malgré des fluctuations trimestrielles. Notons qu'à son plus haut niveau durant le premier trimestre de 2020, la valeur économique des garanties couvertes avait augmenté de 575 millions de dollars. Ce montant a été presque entièrement compensé par la variation de la valeur des actifs du programme de couverture. Le programme de couverture a donc été conforme à ce pour quoi il a été conçu et l'objectif du programme a été atteint.

Au cours des huit derniers trimestres, l'efficacité trimestrielle de notre programme de couverture dynamique a évolué entre 86 % et 96 % en fonction notamment de la volatilité des marchés financiers. De plus, son efficacité a été de 93 % depuis sa mise en œuvre en octobre 2010, ce qui est un excellent résultat

Afin d'assurer une saine gestion du risque de baisse des marchés boursiers, des limites quantitatives et qualitatives d'utilisation des titres de participation sont définies dans les politiques de placement de la société. La composition cible de l'actif sous forme de titres de participation vise à maximiser les rendements de la société et à réduire le risque potentiel lié aux rendements minimaux garantis en vertu des engagements à long terme.

Les politiques de placement permettent à la société d'utiliser des instruments financiers dérivés. L'utilisation de ces derniers doit cependant respecter les limites de risques et les critères de prudence prévus dans les politiques de placement. La cote de crédit de l'institution financière utilisée en contrepartie doit notamment dépasser un certain seuil.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre des stratégies d'amélioration du rendement. L'utilisation d'options sur indices boursiers permet de maintenir une exposition aux marchés boursiers pour les actifs supportant les passifs non immunisés, tout en limitant la perte potentielle. De tels instruments ont également été utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique des garanties de fonds distincts ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices universelles.

**Risque de change** – Le risque de change correspond au risque pour la société de devoir assumer des pertes découlant des taux de change reliés aux devises étrangères auxquelles la société est exposée. La société a adopté comme politique de ne pas conserver de risque important face aux devises. À cet effet, les éléments de passif sont généralement appariés avec des éléments d'actif exprimés dans la même devise, sinon, des instruments financiers dérivés sont utilisés afin de réduire l'exposition nette aux devises. Au 31 décembre 2020, la société n'était pas exposée à un risque de change important.

<sup>47</sup> Représente la valeur des actifs sous-jacents à une garantie à l'échéance dont le risque est jugé significatif ou à une garantie de retrait.

<sup>48</sup> Représente la valeur des actifs pour lesquels le risque des garanties est limité et que la société a décidé de ne pas inclure dans le programme de couverture dynamique.

**Risque lié au rendement des actifs alternatifs à long terme** – Le risque lié au rendement des actifs alternatifs à long terme représente le risque de perte liée à la variation de la valeur des actions privées, des immeubles, des infrastructures, des terrains forestiers exploitables ainsi que des terres agricoles.

Afin d'atténuer ce risque, les politiques de placement de la société autorisent des investissements prudents dans le marché immobilier, les actions privées et l'infrastructure à l'intérieur de limites clairement définies, tant globalement que par régions géographiques. Les investissements immobiliers permettent notamment de supporter les engagements à long terme de certains secteurs d'activité, tel celui de l'Assurance individuelle, tout en contribuant à une saine diversification des placements de la société.

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte liée à la détérioration de la qualité du crédit (décote) ou au défaut de contreparties. Ce risque provient principalement du crédit accordé sous forme de prêts, de placements privés et d'obligations de sociétés, mais aussi de l'exposition aux instruments financiers dérivés et aux réassureurs qui partagent nos engagements envers les titulaires de polices.

Dans le cadre de ses politiques de placement, la société utilise des produits dérivés, dont des contrats prévoyant l'échange de flux monétaires (swaps) ainsi que des contrats à terme de gré à gré et des options. Ces contrats ne sont pas utilisés à des fins spéculatives, mais à des fins d'appariement et de gestion des risques financiers. Ils visent notamment à atténuer le risque de crédit, de même que les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt, des devises et des marchés boursiers.

Les produits dérivés utilisés dans le cadre du programme de couverture du risque lié aux garanties de capital des fonds distincts exposent la société au risque de crédit en raison de la présence de contreparties impliquées dans ce programme. Comme indiqué précédemment, les institutions financières utilisées en contrepartie des produits dérivés doivent répondre à des critères bien établis et des ententes contenant des biens en garantie pour compenser quotidiennement les marges de variation, selon les normes et standards de l'industrie, ont été établies avec ces institutions de façon à limiter et à contrôler le risque de crédit.

Le risque de crédit peut par ailleurs survenir lorsqu'il y a une concentration des investissements dans des entités présentant des caractéristiques similaires, ou exerçant des activités dans un même secteur ou dans une même région géographique, ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Des renseignements supplémentaires sur le risque de concentration sont présentés à la note 7 des états financiers consolidés au 31 décembre 2020.

Les politiques de placement de la société visent à atténuer le risque de concentration en favorisant une saine diversification des investissements, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant une qualité d'émetteurs relativement élevée. Elles imposent notamment des limites par groupes d'émetteurs liés, par secteurs d'activité et par régions géographiques. Ces limites dépendent de la qualité du crédit des émetteurs.

La société dispose d'une politique de crédit spécifique aux placements privés, aux prêts commerciaux et prêts aux particuliers, qui prévoit l'attribution de cotes de crédit internes pour les placements n'ayant aucune cote de crédit attribuée par une agence de notation reconnue. La politique et les procédures en place établissent des critères de sélection et définissent les limites d'autorisation du crédit selon l'envergure et le degré de risque. Afin de gérer le risque de crédit lié à ces placements, la société peut exiger des sûretés, notamment pour les hypothèques immobilières, résidentielles ou commerciales.

Finalement, bien que les ententes de réassurance permettent à la société de récupérer auprès des réassureurs la portion cédée des demandes de règlement qui lui sont présentées, la société demeure responsable en premier lieu de ses engagements envers ses titulaires de polices et elle est par conséquent exposée au risque de crédit lié aux montants cédés aux réassureurs. Cette catégorie de risque inclut le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité résultant des activités de réassurance. Pour limiter ce risque, la société applique les processus et critères prévus dans sa politique de gestion du risque lié à la réassurance tels que mener la revue diligente des réassureurs sélectionnés, limiter la concentration des risques et effectuer des tests de sensibilité.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour honorer ses obligations financières.

Ce risque est géré par l'entremise d'un appariement des éléments d'actif avec les engagements financiers et d'une gestion rigoureuse de la trésorerie. Par ailleurs, afin de maintenir un niveau approprié de liquidités, la société s'assure qu'une bonne proportion de ses éléments d'actif soit détenue dans des titres facilement négociables.

L'utilisation des instruments dérivés nécessite l'envoi de titres en garanties à des chambres de compensation et aux contreparties d'instruments dérivés afin d'atténuer le risque de crédit. Des simulations sont effectuées afin de mesurer les besoins de liquidités qui pourraient survenir à la suite de chocs sur les taux d'intérêt et sur les marchés boursiers afin d'évaluer le niveau d'actifs liquides à maintenir pour satisfaire aux exigences.

En plus des besoins mentionnés précédemment, la société doit prévoir des liquidités supplémentaires en raison des possibilités de résiliation et de rachat des contrats et de pandémie. Plusieurs scénarios sont analysés afin de s'assurer que la société sera en mesure d'honorer ses engagements dans diverses situations de tension jugées très défavorables pour la société.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la société juge que son niveau de liquidités actuel est adéquat.

### Risque opérationnel

Le risque opérationnel désigne le risque de perte résultant de lacunes ou d'erreurs attribuables aux processus, aux personnes, aux systèmes ou à des événements externes.

Ce risque existe dans toutes les sphères d'activité de la société. Il peut être lié à la conformité réglementaire, à l'information financière, aux ressources humaines, à la fraude, à la protection des données, aux technologies et à la sécurité de l'information, à l'exécution des processus, aux relations d'affaires avec les clients, à des événements externes ou, encore, aux ententes contractuelles avec des fournisseurs. L'impact pour la société en cas de réalisation de l'un de ces risques peut notamment prendre la forme de pertes financières, de perte de position concurrentielle ou d'une atteinte à la réputation. En plus des mitigations réalisées par la gestion des risques sur l'ensemble des procédures et processus, le plan de continuité lié à une cellule de crise prédéfinie permet de réduire ce risque résiduel.

Pour gérer le risque opérationnel, la société met l'accent sur des pratiques de gestion proactives en s'assurant que des contrôles internes efficaces et appropriés sont mis en application et en déployant un personnel compétent et bien formé à tous les échelons. La société s'assure en outre de réviser ses politiques et de resserrer ses normes, lorsqu'approprié, afin de tenir compte de l'évolution de ses activités et de son environnement.

De plus, par son cadre de gestion intégrée des risques et son cadre de gestion du risque opérationnel, la société rend imputable chaque gestionnaire en lui demandant de confirmer le respect aux procédures en place, la façon dont ce respect des procédures est vérifié ainsi que la mise à jour des politiques et procédures. Les risques pouvant survenir sont également évalués et quantifiés ainsi que les mesures pour gérer les risques les plus importants.

**Risque de non-conformité réglementaire** – La société est assujettie à la réglementation applicable dans les provinces et les territoires du Canada et dans les États où elle exerce ses activités; elle est également supervisée par des organismes de réglementation.

Le risque de non-conformité réglementaire découle de la possibilité que la société ne se conforme pas aux exigences réglementaires auxquelles elle est assujettie et qui sont en vigueur là où elle exerce ses activités.

À cet égard, la société s'est dotée d'une *Politique de gestion des risques réglementaires* de laquelle découle un programme de gestion des risques réglementaires. Le chef de la conformité est chargé de coordonner ce programme au sein de la société et de veiller à ce qu'il soit mis en œuvre et appliqué dans les différents secteurs d'activité.

Pour veiller à la saine gestion du risque de non-conformité réglementaire, la société utilise une méthodologie axée sur l'identification, l'évaluation et la quantification des risques et la mise en place de contrôles pertinents, efficaces et efficaces dans ses activités courantes. Dans son évaluation du risque de non-conformité réglementaire, la société tient compte des impacts potentiels, notamment l'incidence possible sur ses activités et sur sa réputation.

La société effectue la vige des nouveaux risques réglementaires. Ceux-ci sont communiqués aux secteurs d'activité concernés afin de s'assurer que les contrôles nécessaires au respect de toute nouvelle loi ou directive soient mis en œuvre au moment opportun. De manière plus générale, la société met d'ailleurs l'accent sur une communication soutenue pour rappeler à ses employés l'importance des enjeux liés au respect des lois et des règlements.

**Information financière** – La société maintient de plus un programme d'évaluation continue des contrôles afin d'émettre l'attestation exigée par les autorités de surveillance quant à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires de la société (attestation relative au Règlement 52-109). En vertu du programme, les dirigeants de chaque secteur d'activité évaluent et testent les contrôles existants dans leur secteur. Une équipe désignée vérifie ensuite la qualité des contrôles et la conclusion de l'évaluation des gestionnaires. Un rapport sommaire est soumis annuellement au comité d'audit qui rend compte des résultats de l'évaluation au conseil d'administration. L'attestation à l'égard de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires est déposée trimestriellement dans la forme prescrite par les autorités réglementaires. Cette attestation est disponible sur SEDAR et sur le site Internet de la société.

**Ressources humaines** – La compétence des ressources humaines est un facteur essentiel dans la mise en œuvre des stratégies commerciales et de la gestion des risques opérationnels. À cet égard, la société dispose d'un code de conduite professionnelle, de politiques, de bonnes pratiques ainsi que de processus bien définis en matière de rémunération, de recrutement, de formation, d'équité en emploi, de diversité et de santé et sécurité au travail. Conçus de manière à attirer et à retenir les meilleurs candidats à chacun des échelons de l'organisation, ces politiques sont maintenues à jour. La société se préoccupe par ailleurs de la qualité de vie des employés, notamment en offrant des programmes qui font la promotion d'un mode de vie sain ou en adoptant diverses mesures destinées à améliorer le cadre de travail.

**Protection des renseignements personnels** – L'utilisation des technologies émergentes rend plus complexe la protection des renseignements personnels. Si l'analytique des données permet d'assurer un meilleur service auprès des clients, la croissance de données disponibles et les risques qui les entourent sont pris en charge par l'ensemble des acteurs au sein de la société. Les risques liés aux renseignements personnels sont multiples et peuvent aller de l'utilisation non éthique des données recueillies au vol d'identité, que ce soit par divulgation accidentelle ou par piratage. Tous ces différents risques sont mitigés par une saine gouvernance entourant le cycle de vie de toute donnée sensible. Une sensibilisation continue de tous les employés et partenaires permet, en outre, de maintenir un haut niveau d'engagement à cet égard. Le tout appuyé par une attention accrue portée à la sécurité des dispositifs. La société met en œuvre des politiques et directives encadrant la gouvernance et l'utilisation des données. Elle s'efforce de respecter des normes éthiques et morales élevées, en plus de satisfaire à toute exigence légale à ce sujet. Elle continue d'innover au chapitre des outils ou des pratiques pour mieux protéger l'ensemble de ses partenaires et clients.

**Technologies de l'information et de la communication et cybersécurité** – Des technologies de l'information et de la communication (TIC) fiables, la sécurisation des informations et des données performantes sont essentielles pour une exécution réussie du processus d'affaires. La société porte une attention particulière à cet aspect. Un plan complet vise à contrôler le risque de défaillance des TIC et permet de diminuer les risques. Il s'appuie sur les meilleures pratiques et les normes reconnues relatives aux technologies de l'information, la sécurité de l'information et la gestion des données. La gestion de ces risques fait l'objet de révisions régulières afin de l'adapter à l'évolution des technologies, des règlements et aux besoins de la société.

L'évolution des besoins d'affaires dans le marché de l'assurance et des services financiers accélère le recours aux applications en ligne, aux technologies mobiles et à l'infonuagique. Il s'ensuit une augmentation des risques liés à la sécurité de l'information et des cybermenaces parce que l'élaboration et la mise en place de mesures préventives efficaces sont complexes à maintenir au même niveau que le rythme de progression des attaques du marché. Les techniques de cybercriminalité sont changeantes, sophistiquées et proviennent de sources de plus en plus nombreuses : virus, programmes malveillants, dénis de service, hameçonnage, rançongiciels, exfiltrations, etc.

Les conséquences potentielles pour les entreprises vont de l'interruption de services, en passant par l'accès non autorisé à des renseignements personnels ou à de l'information sensible, jusqu'au vol d'actifs ou de propriété intellectuelle. Il peut en découler de l'atteinte à la réputation, des litiges, et d'autres impacts.

Afin de mitiger les risques liés à la sécurité de l'information et de la cybersécurité, la société a établi et maintient en permanence un bilan de ses risques de sécurité, au fil de l'évolution des cybermenaces, des contremesures et des exigences réglementaires. La société s'est dotée d'un cadre d'autorité de la sécurité de l'information qui précise les rôles et responsabilités en matière de sécurité de l'information. Elle a aussi approuvé un programme d'investissement dans la sécurité de l'information, y compris la mise en place d'un cadre normatif, d'un modèle de référence aligné sur les meilleures pratiques de l'industrie et des moyens et des services technologiques afin d'identifier, de prévenir, de détecter et de résorber les menaces contre ses actifs et ses activités. Ces mesures sont complétées en continu par de la sensibilisation et de la formation en sécurité de l'information dispensées à tous les employés de la société. Finalement, la société dispose d'une assurance contre le cybersécurité.

**Gestion de crise** – La structure de gestion de crise et de la continuité des activités de la société couvre l'ensemble des risques potentiels auxquels elle peut être confrontée, dont le risque lié à l'occupation physique des lieux et aux interruptions de service en cas de catastrophe naturelle, de cyberattaque, de pandémie ou de tout autre type de catastrophe. La société a notamment mis en place un vaste plan de continuité et instauré des procédures dans ses principaux bureaux afin de minimiser les délais d'attente précédant la reprise des services. Ce plan de continuité et ces procédures sont examinés et testés régulièrement.

La société s'est dotée d'un plan détaillé de communication qui vise à protéger l'image de marque de la société en situation de crise et à rassurer le public quant à sa capacité à gérer une telle situation. Ce plan établit les stratégies de communication à privilégier en situation de crise, en vue notamment d'informer le public des causes et des conséquences de la crise, des procédés mis en place pour la résoudre et des mesures prises pour diminuer le risque qu'une situation semblable se reproduise. De plus, une vigie des médias sociaux couvrant l'ensemble des activités de la société est effectuée sur une base continue. Un rapport concernant cette vigie est produit annuellement et un registre des plaintes sur les réseaux sociaux est maintenu.

## **Mise à jour des risques en lien avec la pandémie de la COVID-19**

La présente section vise à décrire l'évaluation de l'incidence de la crise de la COVID-19 sur les principaux risques de la société.

Les constats préliminaires ont été établis selon les informations disponibles jusqu'à présent et pourraient évoluer en fonction des développements de la crise au cours des prochains mois et des mesures gouvernementales qui influenceront les marchés et les comportements des assurés.

**Continuité des activités** – À la suite des premières alertes émises par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à la fin janvier, le comité de coordination des incidents (CCI) a démarré une vigie du risque et déterminé un plan d'action global pour la société. À partir de février 2020, la société a déployé différentes mesures pour protéger les employés et la communauté et, depuis la mi-mars 2020, la quasi-totalité des employés est en télétravail.

Pour appuyer pleinement son réseau de distribution dans le contexte de distanciation sociale, la société a également accéléré l'évolution de ses outils numériques, formé ses conseillers et sécurisé ses processus pour permettre l'accompagnement des clients à distance et garantir la continuité des activités.

**Sécurité des données et cybersécurité** – Dans le déploiement de son plan de continuité des activités, et plus particulièrement du télétravail, la société a porté une attention particulière au risque de sécurité des données et à d'autres cybersécurité, lorsqu'approprié, a renforcé les contrôles en place.

**Risque d'assurance** – La COVID-19 accroît temporairement l'incertitude sur le niveau des prestations réelles en lien avec les facteurs de risque suivants : le comportement des titulaires de polices, la mortalité, la morbidité, la longévité ainsi que les réclamations d'assurance de dommages. La sensibilité de la société en lien avec ces facteurs est présentée à la sous-section « Risque d'assurance » du présent rapport.

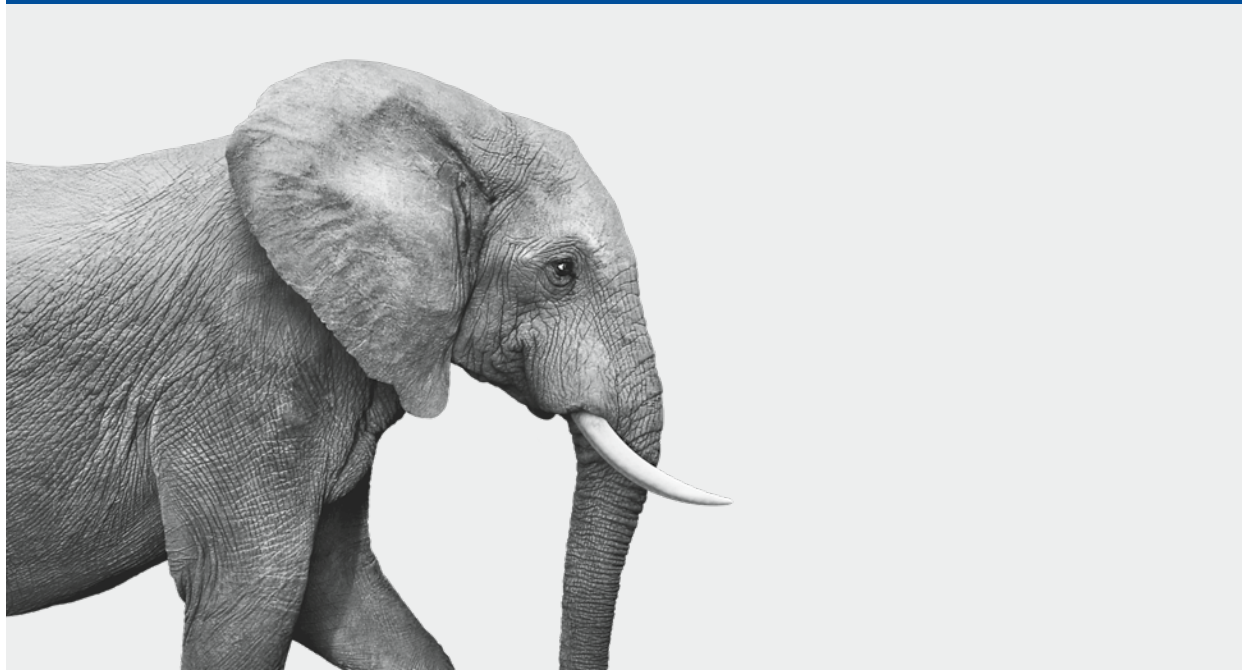
**Risque lié aux taux d'intérêt** – Les tableaux présentés à la sous-section « Risque lié aux taux d'intérêt » du présent rapport donnent un aperçu de l'incidence sur le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et sur les autres éléments du résultat global du risque d'appariement et de taux d'intérêt.

**Risque lié aux marchés boursiers** – La COVID-19 et ses conséquences sur l'économie accroissent la volatilité des marchés boursiers. La sensibilité de la société en lien avec une baisse soudaine des marchés boursiers est présentée à la sous-section « Risque lié aux marchés boursiers » du présent rapport.

**Risque stratégique** – La pandémie de la COVID-19 pourrait induire des changements de comportements ou des risques sur la santé (séquelle à long terme ou report de diagnostics) des clients. La haute direction de la société a renforcé l'évaluation des risques stratégiques, notamment sur ces facteurs qui viendraient accroître l'incertitude sur les perspectives de croissance de certains secteurs.

**iA Groupe financier**

1080, Grande Allée Ouest  
C. P. 1907, succursale Terminus  
Québec (Québec) G1K 7M3  
Téléphone : 418 684-5000  
Sans frais : 1 800 463-6236



**ON S'INVESTIT, POUR VOUS.**

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et l'**Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

**ia.ca**